

*Que
sais-je ?*

Andrée Michel

Le féminisme



puf



dmu.ac.uk

**DE MONTFORT
UNIVERSITY**
LEICESTER

LIBRARY

DMU 0431116 01 5



DE MONTFORT UNIVERSITY
LIBRARY

DE MONTFORT UNIVERSITY
KIMBERLIN LIBRARY

Enquiry Desk Telephone Numbers

ISSUE/RENEW	257 7043
GENERAL	257 7042
BUSINESS, TECHNICAL AND LAW	257 7044
ART, DESIGN AND BUILT ENVIRONMENT	257 7047

Please return this book on or before the last date stamped below.

Fines will be charged on books returned after this date.

ITEM ISSUED SUBJECT TO RECALL

PC28

--	--	--	--

DU MÊME AUTEUR

- Les travailleurs algériens en France*, Paris, Centre national de la Recherche scientifique, 1956.
- Famille, industrialisation, logement*, Paris, Centre national de la Recherche scientifique, 1959.
- En collaboration avec Geneviève Texier, *La condition de la Française d'aujourd'hui*, Paris, Gonthier-Denoël, 1964 (2 vol.).
- La sociologie de la famille*, Paris, Mouton, 1970 (recueil de textes présentés et commentés) (coll. « Les Textes sociologiques », n° 9).
- Family Issues of Employed Women in Europe and America*, Leydes Brill, 1971 (coll. « International Studies in Sociology and Social Anthropology »).
- Sociologie de la famille et du mariage*, Paris, PUF, 1978 (2^e éd.) (coll. « SUP »), traduction en italien, espagnol, grec, iranien, japonais, portugais et coréen.
- The Modernization of North African Families in France*, La Haye, Mouton, 1974 (coll. « Studies in Social Sciences », n° 16).
- Activité professionnelle de la femme et vie conjugale*, Paris, Centre national de la Recherche scientifique, 1974.
- Travail féminin : un point de vue*, Paris, La Documentation française, 1975.
- Femmes, sexisme et sociétés*, Paris, PUF, 1977 (sous la dir. d'A. Michel) (coll. « Sociologie d'Aujourd'hui »), traduction en italien et en espagnol.
- Les femmes dans la société marchande*, Paris, PUF, 1979 (coll. « Sociologie d'Aujourd'hui »), recueil des communications de la Table ronde de Royaumont sur *La production domestique non marchande*, janvier 1977, présentées et commentées par A. Michel, traduction en espagnol.
- Femmes et multinationales*, Paris, Karthala, 1981, avec A.-F. Diarra et H. Agbessi-Dos Santos.
- Vaincre le sexisme dans les livres pour enfants et les manuels scolaires*, Paris, Unesco, 1986 (traduction en anglais, espagnol, arabe et portugais).
- Le féminisme*, 4^e éd., 1992 (coll. « Que sais-je ? », traduction en espagnol, iranien, portugais, turc, chinois et japonais), Paris, PUF.
- Surarmement, Pouvoirs, Démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1995.

ISBN 2 13 048097 7

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1979

6^e édition corrigée : 1998, avril

© Presses Universitaires de France, 1979

108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

Acc. No.	50
Date	21/3/00
Loc./Form	
Class	305.42
	mic

PRÉFACE

à la sixième édition

Depuis quinze ans que cet ouvrage a été écrit, les femmes pauvres qui constituent plus des deux tiers de la totalité des femmes de la planète sont devenues encore plus pauvres, si l'on en croit les statistiques internationales. Leurs conditions de vie se sont aggravées par suite d'une course aux armements qui a engouffré chaque année des centaines de milliards de dollars. Cet argent aurait pu être utilisé pour créer, améliorer, multiplier les équipements éducatifs, sanitaires, sociaux, culturels, etc., susceptibles de les sortir de la misère, de l'analphabétisme, des pratiques mutilantes, du chômage, de la maladie et de la carence en centres de santé et de planning familial, en crèches et garderies et en logements, etc. Mais les hommes en avaient décidé autrement et les féministes ne se sont pas assez puissamment mobilisées pour inverser ces choix.

Aujourd'hui où la guerre froide entre l'Est et l'Ouest est terminée, où les superpuissances nucléaires prônent le désarmement, l'espoir s'ouvre d'une meilleure utilisation et distribution des ressources de la planète au profit des femmes, des pauvres et de la protection de l'environnement. Mais il ne faut pas se leurrer : les priorités et les valeurs nationalistes et militaristes des États, la logique économique du profit des multinationales et des banques n'ont pas changé malgré les discours. Et tandis que les deux superpuissances soldent leurs armes obsolètes aux pays du Tiers Monde afin de mettre au point des moyens de tuer encore plus sophistiqués, les puissances moyennes

(comme la France et l'Angleterre) ou les nouveaux pays industriels (NPI) du Tiers Monde poursuivent leur commerce des armes, fructueux pour ceux qui les produisent, ruineux pour les citoyens.

Il est donc clair que si les féministes restent à l'écart des changements en cours, les relations internationales seront encore façonnées et dominées par les intérêts des États les plus puissants, tandis que les priorités budgétaires, internes à chaque pays, seront assujetties aux ambitions de politiciens sans scrupules et au profit des producteurs-vendeurs d'armes. Une fois de plus, les besoins fondamentaux des femmes les plus pauvres de la planète seront sacrifiés.

Pour être efficaces, les féministes soucieuses d'affirmer leur solidarité aux femmes les plus défavorisées devront intervenir là où les priorités et les choix sont définis aux dépens des femmes. Ce qui implique qu'elles développent leurs compétences, leurs réflexions et leur pouvoir dans des domaines dont elles ont été jusqu'ici exclues : les relations internationales, l'élaboration des budgets nationaux, le mode de défense adopté, etc. Il ne faut pas qu'elles laissent aux dirigeants la définition de la « sécurité » et de la « liberté » de leur pays et de la population féminine, sous prétexte qu'il s'agit là d'un domaine réservé à une hiérarchie masculine installée au sommet de l'État. Il leur faudra orienter leurs actions, mûrement réfléchies, en direction des instances et agences qui ne leur sont pas familières parce qu'elles en ont été jusqu'ici exclues : agences de concertation et de décision des États et des groupes supranationaux.

Si elles n'avancent pas dans cette direction, elles auront du mal à conserver les acquis des luttes féministes, à triompher des intégrismes qui se développent partout dans le monde sur fond de croissance de la pauvreté et du chômage, et à faire progresser la cause d'une justice pour toutes et pour tous, seul fondement d'une véritable entente entre les sexes, les classes sociales et les peuples.

INTRODUCTION

Le mot « féminisme » est entré dans la langue française à partir de 1837. *Le Dictionnaire Robert* le définit comme « une doctrine qui préconise l'extension des droits, du rôle de la femme dans la société »¹. Mais on ne peut séparer la pensée de l'action. Depuis que le concept a été forgé en France, la doctrine s'est accompagnée d'actions multiples pour élargir les droits et le rôle des femmes dans la société. C'est pourquoi la définition du féminisme devrait aussi inclure les pratiques et non seulement la doctrine.

Depuis vingt-cinq ans la théorie féministe a forgé des concepts nouveaux pour l'analyse de la situation des femmes, concepts qui se sont imposés dans la langue française et ont trouvé leur légitimité dans le *Robert*. Les féministes d'aujourd'hui dénoncent le « *sexisme* » tout comme les Noirs aux États-Unis ou les travailleurs de couleur en France accusent le racisme, le sexisme étant « l'attitude de discrimination à l'égard du sexe féminin (nom masculin, vers 1965, d'après racisme) »².

Le sexisme est la conséquence de la « phallocratie », qui est ainsi définie : « Nom féminin, milieu XX^e siècle, domination des hommes (et de la symbolique du phallus) sur les femmes. »³ Mais, pour les féministes, la

1. *Dictionnaire Robert*, Paris, nouv. éd., 1978, p. 768.

2. *Ibid.*, p. 1809.

3. *Ibid.*, p. 1420.

phallocratie, que certaines appellent aussi l'androcratie ou le système patriarcal, n'est pas uniquement une domination. C'est aussi un *système* qui utilise soit ouvertement soit de façon subtile tous les mécanismes institutionnels et idéologiques à sa portée (le droit, la politique, l'économie, la morale, la science, la médecine, la mode, la culture, l'éducation, les mass media, etc.) pour reproduire cette domination des hommes sur les femmes, de même que le capitalisme les utilise pour se perpétuer. On voit donc que les définitions du féminisme et les concepts imposés à la langue française par la lutte féministe de ces dix dernières années sont plus variés et ont une signification plus large que celle des dictionnaires.

Étudier « la condition des femmes à travers les âges » soulève implicitement le problème d'une norme, d'un référent par rapport auquel cette condition peut être évaluée. Ce référent peut être la condition des femmes de l'époque qui a précédé, d'une classe sociale ou d'une société particulière ou tout simplement la condition des femmes par rapport à celle de l'autre groupe sexuel, celui des hommes. On dira alors, suivant les comparaisons, que la condition des femmes s'est dégradée ou qu'elle est inférieure à celle des hommes.

Mais s'il est relativement facile de choisir le référent dans les sociétés contemporaines, en revanche, la situation des femmes dans le passé est difficile à évaluer. En effet, la science n'est pas neutre, elle est biaisée par le fait qu'elle se développe dans une société sexuellement et socialement stratifiée. Dans un monde où le pouvoir est masculin, l'histoire s'intéresse à la condition passée des paysans et des travailleurs (après s'être intéressée quasi exclusivement à celle des puissants), mais elle a occulté jusqu'ici celle des femmes.

Et quand l'historien, le préhistorien, l'ethnologue ou

le sociologue abordent la condition des femmes, c'est le plus souvent de façon androcentriste, en projetant leur propre modèle des rôles masculins et féminins sur les sociétés passées ou contemporaines. Tantôt inconsciemment ils recherchent une légitimité au système patriarcal dans les sociétés disparues. Ainsi tel historien déclare péremptoirement lors d'une émission télévisée que les Sabines furent si contentes d'être enlevées qu'elles ne voulurent pas retourner chez elles, une légende un peu semblable à celle qui consiste à dire aujourd'hui que les femmes trouvent plaisir à être violées.

Tantôt au contraire, au lieu de pousser la recherche de l'explication du comportement des femmes, on répète un stéréotype usé. Ainsi tel autre historien connu écrit que les femmes sont d'une « religiosité indécrottable », occultant ainsi le fait que les femmes sont comme les hommes des êtres historiques et qu'une investigation de leur passé (répression et Inquisition) serait susceptible de fournir une hypothèse explicative des faits observés.

Tantôt encore on projette sur le système social étudié la conception d'un pouvoir qui est propre à la société de l'observateur, mais qui est étrangère à ce système. Nous illustrerons ces différents biais dans notre ouvrage.

C'est pourquoi nos sources de documentation sur la condition des femmes seront de préférence empruntées aux auteurs qui sont le moins imbus de préjugés androcentristes : aux femmes ethnologues et historiennes plutôt qu'aux hommes, aux auteurs anglo-saxons plutôt qu'aux auteurs des pays latins, trop empressés de légitimer le pouvoir masculin pour être crédibles quand ils parlent des femmes. Mais ceci ne doit pas nous faire oublier qu'il y a encore fort peu de femmes historiennes ou ethnologues, et qu'elles ont

subi l'enseignement sexiste de leurs professeurs. En effet, ceux-ci n'ont jamais étudié que l'émergence de l'*Homo* (*faber, sapiens, economicus, ludens*, etc.), mais ils ont systématiquement occulté celle de la *Mulier* (*faber, sapiens, economica, ludens*, etc.).

Ne leur avait-on pas enseigné que la femme appartient au règne de la nature et l'homme au règne de la culture ? Alors pourquoi auraient-ils parlé de celles dont on a oublié depuis longtemps la contribution décisive au progrès de l'humanité dans la découverte du feu, de l'agriculture, la domestication des animaux, la poterie, le filage, le tissage, la teinture, les herbes médicinales, le portage et d'innombrables autres techniques ?

Sans croire lui-même au matriarcat, Michael Stefan donne l'exemple du plus féministe des sociologues du XIX^e siècle, Frederich Engels : celui-ci omet un aspect essentiel du rôle féminin en citant Tacite. En effet, Engels signale le rôle exercé par les femmes de Germanie auprès des vieillards et des enfants, mais il omet d'indiquer que, selon Tacite, elles effectuaient également le travail des champs, ce qui est à la fois important pour l'économie des Germains et la place des femmes dans cette société¹.

Ceci révèle que l'occultation, le plus souvent inconsciente, est l'attitude la plus fréquente du chercheur en sciences sociales, confronté à la situation des femmes. Un autre exemple frappant nous est donné par la statistique contemporaine du travail : les femmes au foyer sont censées « ne pas travailler », alors que le total de leurs heures de travail domestique égale ou dépasse le total des heures salariées ou donnant droit à un

1. Michael Stefan, *Frauenherrschaft, Männerherrschaft Gleich Berechtigung*, Berlin (édité par l'auteur), 1975. Remarques qui font suite à celles de la sociologue allemande Mathilde Vaerting.

revenu. Si la science économique contemporaine occulte aujourd'hui la production domestique des femmes, qu'en sera-t-il pour l'historien qui, dans 2 000 ans, étudiera la production des femmes d'aujourd'hui? Seront-elles classées comme des oisives ou des parasites?

Après l'androcentrisme, l'*ethnocentrisme* est un obstacle capital pour l'évaluation de la condition des femmes dans les sociétés observées. L'ethnocentrisme consiste pour l'observateur d'une société donnée à projeter ses propres normes et à les prendre pour des critères absolus.

Ainsi les jeunes Français des deux sexes en visite en Chine s'indignent de ce que les jeunes Chinois ne pratiquent pas les relations sexuelles pré-nuptiales, comme si un peuple qui, en une génération, a dû éliminer l'occupation étrangère, la guerre civile, la famine et les épidémies avait pu mettre la révolution sexuelle aussi dans ses priorités. Par ailleurs le puritanisme chinois concerne les deux sexes qui sont ainsi à égalité et, une génération avant les Françaises, les Chinoises disposèrent du droit à la contraception et à l'avortement, obtenant ainsi bien avant celles-là la maîtrise de la procréation et l'égalité juridique dans le mariage avec les hommes.

Le *statocentrisme* est un autre aspect de l'ethnocentrisme : il consiste à prendre les normes de sa propre classe sociale pour la norme et à occulter tout ce qui en diffère.

En résumé, c'est par rapport aux pouvoirs et aux privilèges dont disposent les hommes de leur temps et de leur société que la situation des femmes devrait être évaluée. L'adoption de cette approche devrait impliquer le rejet de l'attitude *chronocentriste* qui consiste à apprécier une condition passée par rapport aux normes féministes de la société contemporaine, de l'attitude *androcentriste*, basée sur la projection des préjugés patriarcaux dans l'observation des sociétés, de l'attitude *ethnocentriste* et *eurocentriste* qui plaque

indifféremment dans le temps et l'espace les normes de notre propre société européenne ou occidentale, enfin du *statocentrisme* qui fait de la classe sociale à laquelle on appartient la référence absolue. Certes il n'existe pas encore d'approche historique indemne de tous ces biais ; c'est pourquoi notre tentative pour cerner la situation des femmes à travers les siècles et leurs efforts en vue d'améliorer celle-ci depuis la préhistoire est nécessairement imparfaite.

Nous exprimons ici notre immense gratitude à Elise Boulding, auteur d'un magistral ouvrage sur l'histoire des femmes dont nous avons largement utilisé la riche information pour la confection de ce livre¹.

1. Elise Boulding, *The Underside of History, A view of Women through Time*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1977 (830 p.).

Chapitre I

LA SITUATION DES FEMMES DU PALÉOLITHIQUE A LA DEUXIÈME RÉVOLUTION NÉOLITHIQUE

C'est évidemment celle que nous connaissons le moins, puisque ces sociétés vivent de la chasse et de la cueillette, et qu'elles n'ont pas encore inventé l'écriture qui permet aux sociétés de transmettre leur histoire. Cependant connaître la condition des femmes dans ces sociétés serait capital, puisque ces dernières ont duré plusieurs millions d'années alors que les sociétés historiques nées au Néolithique n'ont guère plus de 10 000 ans d'âge.

I. — Sociétés de chasse au Paléolithique

L'étude de ces sociétés nous révèle la dépendance des femmes et des hommes des contraintes économiques et du mode de vie. Le mode de vie est caractérisé avant tout par la chasse et la cueillette. Les femmes se livrent surtout à la cueillette, mais elles participent également à la chasse avec les hommes. Une génération après Gordon Childe, la préhistoire en France confirme les découvertes de cet auteur. Les hommes « vivaient en harmonie avec la nature sans plus pertur-

ber le milieu que ne le faisaient les autres peuples. L'idéal des peuples chasseurs est la stabilité. Parfaitement intégrés au milieu dans lequel ils évoluaient, ils prenaient soin de limiter leurs prélèvements aux stricts besoins qui étaient les leurs. D'autre part, ce mode de vie ainsi que leur alimentation presque uniquement carnée constituaient un frein à la prolifération. Ils étaient fort peu nombreux »¹.

Les relations humaines sont caractérisées par l'absence de la guerre : « Pendant toute cette longue période, pendant des dizaines de millénaires, les hommes préhistoriques, chasseurs, vécurent armés et paisibles. Dans leur habitat, les restes des repas, leurs industries montrent d'innombrables ossements d'animaux tués de leurs armes efficaces, et ces mêmes armes recueillies par centaines, par milliers. Et cependant les tombes de ces chasseurs ne fournissent aucune trace de guerre. On rencontre des blessures accidentelles, telles que des fractures consolidées, mais jamais des blessures occasionnées par ces belles pointes en silex. »²

La situation des femmes dans ces sociétés de chasseurs nomades mais « stables » socialement ne peut se déduire des conclusions de Lévi-Strauss tirées de ses recherches sur des tribus de chasseurs, car le Paléolithique est antérieur de dizaines de milliers d'années à l'avènement des sociétés patriarcales et n'en subit pas la contamination qui affecta les sociétés de chasse observées par cet auteur³.

De plus, la description de la condition des femmes par Lévi-Strauss dans ces tribus a été critiquée par les

1. Max Escalon de Fonton, La fin du monde des chasseurs et la naissance de la guerre, *Le Courrier du CNRS*, n° 25, juillet 1977.

2. Max Escalon de Fonton, *op. cit.*

3. Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, Mouton, 1968, 1^{re} éd. en 1947.

auteurs anglo-saxons : si les femmes sont échangées, les hommes le sont aussi, et ce ne sont pas seulement les hommes qui échangent, mais aussi les femmes présentes dans les décisions collectives de la tribu. Enfin la cession des femmes à une tribu étrangère, le mariage étant la constitution d'une alliance, n'est pas celle d'un objet car les femmes, comme les hommes échangés, demeurent sujets de droits, soit à l'égard de leur propre parenté, soit à l'égard de la parenté du conjoint¹. On ne peut donc partir des conclusions de Lévi-Strauss pour en déduire la distribution du pouvoir entre sexes dans les tribus paléolithiques, si ce n'est que l'exogamie était le moyen de conclure des traités d'alliance avec les tribus étrangères, et par conséquent de remplacer la guerre endémique par des traités de paix.

Par contre, l'étude des signes pariétaux des cavernes et des statuettes en pierre ou en os trouvées dans les foyers et dans les tombes du Paléolithique donne quelques indications sur la condition des femmes de cette époque.

Pour Leroi-Gourhan, les premiers signes géométriques pariétaux dessinés il y a 30 000 ans sur les murs des cavernes étaient des symboles sexuels masculins et féminins. Leur représentation dura pendant 20 000 ans environ². Mais seuls les signes sexuels féminins étaient « réalistes ». Certains diront que la dominance des représentations féminines n'exprime pas plus le statut d'égalité de la femme que la représentation de la Vierge dans les pays catholiques. Ce raisonnement implique l'ethnocentrisme que nous avons dénoncé : en effet, on

1. Jack Goody, Marriage, Inheritance and Descent in the preindustrial societies, *Journal of Comparative Family Studies*, 1970, vol. 1, n° 1.

2. A. Leroi-Gourhan, Les signes géométriques dans l'art paléolithique, France-Espagne, *Le Courrier du CNRS*, n° 27, janvier 1978.

ne peut pas projeter dans le Paléolithique les structures idéologiques du Néolithique supérieur, où la Vierge devient subordonnée à un Dieu mâle.

Comme l'écrit une éminente anthropologue américaine : « Le lien entre l'idéologie et le comportement est nécessairement plus étroit chez les peuples égalitaires que dans les sociétés hiérarchiques, où l'on institutionnalise de façon élaborée l'occultation de l'inégalité et de l'exploitation grâce à un rituel et à une rhétorique ambiguë et contradictoire. »¹ Un autre exemple d'ethnocentrisme nous est donné dans la tentative de Gilles Lapouge de faire passer les symboles sexuels pariétaux de Lascaux pour une première représentation de la pornographie, institution qui se définit étymologiquement, selon Lapouge, par un discours sur la prostitution et la vénalité des relations sexuelles entre les sexes². On ne peut que protester contre une telle interprétation qui trahit beaucoup plus l'obsession sexuelle des hommes du XX^e siècle que celle des habitants des grottes de Lascaux, car on ne voit pas comment la représentation graphique de symboles sexuels masculins et féminins implique en elle-même la vénalité des relations sexuelles dans une société étrangère au culte de la marchandise.

Par contre, il est probable que, l'absence d'hygiène entraînant une forte mortalité infantile et maternelle, on accordait plus de visibilité aux femmes qu'aux hommes, leur rareté leur assurant un statut prépondérant ou en tout cas équivalent à celui des hommes. C'est là l'hypothèse formulée par des anthropologues américains. Ainsi « la division du travail entre les sexes dans la bande paléolithique (le mâle chassant, la femelle cueillant et chassant épisodiquement) est fondée sur la coopération, le lieu de résidence est ambilocal et la descendance presque toujours bilinéaire »³.

1. Eleanor Leacock, Women in egalitarian societies, in Bridenthal et Koonz, *Becoming visible. Women in European History*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, p. 24.

2. G. Lapouge et M.-F. Hans, *Les femmes, la pornographie, l'érotisme*, Paris, Le Seuil, 1978.

3. Howard Parsons, Gender, sex roles and humanness : The dialectics or body, culture and human fulfillment, in *Revolutionary World*, Amsterdam, Gruner, 1976.

L'identification, dans les tombes, de vieillards qui avaient été amputés très jeunes ou d'arthritiques très handicapés révèle aussi que la société reposait sur la coopération plus que sur l'exploitation¹. Sans la propriété privée et l'accumulation, la division du travail ne pouvait à elle seule fournir une base pour l'exploitation d'un sexe par l'autre.

Les femmes étant très prisées, les seules statuettes trouvées au cours de cette très longue période ont été des figurines féminines en pierre ou en ivoire aux attributs sexuels fortement marqués². Le rôle de la femme dans la génération et la méconnaissance de celui de l'homme auraient frappé l'imagination des artistes, hommes ou femmes, de l'époque, et ceci explique que la femme ait pu y jouir d'un statut que l'on s'accorde, au moins dans les pays anglo-saxons, à reconnaître égal sinon supérieur à celui de l'homme.

Pour avoir quelque idée de ce statut, on peut se référer aux observations faites par les premiers explorateurs sur des tribus de chasseurs dont des siècles de colonialisme, de racisme et d'économie de marché ont aujourd'hui dégradé les structures originelles. Tous furent surpris, et même choqués, par le pouvoir très grand des femmes dans les tribus iroquoises et dans la Ligue des Six Nations. Les femmes pouvaient aliéner les terres du clan, procéder aux mariages et aux alliances, nommer et révoquer à volonté les sachems et les trésoriers. Quant aux maris, ils avaient le sort réservé aux femmes dans les sociétés patriarcales : « Du berceau à la tombe, il n'y a aucun moment où il n'est assujetti à quelque femme qui lui impose son pouvoir en vertu de sa position dans la famille étendue ou dans

1. Eleanor Leacock, art. cit. p. 24.

2. Gordon Childe, *La naissance de la civilisation*, Paris, Gonthier, 1964, p. 80.

le clan. »¹ Comme les femmes ont la propriété exclusive de la tente et de ses dépendances, elles peuvent en cas de désaccord avec le mari mettre celui-ci à la porte, attitude des femmes qualifiée de « despotisme le plus ingénieux » par l'un des premiers explorateurs du Nouveau Monde².

II. — La première révolution néolithique

Environ 10 000 ans avant J.-C., avec les bouleversements climatiques, se produit la première révolution néolithique au cours de laquelle, aux activités de chasse des hommes, se juxtaposent, comme base principale de l'alimentation, la cueillette et l'agriculture à la houe (dite horticulture dans le langage anglo-saxon³). Avec Gordon Childe et de nombreux auteurs, E. Boulding pense que cette agriculture fut une invention des femmes.

A mesure que le camp devenait plus sédentaire, que le gibier se faisait plus rare et que la primauté revenait à la cueillette et à la récolte des céréales sauvages dans l'alimentation, les femmes remarquèrent la germination et le cycle de reproduction des céréales⁴. A l'agriculture à la houe s'ajouta la prépondérance prise par les femmes dans l'invention des techniques nouvelles : fabrication de meules de pierre plus larges et plus lourdes pour moudre le grain, confection de récipients pour la conservation des graines, création des premières poteries, comme on le note depuis Gordon

1. Cité par Sherrill Cheda, *Indian Women*, in Marylee Stephenson (édit.), *Women in Canada*, Toronto, New Press, 1973.

2. Des pratiques analogues, quoique très adulterées par le colonialisme, ont été observées par Germaine Tillion auprès des Touaregs du sud du Sahara.

3. Gordon Childe, *op. cit.*, p. 80.

4. Elise Boulding, *The Underside of History*, *op. cit.*, p. 114-115.

Childe¹. Plus tard, elles inventèrent le filage et le tissage : « Ces activités furent le couronnement d'une prodigieuse accumulation d'expériences et de déductions, le lieu de rencontre des innombrables fils d'un savoir considérable. »² La prépondérance des femmes dans ces inventions et activités nouvelles au cours de cette période fait supposer que leur condition dut s'élever socialement. Non seulement les femmes transmettent l'apprentissage des nouvelles techniques à leurs enfants et la parenté s'effectue en ligne féminine, mais aussi les premières divinités observées sont féminines. Aux figurines féminines de pierre ou d'ivoire aux attributs sexuels fortement marqués du Paléolithique succède la généralisation de statuettes similaires généralement modelées en argile, trouvées dans les établissements et sépultures néolithiques³. « On les appelle souvent "Déesses-Mères", car la terre du sein de laquelle jaillissent les jeunes pousses semble avoir été imaginée par les hommes du Néolithique sous les espèces d'une femme féconde » (*ibid.*).

Enfin dans cette civilisation matriarcale, on ne dispose d'aucun indice permettant de conclure à une « activité belliqueuse »⁴. Cette théorie de Childe est confirmée par les travaux les plus récents qui caractérisent la population du Néolithique ancien comme « très clairsemée » et « paisible »⁵.

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 119, et G. Childe, *op. cit.*, p. 91.

2. Gordon Childe, *op. cit.*, p. 93.

3. G. Childe, *op. cit.*, p. 100.

4. *Ibid.*, p. 99.

5. Escalon de Fonton, art. cit.

Chapitre II

LA SITUATION DES FEMMES DEPUIS LA DEUXIÈME RÉVOLUTION NÉOLITHIQUE ET DANS L'ANTIQUITÉ

I. — La situation des femmes au Néolithique moyen

Au Néolithique moyen entre 6 000 et 3 000 ans avant J.-C. se produit la deuxième révolution technique accompagnée d'une explosion démographique qui aboutit à renverser aussi bien l'organisation sociale tout entière que le statut des femmes dans la société. Cette révolution fut caractérisée par la découverte d'énergies nouvelles (la force du bœuf, de l'eau et du vent), l'invention de techniques meilleures (la charrue, le moulin à vent ou à eau, le bateau à voile), par de nouveaux modes de transport, par la connaissance des propriétés physiques des métaux et des processus chimiques conditionnant la fusion du minerai de cuivre, par l'invention du calendrier solaire, de l'architecture en briques et des mathématiques appliquées. L'homme remplaça la femme comme agent de la production agricole, le champ succéda au lopin de terre, la charrue de l'homme à la houe de la femme¹.

1. Gordon Childe, *op. cit.*, p. 102 et s. et p. 121.

Un énorme surplus alimentaire permit alors l'explosion démographique et la sédentarisation. A la petite bande du Paléolithique, au village du Néolithique ancien, succédèrent de gros bourgs, puis l'apparition des villes. La ville est le premier antagonisme de classe, car elle suppose l'existence de surplus agricoles et d'une classe qui se fait nourrir par une autre, le développement de la propriété privée et de l'accumulation. La division du travail permet l'apparition dans les villes d'une classe d'artisans, de prêtres et de militaires au service des plus riches. L'accumulation des biens par quelques-uns aboutit à la formation d'une société étatique, fondée sur l'esclavage, les classes sociales et la dégradation de la situation des femmes.

Il appartenait aux femmes historiennes et ethnologues d'expliquer le mécanisme par lequel s'est effectuée cette dégradation. Pour Germaine Tillion, le nouvel idéal d'expansion des familles sédentaires vivant de l'agriculture, autorisé par la croissance démographique et alimentaire, détermine la structure du groupe et son nouveau mode de relations avec l'extérieur. A l'exogamie qui était requise pour la survie des chasseurs du Paléolithique afin de se garantir par l'alliance des territoires de chasse, succède le régime de l'endogamie où toutes les filles de la maison sont gardées comme reproductrices par les chefs de famille pour les cousins de la maison. C'est le début de l'enfermement des femmes. L'alliance par le mariage des femmes « exportées » dans d'autres clans est remplacée par le recours à la guerre¹. Il faut s'approprier par la force les terres du voisin pour agrandir ses terres et trouver une source de survie quand les sols s'épuisent. Le plus fort l'emporte. La guerre endémique remplace les traités de paix. Une telle évolution est confirmée par les études préhistoriques les plus récentes. Ainsi naquit la conception instrumentale des femmes réduites aux rôles de génitrices et de servantes-productrices du groupe familial.

Le Néolithique moyen va rompre l'équilibre de l'homme avec la nature, de l'homme avec ses sembla-

1. Germaine Tillion, Origines préhistoriques de la condition des femmes en zones « civilisées », *Revue internationale des Sciences sociales*, 1977, n° 4.

bles et l'équilibre d'une division du travail entre sexes ne reposant pas sur l'exploitation de l'un par l'autre. « Les peuples chasseurs, pêcheurs, pasteurs vivaient en harmonie avec la nature, se gardant bien d'épuiser les ressources naturelles et de perturber le milieu naturel qui était leur unique source de vie... L'agriculteur, lui, est tenu pour survivre d'agir tout autrement. Il ne peut supporter le troupeau qui anéantit son champ de blé... Il ne tolère pas non plus l'extension de la forêt qui occupe toutes les bonnes terres. Il extermine aussi les arbres... Les peuples nomades étaient stables dans leur "activité non agissante". Les peuples producteurs qui, eux, sont sédentaires sont instables et, écologiquement, plus agités qu'agissants, courant toujours après un progrès qui leur échappe, défrichant et bâtissant pour abandonner ensuite leurs installations et conquérir de nouvelles terres, par la guerre et le meurtre des hommes, des animaux, des arbres.»¹ Par suite, « dès l'installation de l'agriculture, on a des nécropoles vastes et pleines, contenant des fosses collectives où les corps sont souvent criblés de flèches »².

En même temps, la dominance féminine dans les religions disparaît. « Alors que pendant des milliers d'années, la Déesse-Mère fut le seul objet de vénération, on vit apparaître des statuettes à représentations masculines et le symbole masculin, le phallus, fut modelé dans l'argile et gravé dans la pierre... De tels symboles impliquent la reconnaissance du rôle paternel dans la procréation, sinon l'émergence de divinités masculines, et aussi l'affaiblissement progressif des bases idéologiques du matriarcat à une période où la substitution de la charrue, guidée par l'homme, rem-

1. Max Escalon de Fonton, art. cit. p. 31.

2. *Ibid.*, p. 31.

plaça la houe, maniée par la femme, et ruina la fondation économique du matriarcat. »¹

Cette période révèle que la dégradation de la nature et la détérioration des relations internationales vont de pair avec un abaissement de la condition des femmes et leur enfermement dans la famille et la cité. La prépondérance des hommes dans la deuxième révolution technique du Néolithique et la reconnaissance de leur rôle dans la procréation en éclipsant celui des femmes permettent d'inverser les relations entre sexes par rapport au Néolithique ancien.

II. — La situation des femmes dans les tribus de pasteurs nomades

On pense généralement que la domestication des animaux fut parallèle à la découverte de l'agriculture et qu'elle fut d'abord l'œuvre des femmes : « Il est vraisemblable que les femmes du Paléolithique supérieur avaient la charge des premiers animaux domestiques. »² Mais cette première domestication fut suivie de la découverte de l'élevage comme mode principal de subsistance. On peut supposer qu'à cette étape le rôle des hommes fut prépondérant.

Le mode de vie des pasteurs nomades donna sans doute aux hommes la connaissance de leur rôle dans la génération, mais celle-ci ne fut pas tout de suite utilisée pour inférioriser et enfermer les femmes. Pendant des milliers d'années, les éleveurs nomades ont représenté une civilisation intermédiaire où le patriarcat naissant fut soit contrecarré, soit tempéré par des pouvoirs étendus accordés aux femmes, vestiges sans doute de la

1. Gordon Childe, *The prehistory of European society*, Londres, Penguin Books, 1958, p. 110.

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 174.

reconnaissance des droits étendus des femmes du Néolithique ancien. Un exemple particulier du pouvoir des femmes dans les tribus nomades est donné par les Scythes qui, du V^e siècle avant J.-C. jusqu'au début de notre ère, parcoururent les steppes de l'Asie centrale. D'après Hérodote, les Issodons, membres de ce peuple, « passent pour être justes, les femmes sont chez eux les égales des hommes et ont autant d'autorité »¹. Les Sauromates sont composés d'Amazones ayant épousé des Scythes et installées au-delà du Don : « Depuis lors, les femmes des Sauromates mènent le genre de vie de leurs antiques aïeules : elles vont à la chasse à cheval, et avec leurs maris ou sans eux, elles vont à la guerre, elles portent le même accoutrement que les hommes. »² Ainsi, ou bien la division du travail entre les sexes chez les Issodons n'entraîne aucune subordination des femmes, ou bien les femmes Sauromates, descendantes des Amazones, pratiquent les mêmes occupations que leurs époux. La vie nomade préserve les femmes de l'enfermement, de la distinction entre la sphère du public (réservée aux hommes) et la sphère du privé (réservée aux femmes). Elle les maintient en contact entre elles et les insère dans un réseau de relations internationales, dont seront privées les futures citadines avec le développement de l'urbanisation.

Ainsi s'explique peut-être le pouvoir des femmes dans l'ancienne Égypte. Jamais l'urbanisation ne se développa dans ce pays comme ailleurs dans l'Antiquité. Les Pharaons ayant à cœur de changer souvent de capitale, cette pratique empêcha l'accumulation du pouvoir après l'éclipse d'une dynastie³. Le pouvoir politique des grandes reines égyptiennes coexista avec celui des femmes administrateurs de temples qui disposaient des

1. D'après la traduction de Philippe Legras, *Histoire d'Hérodote*, Paris, 1945 (coll. « Universités de France »).

2. *Ibid.*

3. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 229-230.

ressources locales¹. Les déesses furent plus fortement enracinées dans les anciens villages égyptiens du Néolithique ancien qu'à Sumer, sans doute parce que les dynasties égyptiennes furent moins sédentaires. Par suite la condition des femmes égyptiennes du Néolithique supérieur fut très supérieure à celle des femmes de Sumer².

III. — L'enfermement des femmes dans les cités antiques

Selon E. Boulding, c'est à tort que les historiens ont qualifié de *harem*, mot arabe du VII^e siècle, les cours féminines qui furent une sorte d'institution symétrique aux cours masculines dans certaines des plus antiques sociétés urbaines étatisées. La cour féminine, bien que rétrospectivement qualifiée de *harem*, n'était à l'origine synonyme ni de polygamie ni d'enfermement des femmes³. Ainsi en Égypte, « le *harem* était en réalité une cour de femmes où l'on administrait les affaires nationales et internationales. Il constituait peut-être à l'origine un indice du pouvoir des femmes plutôt que de leur faiblesse »⁴. Il existait dans les hautes sphères de l'aristocratie. Ailleurs, « la mère ou la femme de l'empereur ou du calife avait son propre Premier Ministre et une suite comprenant des milliers de personnes »⁵.

Au contraire, « pour la femme de l'ambitieux marchand des classes moyennes, il ne s'agissait pas d'une cour animée, mais d'un espace clos et de la seule compagnie des femmes de sa propre famille »⁶. C'est en effet dans les classes moyennes des grandes villes anti-

1. Elise Boulding, *op. cit.*

2. *Ibid.*

3. Elise Boulding, Nomadisme, mobilité et statut des femmes, in A. Michel (sous la dir. de), *Femmes, sexisme et sociétés*, Paris, PUF, 1977, p. 94-95.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

ques que naquirent le concept et la pratique du gynécée, qualifié de *harem* dans les pays arabes. Le gynécée ou l'appartement des femmes à Athènes, que l'on retrouvait aussi chez les familles des marchands juifs de Syrie, constituait la forme opposée de la cour féminine : « La femme était bien la maîtresse dans ses appartements, mais comme il lui était impossible d'en sortir, parler de son pouvoir dans la maison n'avait aucun sens. Le gynécée semble avoir servi de modèle de civilisation aux Empires persan et hellène, quant à la manière de vivre des femmes d'un statut élevé. Il était très répandu dans l'Empire byzantin et, d'après les auteurs musulmans, c'est à Byzance qu'incombe la responsabilité de l'introduction du *pardah* chez les femmes Arabes (Nomades) qui étaient beaucoup plus libres. Cette institution a probablement pénétré en Inde et en Chine par l'intermédiaire des marchands grecs et persans » (*ibid.*).

Ainsi l'enfermement des femmes dans les villes s'effectue en deux étapes. Au cours d'une première étape, ceux qui détiennent la propriété privée de la terre et les privilèges sociaux s'appuient sur des castes de prêtres et de militaires, les premiers bureaucrates chargés de la défense, par la loi ou par la force, des privilèges de classe et d'évincer les femmes de leurs anciennes fonctions sacerdotales et politiques. Au cours d'une seconde étape où la croissance des villes et du commerce donne lieu à la naissance d'une classe moyenne, apparaît le snobisme des marchands qui croient monter dans la hiérarchie sociale en retirant leurs épouses de la production urbaine ou artisanale, et par suite de tout réseau de communication susceptible de leur procurer un pouvoir politique dans la cité.

IV. — Les grandes religions patriarcales et la situation des femmes

Elles s'implantèrent bien après que les transformations politiques, économiques, techniques et idéologiques eurent bouleversé la vie des sociétés et chassé de

leur monopole les divinités féminines du Néolithique ancien.

D'après un éminent historien des religions, deux découvertes fondamentales sont à l'origine de l'apparition des religions patriarcales. La connaissance et la domestication des animaux permirent de découvrir le rôle du mâle dans la génération. Plus tard, quand la charrue inventée par les hommes remplaça la houe maniée par les femmes, « la charrue acquit une signification phallique comme étant l'instrument qui prépare la terre à être fertile »¹, croyance sans doute en relation avec la découverte du rôle masculin dans la génération.

La connaissance du dualisme procréateur fit que l'on assigna d'abord un partenaire mâle à la Déesse-Mère. Fils, amant, frère ou époux de celle-ci, il occupa d'abord une place subordonnée à son égard, puis égale, avant de devenir le Ciel Père, créateur souverain des éléments et des hommes, à Athènes ou en Égypte².

Le dernier pas fut franchi avec la création du Dieu omnipotent des grandes religions patriarcales (le Dieu des juifs, des chrétiens et des musulmans). Si le christianisme et l'islam furent à leurs débuts crédités d'une amélioration de la condition des femmes, par contre la répression était en germe dans ces trois religions qui faisaient des femmes des êtres humains de seconde classe, indignes d'accéder aux fonctions sacerdotales par suite de leur sexe. Le développement d'une caste de prêtres dont l'enseignement fut basé sur la supériorité des mâles et le mépris des femmes consacra cette répression, dont l'apogée fut atteint en Occident avec l'Inquisition.

1. O. James, *Le culte de la Déesse-Mère*, Paris, Payot, 1960, p. 244 et 249.

2. *Ibid.*, p. 244, 255 et 276.

Chapitre III

LA SITUATION DES FEMMES DE LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN A LA FIN DE LA RENAISSANCE

I. — La période préféodale (v^e-ix^e siècle)

La chute de l'Empire romain désorganisa les institutions traditionnellement hostiles à l'émancipation des femmes : l'État centralisateur, la ville et son corollaire : l'existence des classes moyennes pour lesquelles l'enfermement des femmes est signe de confort et de mobilité sociale.

Dans le vide provoqué par cette chute émergèrent les organisations tribales des Germains et des Francs. Même si les mœurs des Germains à l'égard des femmes étaient rudes, Tacite fut frappé par le rôle des femmes comme prêtresses, prophètes et guerrières.

Au vi^e et au vii^e siècle, bien que les Pères de l'Église aient privé les femmes du droit à l'épiscopat et charrié dans leurs écrits tout l'antiféminisme des siècles précédents, les femmes contribuèrent dans la même mesure que les hommes à la fondation de monastères dans les régions non défrichées¹. De plus,

1. Joan McNamara et Suzanne Wemple, Sanctity and Power : The dual pursuit of medieval women, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (édit.), *Women in European History*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, p. 96.

« dans une mesure égale, moines et religieuses préservèrent la connaissance et conseillèrent les nouveaux chefs qu'ils avaient convertis. Les terres qu'elles contrôlèrent et les populations qu'elles gouvernèrent donnèrent aux abbesses un pouvoir égal à celui des abbés et quelquefois même à celui des évêques. Parmi les laïcs, seules les reines exerçaient un pouvoir comparable »¹.

La forme la plus populaire des monastères au VII^e siècle à la fois en France et en Angleterre était le monastère mixte, dans lequel religieux et religieuses observaient une règle commune et obéissaient à un supérieur commun, généralement une abbesse. Ces abbesses dirigeaient des établissements qui comprenaient parfois des milliers d'hommes et de femmes dispersés sur de vastes territoires. Outre leurs fonctions de christianisation et de défrichement du territoire, ces monastères mixtes avaient le monopole de l'éducation et de la formation religieuse : ainsi au VII^e siècle, Hilda de Whitby fonda sept monastères et couvents où sept évêques reçurent leur formation religieuse.

A la fin du VIII^e siècle, Charlemagne (742-814) interdit que religieuses et chanoinesses instruisent les garçons dans leurs couvents. Aussi, dans les siècles qui suivirent, les femmes furent souvent plus instruites que leurs maris, fussent-ils des rois. Du V^e au X^e siècle, en Europe, on ne recense qu'un auteur dramatique, une religieuse allemande, Hroswitha de Gandersheim, auteur d'une dizaine de pièces².

Pour maintenir son immense empire, Charlemagne créa un corps de fonctionnaires (*missi dominici*), dont il élimina les femmes. Par contre, il maintint la tradition antécarolingienne de confier aux reines le ministère des finances et l'administration des domaines de la royauté, la distinction entre propriété privée et propriété publique étant inconnue à cette époque.

1. J. McNamara et S. Wemple, art. cit.

2. *Ibid.*

Ainsi les reines contrôlaient le trésor royal et payaient directement sur ce trésor les chevaliers au service du roi. Les épouses des empereurs barbares furent aussi des diplomates, des artisanes de la paix, des fondatrices d'écoles et de missions chrétiennes. Le christianisme pénétra chez les Barbares grâce aux épouses royales. Clothilde convertit son mari à la religion chrétienne et fonda de nombreux monastères et églises. Quand elle devint régente du royaume, Bathilda, femme de Clovis II, s'efforça d'atténuer la condition des esclaves¹.

Les femmes aristocrates géraient aussi avec compétence les affaires de milliers de parents ou de clients appartenant à de puissants groupes claniques. Les femmes de toutes les classes sociales obtinrent le droit d'hériter en pleine propriété les biens immobiliers et de les aliéner à leur guise sans autorisation paternelle ou maritale. Le sort des veuves fut ainsi relevé de façon notable. Par ailleurs, entre 701 et 1200, les parents avaient le choix entre le matronyme et le patronyme pour leurs enfants². En Espagne, en France, en Germanie, environ le cinquième des terres appartenait à des femmes, qui avaient aussi la gestion des biens des enfants mineurs.

Les femmes, abbesses, reines et princesses, promeuvent la religion catholique, soit par l'éducation qu'elles dispensent aux enfants des deux sexes, soit en convertissant leurs maris et leurs sujets, car elles voient dans le christianisme un ferment de l'amélioration de la condition des femmes. De leur côté, les empereurs et les rois s'appuyent sur l'Église, la seule organisation solide après la chute de l'Empire romain, pour bâtir leur pouvoir et maintenir leur royaume. Il en résulta qu'ils se soumirent à la législation de l'Église et que les mœurs très dures des Germains à l'égard des femmes firent place à l'interdiction de la polygamie et du divorce-répudiation.

La condition des femmes paysannes subit le contre-coup de ces changements. Les recensements des travailleurs agricoles des deux sexes par les seigneurs

1. E. Boulding, *The Underside of History*, op. cit.

2. M. Bloch, *La société féodale*, Paris, Albin Michel, 5^e éd., 1968, p. 206.

de l'époque révèlent que les paysannes étaient respectées et appréciées pour leur production alimentaire et artisanale.

II. — L'ascension des femmes au début de l'époque féodale (X^e et XI^e siècles)

Les femmes abordent avec beaucoup d'atouts la période de paix des X^e et XI^e siècles. La désintégration de la propriété impériale des Carolingiens donna lieu à la fragmentation des domaines, et par suite au pouvoir politique et économique d'un nombre considérable de femmes châtelaines, maîtresses souveraines de leurs châteaux et de leurs terres.

Ainsi, « à la possession de grands domaines furent liés les droits souverains de réquisition militaire, de justice, de battre la monnaie, de lever des taxes et toutes les autres responsabilités gouvernementales. Les abbesses envoyèrent leurs chevaliers à la guerre. Les femmes nobles siégeaient au tribunal avec leurs maris et dirigeaient le château quand leur époux était à la guerre... Quand on examine cette période, il semble qu'il n'y eut aucune barrière effective aux pouvoirs des femmes. Elles apparaissent comme des chefs militaires, des juges, des châtelaines, ayant l'entière disposition de leur propriété »¹.

Les femmes épouses, sœurs ou filles de rois et de princes exerçaient des pouvoirs étendus. Ainsi Mathilde, abbesse de Quedlinburg, régna en Germanie quand son frère Otto fut occupé par son royaume d'Italie ; elle présida plusieurs conciles ecclésiastiques. Sa biographie compare son pouvoir à celui d'un « évêque métropolitain »². Les souveraines du X^e siècle n'hésitaient pas à invoquer le droit de contrôler l'Église en alléguant leurs droits de propriété.

1. J. McNamara et S. Wemple, art. cit.

2. *Ibid.*

Ainsi à Rome, grâce aux droits de propriété et au pouvoir politique de la famille Théophylactus, Théodora et sa fille Marozia contrôlèrent la papauté. Tandis que certains moines s'indignaient du pouvoir des femmes, beaucoup d'évêques voyaient d'un bon œil l'influence de ces femmes qui contrôlaient les nominations dans les églises locales et cherchaient leur assistance pour restaurer l'ordre dans les paroisses et les monastères. Après avoir repoussé à la tête de son armée une invasion normande, Mathilde de Toscane (1046-1115) laissa son domaine au pape Grégoire. C'est dans son château de Canossa que l'empereur Henri IV reconnut le *leadership* du pape sur la communauté ecclésiastique¹.

III. — La situation des femmes à Byzance et dans le monde musulman

A l'autre extrémité de l'Empire romain, Byzance se distingua par le nombre et la qualité de ses reines et de ses savantes. Les exemples abondent. Dès 15 ans, l'impératrice Pulchérie (399-453), fille de Théodose I et sœur de Théodosius II, régna à la place de son frère. A la mort de ce dernier, elle exerça encore le pouvoir, épousant un général romain pour maintenir l'unité de l'Empire. Pendant trente ans, elle fut une femme d'État remarquable, jouant un rôle très actif dans les relations Est-Ouest et dans celles de l'Église et de l'État².

A Byzance, les femmes étaient nombreuses à l'Université. Eudocia, femme de Théodose, réorganisa l'Université de Byzance et l'on prétend qu'elle mit en route le code qui porte le nom de son mari. Quant à Anna Commena, historienne célèbre, elle fonda en 1083 une nouvelle école de médecine et y enseigna³. Les femmes exerçaient les professions libérales et participaient activement à la vie des guildes.

Aux VIII^e et IX^e siècles, l'Islam constituait un Empire

1. *Ibid.*

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 379.

3. *Ibid.*

puissant et prospère où de nombreuses femmes connurent la gloire. On cite des religieuses qui, dans les monastères, à l'image de leurs sœurs d'Occident, firent beaucoup pour les pauvres et les malades (saint Rabi'a), des femmes instruites, théologiennes, poètes ou juristes (Sukaina, petite-fille de Fatima, la fille de Mohammed), des reines exerçant le pouvoir avec succès (Sitt Al Mulk, sœur du calife d'Égypte, prit le pouvoir à la mort de son frère en 1021, et l'exerça « avec vigueur et compétence ») ou créant des universités et des services sociaux¹. Des femmes musulmanes connurent aussi la célébrité comme professeurs dans les grandes Universités d'Espagne (de Cordoue, de Valence), d'Irak (Bagdad) et d'Iran (où elles s'illustrèrent dans la médecine et l'astronomie)². On pense également que les esclaves en pays musulmans étaient mieux traités qu'à Rome et que dans les pays d'Occident.

Dans cette période antérieure au XII^e siècle, l'identité de la situation des femmes est frappante. Malgré des différences énormes de culture, de religion et de système politique, « l'image conventionnelle de l'exclusion des femmes » n'est pas encore née au cours de ce premier millésime ni en Occident, ni à Byzance, ni dans les pays musulmans. Les femmes jouissaient de grandes libertés, leur permettant d'exercer tous les rôles qui furent plus tard interdits à leur sexe. Toutefois l'antiféminisme ne désarmait pas et certains hommes, particulièrement les califes du monde musulman, cherchaient déjà à restreindre ces libertés³.

IV. — La période du XII^e siècle à la Renaissance (XII^e au XIV^e siècle)

A la fin du XI^e siècle, la révolution grégorienne introduit des réformes au sein de l'Église. En imposant le

1. *Ibid.*, p. 386.

2. Elise Boulding, p. 390.

3. *Ibid.*, p. 390.

célibat des prêtres et en chassant les laïcs de la charge des offices religieux, l'Église élimine les femmes des fonctions élevées qu'elles y remplissaient. Par ailleurs, quand le couvent comme lieu de culture et d'éducation fut remplacé d'abord par le pouvoir épiscopal, ensuite par la hiérarchie catholique romaine, le centre de ferment culturel quitta les monastères pour s'établir dans les écoles et dans les universités créées par l'Église auprès des cathédrales. L'accès en est interdit aux filles qui continuent leur éducation dans les couvents. Ce clivage éducatif est invoqué par les hommes pour éliminer les femmes des professions libérales. Ainsi, au XIV^e siècle, les métiers de chirurgiens et de barbiers où elles s'étaient taillé une place de choix leur sont interdits.

Par ailleurs, à partir du XII^e siècle, le développement des villes engendré par celui du commerce, la centralisation de l'État naissant introduisent une prolifération de bureaucrates (trésoriers, chanceliers, magistrats, etc.) qui s'emparent du pouvoir et de la culture et en éliminent les femmes. L'Église affecte de combattre ces nouveaux fonctionnaires pour garder son autorité spirituelle et politique mais la rivalité se transforme en alliance avec le nouveau pouvoir quand il s'agit de refuser l'accès aux femmes des responsabilités qu'elles exercèrent dans les siècles précédents. Ainsi les femmes de toutes les catégories sociales perdirent une partie de leurs anciens rôles et de leurs pouvoirs.

La centralisation monarchique se fit au dépens du droit des femmes de disposer et de gérer leurs fiefs. On prétendit trouver une ancienne loi salique chez les Francs pour interdire la succession du domaine royal par la lignée maternelle. On supprima la liberté testamentaire et l'indépendance économique des femmes, ainsi que leur *leadership* à la tête des lignages locaux¹. En bref, une aristocratie masculine moyenne, chassée de ses fiefs par la

1. J. McNamara et S. Wemple, *op. cit.*, p. 113.

monarchie centralisatrice, pouvait toujours se recycler à côté des nouveaux bourgeois dans les nouvelles fonctions gouvernementales, mais cette possibilité fut refusée aux femmes.

Cependant les femmes nobles ne se laissèrent pas sans protestation priver de leurs anciens rôles et, du XIII^e au XIV^e siècle, les exemples abondent de leur résistance.

Aliénor d'Aquitaine (1122-1204) est l'un des exemples les plus illustres de cette résistance. Elle joua un rôle politique capital en Angleterre et dans sa principauté d'Aquitaine, fonda des institutions religieuses et éducatives, fut l'instigatrice des cours d'amour et put ainsi être appelée « la Mère du Siècle »¹. Au nord de l'Europe, en Pologne, Jadwiga (1371-1399) fonda l'Université de Cracovie, devint un leader politique et militaire et conclut une négociation pacifique avec les belliqueux chevaliers teutons².

Les commerçantes des villes furent très actives, au même titre que les hommes, dans les guildes qui se formèrent très tôt pour organiser l'entraide entre travailleurs d'une même profession, protection qui couvrait la maladie et la mort. Des guildes d'artisans se formèrent quand cette organisation atteignit l'artisanat. Mais, à partir du XI^e siècle, les guildes de marchands s'emparent de la direction des affaires dans les petites villes et en excluent les étrangers et les religieux ; peu à peu, ils éliminèrent les femmes des décisions importantes bien que celles-ci conservèrent leurs droits commerciaux. Pour se défendre contre la concurrence, les petits artisans s'efforcent de chasser les femmes de certains métiers.

Elles se défendent en se spécialisant dans certains métiers : on trouve des guildes d'artisans travaillant la soie, la dentelle, la confection, mais ces spécialités étaient moins nombreuses que celles des hommes. Au XIII^e siècle, on trouvait 15 guildes de femmes à Paris et 80 pour les hommes. L'apprentissage de certains métiers fut réservé aux garçons : d'où pour les femmes

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 439.

2. *Ibid.*, p. 443.

moins de qualifications et des salaires inférieurs. Les révoltes urbaines étaient souvent le fait de petits artisans des deux sexes en colère contre l'accaparement des marchés par les guildes de gros marchands enrichis qui s'alliaient avec les propriétaires fonciers contre les travailleurs. En outre, des femmes de la classe aisée prenaient souvent l'initiative avec les hommes de la création de sectes contestataires. Ainsi en fut-il de la secte des Flagellants qui se forma au XIII^e siècle pour protester contre les épidémies, les guerres et les croisades¹.

Un autre effet de cette concurrence entre travailleurs urbains fut l'abandon par les épouses d'artisans et de petits commerçants de l'échoppe ou de l'atelier artisanal (*workshop*) familial. Elles s'embauchèrent comme salariées dans les petites manufactures de type préindustriel (*pre-industrial factory-type workshop*). Dans ce cas, elles donnaient souvent leurs enfants à garder dans les fermes où la mortalité infantile était très élevée².

Dans tous les domaines de la vie politique, religieuse et économique, les femmes subissent une diminution énorme de leurs anciens rôles, mais elles résistèrent vaillamment en essayant de créer une contre-culture et d'autres pratiques sociales que les pratiques admises : les cours d'amour, le béguinage, les hérésies en sont les exemples les plus connus. Les femmes paysannes et les petites artisanes des villes furent très nombreuses dans les mouvements de révolte paysanne et des villes, et exerçaient parfois des fonctions de leaders³.

L'institution des cours d'amour, où Aliénor d'Aquitaine s'illustra avec bon nombre d'autres femmes, reines, princesses, femmes troubadours, reflète la tentative de femmes nobles, déchues de leurs anciens privilèges, de se créer une sphère de compétence dans le domaine culturel, dans un monde qui limitait de plus en plus leurs rôles. Une autre forme de résistance des

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 428.

2. E. Boulding, *op. cit.*, p. 491.

3. *Ibid.*, p. 428.

femmes s'exprima dans leur adhésion nombreuse au grand mouvement hérétique qui balaya l'Europe au XII^e et au XIII^e siècle, en particulier à l'hérésie cathare. Elles qui avaient donné tant d'apôtres, de martyrs, de reines, de grandes abbesses, dévouées à l'instauration du christianisme en Occident parce que celui-ci avait délivré un message déclarant la femme égale à l'homme en dignité, ne pouvaient plus le reconnaître dans un appareil de plus en plus hiérarchisé et masculinisé qui, de concert avec la royauté et la bourgeoisie montante, tendait à les éliminer progressivement de toutes leurs responsabilités pour les cantonner dans la famille.

Le béguinage fut un style de vie alternatif qualifié « d'innovation sociale remarquable », inventée par les femmes¹. Les béguines habitaient en groupe, dans des maisons aux abords des villes où elles travaillaient. Elles ne prononçaient pas de vœux, mais se réunissaient pour prier. D'abord originaires des campagnes, elles furent plus tard rejointes par des femmes nobles, veuves ou célibataires. Elles refusaient à la fois le contrôle des hommes et celui de l'Église et le seul choix offert par la société féodale : le mariage ou le couvent.

Irritées par cette résistance tenace des femmes, l'Église et la bourgeoisie se vengent et répondent par deux institutions qui aboutiront à « normaliser » les femmes et à faire accepter à la majorité d'entre elles leur enfermement dans la famille : l'Inquisition et la nouvelle législation familiale faisant de la femme une incapable juridique. Cette répression n'est pas l'œuvre du hasard : « Étant donné le nombre d'instances dans lesquelles l'Église combine ses efforts avec des groupes économiques variés (des docteurs aux juristes et aux guildes de marchands), non seulement pour prononcer les incapacités des femmes, mais aussi pour accomplir leur liquidation physique sous prétexte de sorcellerie ou de jugements d'hérésie, on ne peut pas dire que tout cela est arrivé sans aucune intervention explicite. »²

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 447.

2. E. Boulding, *op. cit.*, p. 505.

Au sein de l'Église, l'Inquisition s'illustra en envoyant au bûcher plusieurs dizaines de milliers de femmes, accusées de sorcellerie. D'après Lederer, l'âge de l'Inquisition commença avec la première bulle papale sur la sorcellerie de 1258 ; la répression s'aggrava quand le pape Jean XXII demanda en 1320 que les inquisiteurs augmentent leur activité. Les sorcières étaient accusées de s'attaquer à la puissance sexuelle des hommes, au pouvoir reproducteur des femmes et de travailler à l'extermination de la foi¹. D'après Jean Donnison, les théologiens ayant limité les femmes à leur fonction reproductrice firent de l'avortement un crime. Or bon nombre de sages-femmes préféraient en cas de nécessité sacrifier la vie de l'enfant à celle de sa mère. D'où l'accusation de sorcellerie proférée par l'Inquisition. En Allemagne, au XV^e siècle, les sages-femmes qui sacrifiaient l'enfant pour sauver la mère étaient condamnées à être brûlées vives².

Cette chasse aux sorcières aboutit à un génocide monstrueux qui ne s'acheva qu'au XVIII^e siècle et on a pu écrire : « Il faudra attendre le XX^e siècle et l'hystérie hitlérienne pour assister en Europe à un génocide de cette ampleur. »³

Le cas des sages-femmes permet de penser que les « sorcières » furent d'abord des contestataires, issues des milieux populaires, qui ne voulurent pas se soumettre aux nouvelles normes éthiques, juridiques, économiques et sociales de la classe bourgeoise montante, qui rétrécissaient considérablement les rôles féminins dans la famille, la profession et la société. N'ayant pas la protection qu'assurait aux reines, aux femmes nobles ou riches leur statut social ou économique, ces femmes révoltées finissaient au bûcher avec la complicité de l'Église.

L'autre institution que les fonctionnaires bourgeois utiliseront pour « normaliser » les femmes dans leurs rôles de subordination fut une législation aboutissant à la mort civile de la femme dans la famille et la société (*civil death*). La nouvelle classe montante a besoin d'une législation familiale qui consacre la propriété privée, les droits du père sur l'héritage et évite toute

1. W. Lederer, *The Fear of Women*, New York, Harcourt, 1968, p. 198 et s.

2. Jean Donnison, *Midwives and medical men : A history of interprofessional rivalries and women's rights*, Londres, Heinemann, 1975.

3. Françoise d'Eaubonne, *Histoire et actualité du féminisme*, Paris, Alain Moreau, 1972.

confusion dans l'interpellation des droits successoraux. Il fallut donc priver la femme de tout droit dans l'administration des biens familiaux, l'exclure des affaires en réservant ces fonctions au mari. Pour cela, les légistes empruntèrent au droit romain l'idée de la *fragilitas sexus*, idée ignorée du haut Moyen Age, où la femme mariée avait le droit de gérer ses biens, d'agir en justice de son propre chef et de remplacer son mari dans les transactions quand celui-ci était malade, absent ou incapable.

Au XIV^e siècle, en France, « on assiste à une dégradation progressive et lente de la situation de la femme dans le ménage, elle perd le droit de se substituer au mari absent ou fou. Les actes qu'elle doit accomplir en pareilles circonstances doivent être autorisés par le juge »¹. De plus, alors que dans le haut Moyen Age on donnait à l'enfant indifféremment le nom de son père ou de sa mère, à partir du XIV^e siècle, l'État impose la transmission du nom du père afin de favoriser le travail de la police et de l'administration².

Malgré l'énormité des moyens de répression mis en jeu à la fois par l'Église et la monarchie, des voix de femmes s'élèvent pour protester. La plus célèbre est celle de Christine de Pisan (1364-1430). Elle plaide pour une véritable éducation des femmes leur permettant d'assumer les responsabilités, en particulier en cas de veuvage. Elle explicite les besoins éducatifs respectifs des princesses, des propriétaires de larges domaines, des épouses de marchands, d'artisans des villes et de paysans. De plus, « bien avant Érasme, elle a posé le problème des relations internationales. En étudiant la stratégie militaire pour minimiser le potentiel destructif de la guerre, elle anticipa beaucoup sur des théories plus tardives »³.

1. Pierre Petot, in *Sociologie comparée de la famille contemporaine*, Paris, CNRS, 1975.

2. Marc Bloch, *op. cit.*, p. 206.

3. E. Boulding, *op. cit.*, p. 480.

Christine de Pisan développe deux thèmes essentiels qui s'amplifieront plus tard dans la pensée féministe : la nécessité de l'éducation des filles et l'aspiration à une société pacifique.

V. — Les femmes sous la Renaissance (XV^e et XVI^e siècles)

Aux XV^e et XVI^e siècles, l'arsenal répressif de l'Église et de la bourgeoisie, appuyée par la monarchie, se perfectionne pour enfermer les femmes dans la famille et les priver de leurs anciens rôles.

En France, les légistes continuent leurs emprunts au droit romain pour construire une famille patriarcale : « Finalement au XVI^e siècle, la femme mariée devient une incapable et tous les actes qu'elle ferait sans être autorisée par le mari ou la justice seraient radicalement nuls. Cette évolution renforce les pouvoirs du mari qui finit par exercer une sorte de monarchie domestique. »¹ Le Code Napoléon était déjà en germe dans l'image que la bourgeoisie se faisait de la famille. Dès la fin du XV^e siècle, le traité du *Ménagier de Paris* (1498) définit la nouvelle éthique à suivre pour l'éducation des filles : celles-ci devront être préparées à leurs futurs rôles domestiques, où tout sera fait pour le confort du mari².

La mort politique des femmes, tout au moins dans la bourgeoisie, n'est pas loin et avant que les « révolutionnaires » de 1789 et de 1848 l'aient officiellement entérinée pour les Françaises, une proclamation anglaise de 1547 interdit aux femmes « de se rencontrer entre elles pour bavarder et pour parler » et ordonne aux maris « de retenir leurs épouses à la maison »³.

1. Pierre Petot, art. cit.

2. Nina Epton, *The French and the love*, Londres, Cassel, 1959.

3. Sheila Rowbotham, *Résistance and Révolution*, New York, Random House, 1972.

Quand un large consensus existe pour l'enfermement des femmes, il n'est pas nécessaire d'élaborer des règlements aussi impératifs !

L'éviction des femmes des responsabilités dans les guildes et dans la gestion des villes aggrave leur condition de travailleuses. L'écart des salaires avec les hommes s'accroît. Ainsi, alors que dans les ateliers ruraux du XIV^e siècle les femmes gagnaient environ les trois quarts du salaire des hommes, au XV^e siècle, elles n'en recevaient plus que la moitié et encore moins au XVI^e siècle. La même aggravation de l'écart avec les hommes caractérise les salaires des ouvrières des villes¹.

A l'éthique bourgeoise naissante de « la femme au foyer » s'ajoute une philosophie nouvelle qui fonde l'État sur l'individu et non plus sur la grande famille féodale, mais les femmes sont exclues de cette conception des individus-citoyens du nouvel État national².

Les femmes des classes moyennes adoptèrent en majorité le modèle de domesticité défini par l'éthique bourgeoise : repliement sur la famille et les fonctions domestiques, recours au mari pour les décisions, exclusion des affaires publiques.

La Réforme fournit en la personne de Katherine Von Bora, l'épouse de Martin Luther, un modèle de femme-épouse qui s'est transmis jusqu'au milieu du XX^e siècle dans les classes moyennes des pays protestants³. La famille moyenne du XVI^e siècle était généralement de faible dimension : 4,75. L'agressivité de la société à l'égard des femmes entraîna celle des mères à l'égard des filles. On signale à cette époque l'apparition de la coutume de certaines mères de battre leurs filles⁴. La frustration engendre l'agression, c'est un mécanisme bien connu.

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 489.

2. Sheila Rowbotham, *Féminisme et révolution*, Paris, Payot, 1973.

3. E. Boulding, *op. cit.*, p. 546.

4. *Ibid.*, p. 553.

Tandis que l'inflation rend plus difficile pour les parents l'établissement de la dot pour le mariage des filles, la suppression des couvents au XVI^e siècle en Angleterre et dans de nombreux pays d'Europe, l'interdiction faite aux femmes d'entrer dans les universités créées par l'Église entraînent la décroissance des débouchés professionnels pour les femmes. Les métiers de la médecine, d'herboriste, de sage-femme qu'elles avaient exercés avec succès dans les siècles précédents furent les plus vulnérables à cette concurrence entre sexes. Dès le XV^e siècle, les femmes sont accusées de sorcellerie si elles exercent la médecine sans suivre un enseignement dans les nouvelles écoles de médecine, alors que leur pratique coutumière les préparait mieux à l'exercice de cette profession que la connaissance livresque dispensée aux hommes dans les universités.

Réfugiées dans la famille, les femmes des classes moyennes n'ont même pas la compensation de se voir reconnaître leurs productions scientifiques ou artistiques. Elles perdent tous leurs droits sur cette production, car, travaillant à la maison, leur créativité scientifique ou littéraire est mise au service de leurs pères, leurs frères ou leurs maris¹. Ainsi nous ne savons pas ce que doit à sa sœur, qui participait avec lui aux recherches astronomiques, Tycho-Brahé (1546-1601) qui seul est passé à la postérité. Les femmes peintres ou musiciennes signaient généralement leur création du nom de leurs maris ou de leurs frères. Ainsi de Marguerite Van Eyck qui peignait une partie des tableaux de ses frères, seuls connus de l'histoire (1390-1441)².

Des femmes de toutes les classes sociales refusèrent cet enfermement, mais le succès de leur résistance dépendit des conditions régionales. Ainsi l'Italie qui avait subi l'influence depuis le

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 475.

2. *Ibid.*, p. 475.

VIII^e siècle d'une brillante culture musulmane où les femmes se distinguaient maintint une tradition féministe sur le plan culturel. Les femmes nobles s'instruisent, créent des salons et protègent artistes et écrivaines (Lucrece Borgia, Isabelle d'Este). Des artistes italiennes passèrent à la postérité¹.

Dans toute l'Europe, malgré la pression sociale, des femmes résistèrent au mariage qui leur offrait une condition si déplorable ; les statistiques révèlent qu'au XVI^e siècle, 16 % des familles étaient dirigées par des femmes². Ce ne fut pas sans courage car, à l'époque, les femmes vivant en célibataires (veuves refusant le remariage, célibataires ou séparées) étaient les premières à être accusées de sorcellerie. Mais certaines préféraient courir ce risque à la condition peu enviable de devenir « les domestiques servantes non payées de leur époux »³.

En Angleterre, les commerçantes résistèrent à l'incapacité dont on frappait les femmes du continent : au début du XV^e siècle, une liste de citoyens de la ville de Londres recense 771 commerçants et 111 femmes commerçantes, la plupart célibataires. La loi anglaise protégea les droits de la femme commerçante mariée ou célibataire ; même mariée, elle pouvait conduire elle-même ses propres affaires et aller en justice pour son propre compte, sans la procuration du mari⁴.

La résistance la plus visible à la diminution des rôles des femmes vint des reines et des princesses. Les reines se révélèrent aussi capables que les rois de construire un État national, de nouer des alliances, de vaincre les résistances féodales et d'établir des traités de paix. Ainsi Isabelle de Castille (1451-1504) travailla à l'unification de l'Espagne sans l'aide de son mari et, avec ses compagnes, créa des écoles, des hôpitaux et des couvents ; Marguerite de Navarre (1492-1549) œuvra pour la paix et fut un écrivain connu ; Jeanne de Navarre (1528-1572) eut la réputation d'être le seul souverain du XVI^e siècle n'ayant jamais mis à mort quelqu'un pour ses convictions religieuses ; Élisabeth Tudor (1533-1603) établit la prépondérance de l'Angleterre sur les mers, etc.⁵.

En Angleterre et sur le continent, les femmes des milieux populaires furent très nombreuses à soutenir la Réforme et les hérésies. Ainsi quand Élisabeth Tudor imposa l'exil des prêtres

1. *Ibid.* p. 542.

2. *Ibid.*, p. 554.

3. *Ibid.*, p. 555.

4. *Ibid.*, p. 493.

5. E. Boulding, *op. cit.*, p. 538.

non conformistes, les femmes travailleuses, soutenues par les commerçantes, furent plus nombreuses que les hommes à faire de la prison pour protester contre cette mesure¹.

L'exemple le plus extraordinaire de la capacité des femmes des milieux populaires à résister aux limitations de rôles est symbolisé par Jeanne d'Arc (1412-1431); née dans une famille paysanne, «elle eut le courage d'agir comme s'il n'y avait pas de limitations aux rôles féminins»². La société patriarcale lui fit payer chèrement cette audace.

Les femmes trouvèrent aussi des solutions au refus d'instruire les filles dans les écoles nouvelles réservées aux garçons. Ainsi une jeune Italienne, Angela Marici de Brescia, fonda en 1537 l'ordre des Ursulines, destiné à l'instruction de filles désœuvrées, orphelines ou célibataires. L'ordre gagna la France en 1611. D'autres introduisent des réformes dans les couvents, ainsi de Thérèse d'Avila (1515-1582).

En France, des femmes bourgeoises, sensibles au message de la Renaissance qui prône les droits de l'individu, protestent avec vigueur contre les nouvelles normes d'enfermement des femmes. La poétesse Louise Labbé (1524-1566) repoussa par les armes les assiégeants de sa ville natale et Marie de Gournay (1566-1645), fille adoptive de Montaigne, publia un traité sur *L'égalité des hommes et des femmes* et *Le grief des dames*, où éclate sa révolte contre la condition faite aux femmes de son temps «à qui toutes bonnes choses sont interdites, à qui la liberté est refusée, à qui toutes les vertus sont déniées»³. Ainsi, «le féminisme avait pris son essor avec l'apparition de la Renaissance»⁴.

1. *Ibid.*, p. 540.

2. *Ibid.*, p. 545.

3. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 545.

4. Sheila Rowbotham, *op cit.*, p. 17.

Chapitre IV

LA SITUATION DES FEMMES AU XVII^e ET AU XVIII^e SIÈCLE

Les XVII^e et XVIII^e siècles sont des siècles de transition entre une économie féodale et une économie fondée sur l'industrie. Un monde nouveau remplace l'ancienne société féodale. Le changement politique (le régime parlementaire, les « libertés ») suit l'évolution économique.

Mais à quel prix se fit cette transition ? Après Adam Smith, Karl Marx montre que l'accumulation capitaliste qui permit la révolution technologique et l'avènement de la manufacture à la place de l'atelier artisanal s'est construite sur l'exploitation coloniale et la guerre :

« Bien que nous trouvions les premiers débuts de la production capitaliste dès les XIV^e et XV^e siècles sporadiquement dans certaines villes méditerranéennes, l'ère capitaliste commence au XVI^e siècle... L'histoire moderne du capital date de la création au XVI^e siècle d'un commerce s'étendant dans le monde entier et d'un marché tout aussi étendu... Les colonies assuraient un marché aux manufactures qui naissaient et, par le moyen du monopole de ce marché, une accumulation accrue. Les trésors capturés hors de l'Europe par un pillage non déguisé, la réduction à l'esclavage et l'assassinat, refluèrent vers la mère-patrie et étaient transformés en capital... En vérité les méthodes de l'accumulation primitive ne sont rien moins qu'idylliques... Dans

l'histoire moderne, il est notoire que la conquête, la mise en esclavage, le vol, l'assassinat, en résumé la force, jouent le rôle principal. »¹

La guerre d'expansion coloniale ou de compétition entre les nations européennes pour la conquête des nouveaux marchés coloniaux devint « une force composante de l'édification des nations modernes » : « Pour le meilleur et pour le pire, le militarisme devint l'un des éléments consécutifs de la civilisation européenne au moment même où ce continent étendait son influence sur le reste du monde. C'est un fait notoire que l'histoire de l'expansion coloniale est aussi l'histoire d'une interminable guerre. »²

La concentration de la richesse dans un continent et la paupérisation des autres (Asie, Afrique, etc.), la traite des esclaves détériorent rapidement la situation des femmes asiatiques ou africaines : « La traite et les guerres esclavagistes contribuèrent à détruire la démocratie en même temps qu'à stratifier et à renforcer l'autoritarisme de la société africaine. »³ Ainsi, dans cette société, « le statut des plus défavorisés s'aggrava en même temps que la rigidité du cloisonnement social... »⁴.

En Occident, la situation des femmes ne s'améliora pas pour autant. Pour les femmes de la grande bourgeoisie et des classes moyennes, écartées de la production marchande valorisée, s'aggrava l'écart de leur condition avec celle de leurs maris. En effet, dans une société où non seulement l'éthique puritaine mais aussi (contrairement à la thèse de Max Weber) la doctrine catholique condamnaient l'oisiveté⁵, le statut et la

1. Cité par A. Gunder-Frank, *L'accumulation mondiale, 1500-1800*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

2. K. Marx, dans Gunder-Frank. *op. cit.*, p. 199.

3. A. G. Frank, *op. cit.*, p. 222.

4. *Ibid.*, p. 222.

5. Werner Sombart, *Le bourgeois*, Paris, Payot, 1928.

valeur des hommes en France, en Angleterre et en Amérique se mesurent à leur production marchande et à leur épargne, tandis que les femmes « oisives » de la haute et moyenne bourgeoisie deviennent l'objet du mépris masculin. Le contrat de mariage qui permet, grâce à la dot de l'épouse, d'arrondir le capital initial du bourgeois renforce ce mépris : « Les nouveaux capitalistes investissaient leur argent dans les femmes, comme ils l'investissaient dans les terres. »¹ Des professions déjà contestées aux femmes dans certains pays depuis la Renaissance comme la médecine ou la chirurgie leur furent ravies partout. En Angleterre, les sages-femmes furent réservées aux pauvres, mais en France elles résistèrent à leur dévalorisation en essayant d'élever leur qualification professionnelle².

Dans les classes populaires, la concurrence entre les deux sexes, aggravée par la disparition de la production familiale, enleva encore des métiers aux femmes : la brasserie qui était une occupation féminine fut interdite aux femmes au XVII^e siècle et, malgré leur résistance, elles se virent également rejetées de la fabrication des chandelles. Exclues des guildes et des corporations, elles se réfugièrent dans l'industrie textile où elles conservèrent le filage. Les hommes font des pétitions pour les écarter du tissage³. Au XVIII^e siècle, la division du travail s'accélérait avec l'invention de nouvelles machines, on réservait aux femmes les emplois les plus mal payés. L'écart entre les salaires masculins et féminins s'aggrave depuis le XIV^e siècle et, au XVIII^e siècle, ces derniers n'atteignent pas 50 % des premiers.

1. Sheila Rowbotham, *Féminisme et révolution*, Paris, Payot, 1973, p. 27.

2. *Ibid.*, p. 25.

3. *Ibid.*, p. 24.

I. — La résistance des femmes à l'enfermement au XVII^e siècle

Le développement des classes moyennes aboutit à l'importance plus grande de la vie de la famille et de la maison. Les travaux de Philippe Ariès le révèlent. On s'efforce d'enfermer les femmes dans les rôles domestiques et éducatifs. La résistance à l'enfermement se produit dans les classes dominantes, mais elle touche aussi tous les milieux sociaux.

Dans la noblesse ou la riche bourgeoisie, des femmes n'acceptent pas la limitation de leurs rôles. Ainsi apparaissent « les bas bleus » du XVII^e siècle qui animèrent les salons littéraires d'Europe. D'autres participèrent à des luttes politiques.

La reine Christine de Suède (1626-1689) abdiqua pour se consacrer à la culture. En France, Mlle de Montpensier et Mme de Longueville se battirent auprès de Condé et résistèrent à la centralisation monarchique. Anna Marie Van Schurman (1607-1678), « la Sapho de Hollande », se cachait derrière un rideau pour écouter les conférences à l'Université d'Utrecht ; elle connaissait dix langues. Disciple de Marie de Gournay, elle s'affirma féministe, fonda une secte d'anabaptistes et passa le reste de sa vie dans une communauté religieuse, choisissant ainsi une vie de « contre-culture »¹.

En Angleterre, au XVII^e siècle, les femmes châtelaines combattirent à la tête de leurs petites armées pour défendre leurs fiefs. L'une d'elles s'illustra dans la fondation de maisons pour les pauvres (*poorhouses*) sur ses terres (Anne Clifford, 1590-1675). D'autres créèrent des services divers (écoles, etc.) pour les villageois. Des femmes pamphlétaires protestèrent contre la condition faite à leur sexe, telle la duchesse de Newcastle demandant que les femmes fussent « aussi libres, heureuses et célèbres que les hommes »².

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 573.

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 558.

En 1643, les femmes des milieux populaires se regroupèrent au nombre de 5 000 devant la Chambre des Communes pour exiger la paix et la fin de la guerre civile ; des domestiques présentèrent en 1647 une pétition au Parlement pour dénoncer leurs horaires accablants ; des commerçantes protestèrent en 1651 contre l'emprisonnement pour dettes¹.

Toujours dans l'Angleterre du XVII^e siècle, des *non-conformistes* s'opposent à l'assistance de la part des châtelaines et réclament une justice distributive. Les femmes des sectes anabaptistes et quakers jouent un rôle primordial dans cette orientation. Elles exercent les mêmes fonctions que les hommes sur le plan religieux, confiant leurs enfants aux maris durant leur voyage de propagande, où elles s'illustraient dans les campagnes contre le service militaire. Du domicile de Margaret Fell qui fonda avec Georges Fox la *Société des Amis* (*Society of Friends*) partirent des missions qui rayonnèrent sur tous les continents ; M. Fell fut le modèle des femmes riches et éduquées qui créèrent des alliances avec la classe des artisans pour impulser des changements sociaux révolutionnaires².

Opprimées en tant que second sexe dans la société anglaise, des femmes trouvèrent leur émancipation en émigrant dans le Nouveau Monde. A la différence de l'Europe, les autorités des colonies américaines n'empêchèrent pas les femmes de « parler pour elles devant la justice, de diriger des imprimeries et des journaux, des auberges et des écoles, de pratiquer la médecine et de superviser des plantations »³. Au début de la colonisation, l'Assemblée de Virginie accorda des terres aux femmes comme aux hommes. Les femmes hollandaises qui s'établirent à New Amsterdam (New York) exercèrent une influence décisive sur le développement du commerce de leur pays d'origine avec l'outre-mer et les Indiens.

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 558-560.

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 562.

3. Cité par Elise Boulding, *op. cit.*, p. 564.

Le libéralisme des premières assemblées de colons américains céda bientôt la place à des pratiques patriarcales quand la colonisation de l'Amérique se développa : alors seuls furent membres des gouvernements locaux les chefs de familles mâles.

Les femmes quakers jouèrent des rôles religieux et créèrent en Amérique leurs propres établissements pour éviter les persécutions des puritains. Certaines furent pendues pour avoir refusé d'obéir aux ancêtres patriarches de la République américaine¹.

Dans la France du XVII^e siècle, les rôles des femmes ne se limitent pas au rôle littéraire dans les salons ou aux luttes politiques des femmes nobles. La Contre-Réforme déclencha la transformation des institutions religieuses. Des abbesses introduisirent des changements dans les couvents où se réfugiaient des femmes nobles, veuves ou célibataires, des filles sans dot ou des paysannes pauvres. Ainsi Mère Angélique fit de l'abbaye de Port-Royal un lieu de vie spirituelle et de rencontre pour les personnalités religieuses et de controverses jansénistes. Jeanne Guyon fut une grande mystique. Jeanne de Chantal fonda l'ordre des Sœurs de la Visitation, refusant d'introduire la distinction entre contemplation et action ; les sœurs étaient chargées de l'éducation des filles, des visites aux pauvres et aux malades. L'Église persécuta ou contrôla ces initiatives. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul connurent plus de liberté dans leur action charitable².

Au Canada, la religieuse Marie Guyard importa à Québec en 1639 l'ordre des Ursulines. Celles-ci vécurent en pionnières, s'initiant aux langues et aux techniques des Algonquins et des

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 568.

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 569.

Iroquois ; elles écrivirent des dictionnaires de ces langues. D'autres firent de même en Amérique du Sud. Contrairement aux Anglaises, elles n'éprouvèrent aucune antipathie pour les Indiennes indigènes et pour les Noires. Des bourgeoises protestantes, chassées de France par la persécution des Huguenots, s'établirent en Amérique. Ainsi de Mme de Pontreincourt qui habita avec son mari dans la nouvelle Acadie. A ces Françaises bourgeoises s'ajoutèrent les vagabondes et les « criminelles », âgées de cinq ans et plus, qui furent envoyées dans le Nouveau Monde pour éviter la prison ou la manufacture¹.

II. — La résistance des femmes à l'enfermement au XVIII^e siècle

Comme précédemment des reines et des princesses résistent à la nouvelle éthique bourgeoise et remplissent leurs rôles de souveraines avec une compétence parfois très supérieure à celle des rois. Ainsi de la reine Anne d'Angleterre qui réunit l'Écosse à son royaume, de Catherine II de Russie qui régna sur son pays de 1762 à 1796². Avec la même passion que les reines du XVI^e siècle, Catherine II la Grande combat les féodaux et s'appuya sur une bureaucratie loyale pour moderniser son royaume ; elle fit entrer son pays dans les puissances européennes et soutint Diderot et le projet des encyclopédistes à une époque où ceux-ci étaient dans l'opposition. Elle entretenait une volumineuse correspondance avec Voltaire et les philosophes européens.

En Angleterre, ce siècle fut qualifié de « terne » pour les femmes, mais l'innovation féminine existe dans toutes les classes sociales. Ainsi Lady Mary Montagu, auteur d'un écrit féministe, introduisit la protection contre la variole en Angleterre. Mrs Thrale, femme d'un gros brasseur, est l'exemple de ces nombreuses bourgeoises qui se lancèrent dans la philanthropie pour soulager dans la ville la population croissante des enfants pau-

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 566.

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 577.

vres. Elles ouvrirent des écoles pour les enfants des ouvriers et en 1729 on recensait 600 écoles de charité (*charity schools*) ayant 24 000 élèves. Hannah More fut l'une des plus célèbres philanthropes¹.

Dans la bourgeoisie moyenne anglaise, les femmes n'avaient pas la sécurité des philanthropes de la grande bourgeoisie. Elles rencontraient des obstacles considérables quand elles voulaient subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. Fille d'un tisserand, inspirée par la Révolution française, Mary Wollstonecraft (1759-1797) publia en 1792 un essai féministe, *A vindication of the rights of women*, dans lequel elle s'insurge contre la doctrine de Rousseau et l'attitude des révolutionnaires français et des bourgeois de tous les pays qui privent les filles de l'égalité d'éducation avec les garçons². Elle dénonce avec force, comme le fera Simone de Beauvoir un siècle et demi plus tard, la préparation par l'éducation des petites filles à la dépendance et à la coquetterie. Contrairement aux prétentions de J.-J. Rousseau, on ne saurait invoquer « la nature » féminine pour réduire le rôle de la femme à la domesticité et au confort de son époux. Et sûre de son affirmation, elle lance ce message féministe qui est encore celui des féministes d'aujourd'hui : « Il est temps d'effectuer une révolution dans les mœurs féminines, il est temps de redonner aux femmes leur dignité perdue et de les faire contribuer, en tant que membres de l'espèce humaine, à la réforme du monde. »³

Les femmes quakers et shakers continuèrent à jouer un grand rôle en Angleterre ou en Amérique du Nord, assistant les pauvres et les membres persécutés de leurs sectes. En Amérique du Nord, elles fondèrent des

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 579.

2. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 580-581.

3. Son ouvrage a été traduit en français par M.-F. Cachin sous le titre *Défense des droits de la femme*, Payot, 1976.

sectes dissidentes où régna généralement l'égalité des sexes¹.

Le marché du travail se rétrécit encore pour les femmes du XVIII^e siècle, et, dans les manufactures anglaises, elles sont obligées d'accepter les travaux les plus durs et les plus mal payés. Certaines trouvèrent une solution dans la prostitution, d'autres s'engagèrent dans l'armée ou devinrent des pirates célèbres. D'autres enfin émigrèrent en Amérique². Des ménagères, et plus encore les veuves avec enfants et les chômeuses, participèrent aux rébellions contre la raréfaction de l'alimentation et aux révoltes urbaines. En Angleterre, on estime qu'environ la moitié des manifestants étaient des femmes. Cependant, comme le note Elise Boulding, « dans la relation des faits historiques, le mot "hommes" cache la vérité de la participation féminine ».

Comme au XVII^e siècle, les femmes anglaises qui ne peuvent supporter l'enfermement bourgeois continuent à émigrer aux États-Unis. Dans les petites villes de la côte atlantique, elles furent des femmes d'affaires et des commerçantes avisées. Elles jouèrent un rôle certain dans la lutte pour l'indépendance américaine. « Les filles de la Liberté », dont la mémoire est toujours honorée dans l'Amérique contemporaine, furent en réalité des conspiratrices, participant aux organisations terroristes de l'époque réclamant l'indépendance. Mais, malgré leur courage et leurs actions, ni la Déclaration d'Indépendance ni la Constitution des États-Unis n'accordèrent aux femmes le statut de citoyennes dotées de droits politiques³.

Dans la France du XVIII^e siècle, les « salonnières » triomphent : chacune se spécialise dans un domaine et dans la protection d'un ou de plusieurs écrivains du Siècle des Lumières : la marquise de Lambert exprime des idées féministes ; Mme d'Épinay protège l'abbé

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 581-582.

2. E. Boulding, *op. cit.*, p. 584-585.

3. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 597.

Galiani ; Mme du Châtelet, Voltaire ; Mlle d'Espinasse, d'Alembert, etc. Des filles ou femmes de banquiers jouent un rôle important : Mme Necker et sa fille, Germaine de Staël, ouvrirent leur salon aux libéraux. Mme de Staël, ennemi acharné du misogyne Napoléon, dirigea une chaîne de journaux ; dans leur salon, Mme de Condorcet et son mari se firent les propagandistes de l'égalité des sexes et des droits des femmes travailleuses. Pendant la Révolution, Mme Roland monta à l'échafaud pour avoir soutenu la monarchie ; elle fut l'*éminence grise* du salon politique qu'elle créa en se servant du nom de son mari.

Les femmes des milieux populaires jouèrent un rôle considérable de préparation et de soutien de la Révolution française aussi bien à Paris qu'en province. Un exemple : à Bergerac de 1770 à 1789, les femmes participèrent très activement aux émeutes en faveur de la taxation du blé¹. A Grenoble, en 1788, les femmes adressent une pétition au roi. Un peu partout, elles écrivent leur cahier de doléances et y dénoncent la condition féminine : « Les filles du tiers état naissent presque toutes sans fortune. Leur éducation est très vicieuse ou très négligée... »² Elles réclament leur affranchissement, le droit de voter et d'être représentées par elles-mêmes « puisque les représentants doivent avoir absolument les mêmes intérêts que les représentés, les femmes ne pourraient donc être représentées que par des femmes »³.

En 1789, des petites commerçantes, des poissonnières, des blanchisseuses, des journalières, des

1. J. Beauroy, The pre-revolutionary crisis in Bergerac, 1770-1789, in *Proceedings of the First Annual Meeting of the Western Society for French History*, 14-15 mars 1974.

2. Cité par Monique Baudoin, Les femmes dans la Révolution française, *Le Peuple français*, janvier-mars 1973 (n° 9).

3. Monique Baudoin, *ibid.*

actrices, des couturières, des sans travail, des chanteuses, comme Théroigne de Méricourt, se rendent à Versailles au nombre de 4 000 d'où elles ramèneront, avec la famille royale, un décret sur le prix du blé.

Les femmes des classes moyennes fondèrent des clubs où elles se retrouvaient à égalité avec les hommes pour soutenir la Révolution (ainsi du club des Amis de la Révolution). D'autres (Olympe de Gouge, Claire Lacombe, Pauline Léon) organisèrent des clubs uniquement féminins. Olympe de Gouge publia la Déclaration des Droits des Femmes, dont l'article 10 affirme : « La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune. » Condorcet plaida à l'Assemblée nationale en faveur de l'émancipation des femmes, lui qui avait écrit en 1788 : « Le droit de s'occuper directement ou par représentants des affaires de leur pays est un droit que les hommes tiennent non de leur sexe mais de leur qualité d'être raisonnables, qui leur est commune avec les femmes. »¹

En 1793, après que les femmes eurent participé vaillamment à l'effort de guerre de 1792, trois questions sont posées aux députés français :

- a) Le rassemblement des femmes à Paris doit-il être permis ?
- b) Les femmes peuvent-elles exercer les droits politiques et prendre une part active aux affaires du gouvernement ?
- c) Peuvent-elles délibérer, réunies en associations politiques ou sociétés populaires² ?

A ces trois questions, les Conventionnels répondent par la négative, instaurant ainsi « la mort politique » des femmes. Le Code civil qui va consacrer la mort civile des femmes n'est pas loin.

Il faut achever ce tour d'horizon sur la résistance des femmes à l'enfermement au XVIII^e siècle, en signalant leur contribution aux sciences et aux arts.

L'Italie continue la tradition des femmes savantes du haut Moyen Age³. Trois femmes professeurs d'Université à Bologne s'illustrent dans toute l'Europe pour

1. Cité par Marie Cerati, *Le Club des citoyennes républicaines révolutionnaires*, Paris, Éditions sociales, 1966.

2. Cité par Monique Baudoin, art. cit.

3. E. Boulding, *op. cit.*, p. 598.

leurs travaux. Laura Bassi (1700-1778) fut professeur de physique ; Anna Manzoli (1716-1774), célèbre pour ses découvertes en anatomie et l'invention du modèle anatomique en cire, refusa les invitations que lui adressèrent les universités européennes. Maria Agnesi (1718-1789) écrivit un traité sur l'analyse mathématique qui lui valut les éloges de l'Académie française des Sciences, mais celle-ci ne put l'accepter comme membre en raison de son sexe. Professeur de mathématique avancée à l'Université de Bologne, elle se retira chez elle à 30 ans, s'occupant des pauvres. Elle fit école en Italie où de nombreuses femmes s'illustrèrent en mathématiques au XVIII^e et au XIX^e siècle.

En France, Mme Lavoisier fut à la fois chimiste et peintre. Émilie du Châtelet traduisit en français les *Principes de Newton*. En Angleterre, Catherine Macaulay (1731-1791), brillante historienne, écrivit huit volumes d'une *Histoire de l'Angleterre*¹.

Dans le nord de l'Italie, au XVIII^e siècle, on ne recense pas moins de quarante femmes artistes peintres dont l'une, Mathilda Festa, fut professeur à l'Académie Saint-Luc de Rome, tandis que la princesse de Parme fut élue à l'Académie de Vienne en 1789. En France, Élisabeth Vigée Le Brun s'illustre dans la peinture et on ne compte pas en Allemagne le nombre de femmes célèbres dans la peinture, la miniature, la fabrication des médailles et la taille des diamants².

La plupart de ces femmes étaient filles d'artistes et entraînées dans l'atelier de leur père. Mais un nombre sans doute encore plus élevé ont travaillé de façon anonyme pour leur père, leur mari ou leurs frères. Les femmes compositeurs sont ignorées si ce n'est Cécile-

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 600.

2. E. Boulding, *op. cit.*, p. 601.

Louise Chaminade en France, Carlotta Ferrari en Italie et Émilie Mayer en Allemagne. En effet, ou bien les musiciennes n'étaient pas encouragées à composer, ou bien elles ne signaient pas leurs œuvres ou bien encore celles-ci étaient publiées sous la signature du père, du mari ou du frère¹.

*
* *

Les idéologies de la Renaissance qui se développent au XVII^e siècle avec le cartésianisme et au XVIII^e siècle avec les encyclopédistes font l'apologie des droits de l'individu, du droit de la critique et de la raison contre les préjugés, de la responsabilité individuelle et de la conscience en tant que moteur de l'action politique, de la maîtrise du monde extérieur grâce à la science et à la technique. La distorsion était trop grande entre ces idéaux inculqués aux hommes et les principes de soumission et de domesticité imposés aux femmes et dont J.-J. Rousseau fut le porte-parole le plus éminent. Cette distorsion ne pouvait qu'engendrer révolte et frustration des femmes instruites qui comparaient la condition qu'on leur réservait au discours des hommes. Dès lors, le terrain devient encore plus propice qu'aux siècles précédents pour les luttes féministes. Aux revendications déjà formulées au XV^e siècle concernant le droit à l'éducation et les droits économiques, les femmes du XVIII^e siècle ajoutent le refus de la double morale sexuelle, la revendication des droits politiques et l'idée que la libération des femmes est aussi celle de toute la société².

C'est au XVIII^e siècle aussi que les femmes perçoivent le divorce entre le langage révolutionnaire des hommes politiques et le refus de considérer les femmes comme des citoyennes à part

1. S. Rowbotham, *op. cit.*, p. 23-24.

2. E. Boulding, *op. cit.*, p. 601.

entière. Les Françaises qui luttèrent pour les objectifs révolutionnaires, les Américaines qui participèrent à la lutte d'indépendance firent l'expérience que les grands principes révolutionnaires inscrits dans les constitutions et les déclarations des droits s'arrêtent aux frontières du sexe. Désormais les révolutionnaires ne seront plus crédibles sur le plan féministe.

En renvoyant les femmes à des fonctions domestiques, dès le XIV^e siècle, les idéologues bourgeois créèrent une contradiction qui se développa dans les siècles qui suivirent. Se percevant comme les principales responsables de l'alimentation quotidienne de la famille, les femmes des milieux populaires en Angleterre et en France devinrent les innombrables participantes, quand ce ne furent pas des leaders, des émeutes ayant pour but d'obtenir du pain ou la taxation du blé. Selon S. Rowbotham, c'est par suite de ces initiatives dans les révoltes frumentaires que les Françaises et les Anglaises firent l'expérience de l'action collective. En participant à ces révoltes, elles apprirent à penser en termes de mouvements sociaux, à défendre leur sexe en tant que groupe discriminé et non plus leur destin individuel¹.

1. S. Rowbotham, *op. cit.*, p. 119.

Chapitre V

LA SITUATION DES FEMMES AU XIX^e SIÈCLE

Le XIX^e siècle est celui d'un capitalisme « sauvage » qui s'étend aux dimensions de la planète : avec l'impérialisme et le colonialisme, le marché devient mondial. La concurrence s'aggrave et se traduit par des crises cycliques. Les lois sociales protectrices vont être arrachées dans les larmes par les masses travailleuses révoltées.

Dans cette concurrence acharnée qui ne connaît pas de freins, le capitalisme marchand ne peut survivre qu'en s'appuyant sur « l'accumulation permanente de base ». Nous entendons par là qu'à travers toutes ses péripéties le capitalisme ne peut se maintenir qu'en ajoutant, à l'accumulation résultant des profits prélevés sur la production marchande, une accumulation « permanente » qui s'alimente dans la production non marchande. Bien plus, la seconde est la condition nécessaire de la première : c'est en effet par leur production domestique non marchande que les femmes reproduisent la force de travail de leur mari et de leurs enfants que ceux-ci peuvent vendre sur le marché du travail. J'appelle cette accumulation une « accumulation de base » parce qu'elle permet l'accumulation capitaliste encore aujourd'hui. A. Gunder Frank l'appelle « l'accumula-

tion primitive permanente», parce qu'elle a permis au début de constituer le capital : « Si le capitalisme n'avait pas eu leur apport (des femmes)¹, sous forme de travail non payé et d'armée de réserve de main-d'œuvre à exploiter le cas échéant, l'accumulation capitaliste aurait été moins aisée, sinon impossible. »²

Il ne faudrait pas croire que seules les femmes ouvrières effectuent une production non marchande et que les bourgeoises sont des oisives. Après les travaux de Lénore Davidoff en Angleterre sur le rôle des femmes dans la bourgeoisie victorienne, ceux de Jane Marceau en France sur les épouses des cadres des multinationales d'aujourd'hui révèlent qu'elles exercent gratuitement le rôle d'un imprésario payé très cher dans le secteur marchand³.

La production domestique n'est d'ailleurs qu'un aspect de la production non marchande des femmes. A une époque où les petits propriétaires (artisans, commerçants, etc.) étaient plus nombreux que les ouvriers, les premiers ne pouvaient survivre et résister à la concurrence qu'en profitant de l'aide non rémunérée de leur épouse dans l'atelier artisanal ou dans la boutique de vente.

Pour les femmes des ouvriers qui n'avaient pas pu accéder à la petite propriété, il restait le travail en usine, toujours contesté et payé au plus bas prix.

C'est dans ces conditions que l'idéologie de la femme au foyer atteignit son apogée, car tout le monde y gagnait ou croyait y gagner : les patrons qui se créent une main-d'œuvre de réserve, les petits propriétaires qui y trouvent une main-d'œuvre gratuite sous forme

1. La parenthèse est de moi.

2. A. Gunder Frank, *op. cit.*

3. Voir en particulier A. Michel (édit.), *Les femmes dans la société marchande*, Paris, PUF, 1978.

d'« aide familiale », les ouvriers qui redoutent la concurrence. On comprend donc que si la discussion sur le « travail féminin » s'est engagée au XVI^e siècle, c'est au XIX^e siècle que l'unanimité se fait contre lui.

En France, des penseurs sociaux les plus traditionnels (Frédéric Le Play, de Bonald, etc.) et du socialiste Proudhon, la réprobation du travail féminin s'étend aux ouvriers et aux syndicalistes qui au début se mettaient en grève chaque fois qu'une femme était embauchée. De là à déclarer que le travail des femmes dans les manufactures n'était qu'un « travail d'appoint », que leur salaire était un « salaire d'appoint », il n'y avait qu'un pas qui fut allégrement franchi. On ne s'embarrassait pas de scrupules. La notion de « salaire d'appoint » permettait de remplir les coffres-forts. L'éviction des femmes du marché du travail rassurait les ouvriers et, grâce au Code Napoléon, les bourgeois avaient gratuitement une domestique docile à la maison.

On ignorait systématiquement que 40 à 50 % des femmes vivant à la ville étaient célibataires et n'avaient que leur force de travail pour subsister. Faute d'emploi, beaucoup recouraient à la prostitution (40 à 80 000 à Paris et à Londres au XIX^e siècle)¹.

Dans ces conditions, rien de surprenant que les femmes de toutes conditions se soient révoltées : les femmes ouvrières contre les bas salaires, le chômage, la dureté des tâches qu'on leur attribuait ; les bourgeoises contre la privation de tout droit politique ou économique. Et, malgré les obstacles considérables, les femmes de tous les milieux dénoncent dans leur praxis ou dans leur discours leur écrasement.

Cependant, au XIX^e siècle, la dénonciation n'est pas allée assez loin pour supprimer les contradictions résultant de la multiplicité des fronts de luttes féminines ou féministes, contradictions déjà en germe aux siècles précédents. En effet, ou bien les femmes appartenaient aux milieux défavorisés (classe ouvrière, classes moyennes), et alors elles aidaient ou impulsaient les luttes de ces classes pour obtenir d'abord « du pain et des roses » et revendi-

1. E. Boulding. *op. cit.*, p. 625 et 690.

quaient en second les droits féminins. Ou bien elles appartenaient aux classes dominantes et, dans ce cas, si leur niveau d'éducation leur faisait ressentir comme intolérables les privations de droits imposées par les lois masculines, elles ne se solidarisèrent pas toujours avec les femmes des classes dominées. Prisonnières de la famille, leur philanthropie ne se haussait pas encore à la conception d'une justice distributive qui supprimerait l'exploitation des ouvrières et le paternalisme des classes dominantes. Les féministes du XIX^e siècle qui annoncent les mouvements de libération contemporains exprimaient cette ambivalence tant dans leur doctrine que dans leur praxis quotidienne.

I. — Les femmes dans les mouvements sociaux du XIX^e siècle

La nécessité de changer un système économique et social qui écrasait les familles ouvrières s'exprima dans les théories socialistes ou utopistes et dans les mouvements sociaux du XIX^e siècle. Dans les théories, dans les luttes comme dans les formes nouvelles d'organisation sociale, les femmes constituent une avant-garde remarquable.

Les réformistes admettaient la coopération entre le capital et le travail en vue d'améliorer la condition de la classe ouvrière. Les socialistes révolutionnaires exigeaient au contraire la suppression du capital et l'avènement d'autres structures.

Le saint-simonisme qui se rattache à la tradition réformiste suscite chez les femmes un espoir nouveau : « En bonne disciple du Père Enfantin, Claire Demar réclame l'essai tout physique de la chair par la chair. »¹ Cette revendication de l'union libre, nouvelle chez les femmes par rapport aux idées traditionnelles concernant l'amour et le mariage, se traduit par leur participation à la fondation de phalanstères et de communautés. Même si le plus souvent les femmes y joueront

1. Édith Thomas, *Les femmes en 1848*, Paris, PUF, 1948, p. 11.

les rôles traditionnels dévolus à leur sexe, il y eut des exceptions. Ainsi le *Familistère* de Guise, créé en 1830, admettait les femmes à égalité dans le gouvernement de cette communauté¹.

En Europe, ces expériences furent rares et précaires. En Amérique, elles furent plus fréquentes ; ainsi, au XIX^e siècle, on y recensait, outre 72 communautés orientées religieusement ou sur un plan humaniste, 14 communautés incarnant les théories du socialisme utopique et une quarantaine de phalanstères inspirés de la doctrine de Fourier, ces derniers ayant tous été créés en 1840².

Toutefois les disciples de Saint-Simon et de Fourier ne vont pas très loin quand il s'agit de l'émancipation féminine : « Les saint-simoniens ne prétendent point encore abolir cette sainte loi du mariage proclamée par le christianisme. »³ Si Fourier veut donner aux filles la même éducation qu'aux garçons et n'exclure les femmes d'aucune fonction, en revanche ses disciples sont beaucoup plus prudents. Ainsi Cabet n'accorde pas l'égalité aux femmes et les exclut des fonctions publiques⁴. Plus importante est la participation des femmes aux doctrines et aux mouvements révolutionnaires du XIX^e siècle. « Avant Karl Marx, Flora Tristan découvre en substance l'idée neuve : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... Nul n'avait dénoncé avec moins d'illusion que Flora la condition misérable de la femme ouvrière ; nul, avant elle, n'avait lié aussi étroitement la libération de la femme à celle du prolétariat tout entier. »⁵ Dans l'*Union ouvrière* (1843), Flora Tristan définit son programme : constituer la classe ouvrière

1. E. Boulding, p. 644.

2. *Ibid.*, p. 644.

3. Édith Thomas, *op. cit.*, p. 15.

4. É. Thomas, *ibid.*, p. 16.

5. É. Thomas, *ibid.*, p. 23.

au moyen d'une union solide et indivisible, réclamer le droit au travail pour tous et pour toutes, donner aux femmes du peuple une instruction morale, intellectuelle et professionnelle, reconnaître en principe l'égalité de l'homme et de la femme comme étant l'unique moyen de constituer l'Unité humaine, élever dans chaque département des palais de l'Union ouvrière où l'on instruirait les enfants de la classe ouvrière et où seraient également admis les travailleurs accidentés, les infirmes et les vieux¹. Ce programme se heurta à l'opposition générale et Flora écrit : « J'ai presque tout le monde contre moi. Les hommes parce que je demande l'émancipation de la femme, les propriétaires parce que je réclame l'émancipation des salariés. »² Avec Flora se produit l'alliance théorique entre le féminisme et le socialisme révolutionnaire.

Après les journées de février 1848, auxquelles les femmes participèrent en grand nombre, l'activité féministe se déploie dans de multiples directions.

Des journaux sont créés comme *La Voix des Femmes* d'Eugénie Niboyet qui deviendra en 1849 *L'Opinion des Femmes* sous la direction de Jeanne Deroin. On y réclame le droit de vote et d'éligibilité pour les femmes. Sollicitée deux fois par les féministes socialistes de se présenter aux élections législatives, George Sand se refuse. Les femmes réclament aussi leurs droits économiques. Les blanchisseuses obtiennent une réduction de deux heures de leur journée de travail qui était de quatorze heures. Les femmes proposent des améliorations à l'organisation des ateliers nationaux, créés pour donner du travail aux chômeuses mais qui sont structurés sur un mode hiérarchique et injuste. Elles demandent la création de crèches pour enfants dans l'atelier et l'organisation de l'enseignement professionnel par les ouvrières elles-mêmes. On leur oppose une fin de non-recevoir et, lasse de l'activisme des femmes, l'Assemblée nationale leur refuse leurs droits politiques et vote l'interdiction faite aux femmes d'être membres ou de participer aux réunions des clubs.

1. *Ibid.*, p. 22.

2. Cité par É. Thomas, *ibid.*, p. 29.

En fait, pas plus qu'en 1793, la bourgeoisie ne leur pardonnait leur contestation des injustices économiques dont elles étaient les premières victimes. Cependant une victoire est à l'actif des femmes : le droit au travail, objet principal des revendications de Flora, est inscrit dans la déclaration du gouvernement provisoire de la République comme un droit de tous les citoyens, et ceci malgré l'affreux dilemme proposé aux femmes par le socialiste Proudhon : « Ménagère ou courtisane. »

Mais ce n'est pas tout : Jeanne Deroin veut mettre à exécution le projet de Flora qui est d'instaurer une *Fédération des associations ouvrières* afin de lutter contre les injustices frappant les travailleurs. Elle est la militante infatigable de cette entreprise avec Pauline Roland. Un plan grandiose de fédération élaboré par ces militantes reçoit l'adhésion de 104 associations. C'en est trop pour les bourgeois républicains. Les participants au meeting de constitution de la Fédération sont tous arrêtés et traînés en justice. Jeanne Deroin et Pauline Roland sont condamnées, mais le tribunal et leurs collègues révolutionnaires leur refusent le bénéfice de leur initiative, attitude typique dans un pays misogyne qui se sert des femmes pour la conquête des libertés et des droits, mais ne veut pas reconnaître leur créativité dans l'innovation sociale¹.

En Angleterre, en 1812, les émeutes de Nottingham pour la fixation du prix de la farine furent conduites par des femmes qui exigèrent que ce prix soit fixé à 6 pences la mesure². Les femmes luttèrent avec les hommes dans le mouvement chartiste. Dès 1830, elles occupèrent des fonctions de leaders dans les trade-unions et de meneuses dans le déroulement des grèves ouvrières de 1843 et de 1844³. De plus, les femmes anglaises des milieux populaires contribuèrent à la création des puissantes organisations syndicales qui

1. Édith Thomas, *op. cit.*

2. S. Rowbotham, *op. cit.*, p. 119.

3. *Ibid.*, p. 130.

constituèrent une méthode de combat plus efficace que le cadre des révoltes frumentaires¹.

En Amérique, les ouvrières d'une minoterie américaine (*Towell Factory Girls*) publièrent leur propre journal dénonçant la durée du travail, l'insuffisance des salaires, la rapidité des cadences et les paiements en nature. Ces faits révèlent qu'en 1840 « le lien entre la révolution sociale et l'émancipation des femmes est bien établi »². En France, il s'était enrichi d'un féminisme populaire qui trouvait ses porte-parole dans les femmes de la petite et moyenne bourgeoisie (journalistes, institutrices, etc.), bref dans des femmes ayant un niveau d'instruction élevé.

La seconde moitié du XIX^e siècle voit le développement du socialisme révolutionnaire qui, sous l'influence de Karl Marx et d'Engels, dénonce la propriété privée des moyens de production comme le fondement même du capitalisme ; la révolution prolétarienne doit abolir ce système pour le transformer en propriété collective du peuple. Ainsi disparaîtrait la misérable condition faite aux ouvriers des deux sexes de la naissance à la mort. Mais, dans l'économie politique de Karl Marx, l'analyse de la production marchande et du profit retiré du travail salarié éclipsait les profits que pouvaient retirer le capital et la famille de la production domestique non marchande des femmes. C'est pourquoi Karl Marx, Engels et Bebel ne voient l'émancipation des femmes que comme une conséquence de celle du prolétariat.

Chez Marx et Engels, la lutte spécifique des femmes n'est pas mentionnée comme moyen d'obtention des droits des femmes et d'un changement de société. Toutefois Marx et Engels soutinrent avec conviction dans les syndicats et dans *La Première Interna-*

1. *Ibid.*, p. 131.

2. *Ibid.*, p. 63.

tionale les droits politiques et économiques des femmes contre l'incorrigible antiféminisme des Chrysales petits-bourgeois, incarnés en France par le socialiste Proudhon et en Allemagne par Lassalle. Auguste Bebel admettait dans *La femme et le socialisme* (1880) qu'il y a des socialistes qui s'opposent avec autant d'acharnement à l'émancipation de la femme que le capitalisme au socialisme. Par suite, à la différence de Marx et d'Engels, cet auteur pensait que les femmes devaient mener leur propre combat, mais il n'en faisait pas moins de la « question féminine » un aspect de la « question sociale ».

L'antiféminisme atteignait aussi les syndicalistes masculins, soucieux avant tout d'interdire aux femmes l'accès du marché du travail afin de limiter la concurrence.

M. Guilbert a fait l'historique des luttes d'ouvrières en France pour l'obtention effective de leur droit au travail, sans cesse contesté par les ouvriers. Ainsi la première question posée par les ouvriers dans les syndicats était celle de « la suppression du travail féminin »¹. Très souvent les syndicats faisaient grève quand des femmes étaient embauchées. Le problème se posait en termes identiques dans tous les pays. Des conflits entre sexes naissaient ici et là, par exemple dans l'imprimerie où les hommes, aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne, tentèrent de s'assurer certains monopoles comme celui de la composition². Ailleurs, en Russie, les métallurgistes bannirent les femmes du syndicat³. Mais les déboires de cette politique syndicale firent reculer les syndicats. Ainsi vers 1860 les syndicats américains exigeaient des salaires égaux pour les hommes et pour les femmes.

Ailleurs, les syndicats se firent les apôtres des mesures « protectionnistes » en vue de limiter le droit au travail des femmes. Cette attitude est cyniquement exprimée en 1879 par les ouvriers de l'industrie du cigare aux États-Unis : « Nous ne pouvons chasser les femmes de la profession, mais nous pouvons limiter la durée du travail par une législation appropriée. Aucune jeune fille de moins de 18 ans ne devrait travailler plus de huit heures par jour, les heures supplémentaires devraient être interdites ; aucune femme mariée ne devrait mettre les pieds dans une usine pendant les six semaines suivant un accouchement. »⁴

1. Madeleine Guilbert, *Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris, CNRS, 1966.

2. Rowbotham, *op. cit.*, p. 132.

3. *Ibid.*, p. 132.

4. Cité par Rowbotham, *op. cit.*, p. 133.

Mais les femmes ne se laissaient pas abattre par le sexisme des ouvriers ou des syndicalistes. Ou bien elles se mettaient en grève quand leurs propres intérêts étaient en jeu, ou bien elles formaient leurs propres organisations de défense. Ainsi aux États-Unis, l'*Association pour la Réforme du Travail féminin* (*Female Labor Association*) fut créée par les ouvrières de la Nouvelle-Angleterre. A partir de 1850, les Américaines organisèrent leurs propres branches à l'intérieur des syndicats masculins.

Même si, à la même époque, le *leadership* syndical devint exclusivement masculin (par exemple à 100 % dans l'industrie textile qui ne comptait que 50 % d'ouvriers), la classe ouvrière américaine fournit des héroïnes légendaires : Ella Wiggins (chansonnière), Ella Wheeler, tuée dans une manifestation, Mother Jones, organisatrice des mineurs pendant cinquante ans, Aunt Molly Jackson, etc.¹. Par suite, en Europe comme aux États-Unis, les femmes ouvrières réussirent à imposer leur droit à l'emploi par leurs luttes obstinées à l'extérieur et à l'intérieur des syndicats.

Les partis politiques étaient aussi sexistes que les Parlements et que les syndicats.

Ainsi, en Allemagne, « ce ne fut qu'en 1891 que le Parti socialiste inscrivit à son programme l'égalité des droits de l'homme et de la femme sous une forme légaliste et limitée »². Clara Zetkin (1857-1933) édita un journal (*L'Égalité*) dans lequel s'exprima le féminisme socialiste pendant plusieurs années. Elle fonda aussi la section féminine du Parti allemand social-démocrate³. Clara Zetkin et Rosa Luxembourg (1871-1918) luttèrent pour promouvoir une participation démocratique des masses dans l'activité révolutionnaire, elles optèrent pour un socialisme international pacifiste opposé à l'orientation chauvine des socialistes masculins. Rosa Luxembourg apporta en plus une contribution capitale à la reformulation des théories économiques de l'époque⁴.

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 639.

2. Rowbotham, *op. cit.*, p. 91.

3. E. Boulding, *op. cit.*, p. 633 et 634.

4. E. Boulding, *ibid.*

Malgré l'hostilité des socialistes aux droits féminins, les femmes se battront avec courage quand démocrates et révolutionnaires passeront à l'action pour imposer un changement de structures sociales et politiques. Ainsi des femmes russes qui, alliées des *narodniki*, participèrent aux actions terroristes de la fin du siècle pour le renversement du régime tsariste. Vera Figner, « la Vénus de la Révolution », née en 1852, eut dans cette lutte « tout le prestige d'un chef de parti »¹. En France, pendant la Commune de Paris (1870), les femmes dont la représentante la plus illustre fut Louise Michel, participèrent activement à l'innovation sociale et à la résistance contre les troupes de Thiers. Sous l'impulsion d'Élisabeth Dimitrieff, amie de Marx, des femmes fondèrent l'*Union des Femmes*, section féminine de l'*Internationale*, dont l'objectif fut d'organiser le travail des femmes, puis de collecter des fonds pour acheter des canons. Une multitude de clubs féminins s'ouvrirent qui demandaient la laïcité de l'enseignement, la création de nouvelles écoles pour l'instruction des filles jusqu'ici négligée. Pour faciliter leur travail, les femmes créèrent des crèches pour la garde des enfants. Les crèches devaient comporter des jardins, des volières remplies d'oiseaux, des jouets et des arbres². André Léo dans le journal *La Sociale* à la fois attaque le gouvernement de Versailles et critique la Commune pour son indiscipline et son antiféminisme : « Si la démocratie a été vaincue jusqu'ici, c'est parce que les démocrates n'ont jamais tenu compte des femmes. »³ Au cours de la semaine sanglante, les femmes se battent sur les barricades aux côtés des hommes. Elles sont massacrées,

1. Vera Figner, *Mémoires d'une révolutionnaire*, Paris, Denoël-Gonthier, 1976 (coll. « Femmes ») (1^{re} publication en 1930).

2. Édith Thomas, *Les Pétroleuses*, Paris, Gallimard, 1963.

3. Cité par É. Thomas, *ibid.*

d'autres jetées en prison, en attendant d'être jugées et envoyées en déportation. Louise Michel est traduite devant le Conseil de Guerre et déportée. Les luttes féminines et féministes de la Commune regroupèrent des femmes des classes aisées et moyennes et des milieux populaires. Ces luttes sont généralement passées sous silence par les historiens marxistes comme par les historiens bourgeois, ce qui prouve, selon Édith Thomas, que les premiers « sont aussi empêtrés que leurs confrères dans les préjugés masculins... Il faut convenir que l'histoire des mouvements féminins va à contre-courant et qu'elle réunit tout le monde contre elle »¹.

II. — Les femmes dans les mouvements philanthropiques et religieux du XIX^e siècle

L'innovation dans la théorie et l'action révolutionnaires fut surtout une initiative des femmes des classes moyennes et de la classe ouvrière qui reçurent parfois le concours des femmes des milieux aisés. Les révolutionnaires russes de la fin du XIX^e siècle trouvèrent aussi des combattantes parmi les femmes de l'aristocratie. En revanche, les mouvements philanthropiques se recrutent avant tout parmi les femmes des classes dominantes, mais on y trouve aussi beaucoup de femmes des classes moyennes.

Leur action en faveur de l'éducation primaire et professionnelle des jeunes filles, en particulier au sein du mouvement Frœbel, poussa les gouvernements d'Europe à l'établissement de l'obligation de l'école primaire pour les deux sexes. En Europe encore, les femmes créèrent des associations féminines pour aider les chômeuses à émigrer outre-Atlantique. D'autres, de recrutement plus populaire, ajoutèrent un message spirituel chrétien à

1. Édith Thomas, *ibid.*

l'entraide aux femmes. Il en fut ainsi de l'Armée du Salut et de l'Union chrétienne des femmes pour la tempérance (*Women's Christian Temperance Union*). La WCTU s'efforça d'apporter des solutions aux problèmes de qualification professionnelle, d'emploi et de logement des femmes mariées ou vivant seules. Ces deux associations créèrent, avec l'YWCA (*Young Women Christian Association*), des sections dans les pays d'Asie et d'Afrique, établissant ainsi les premiers contacts entre les femmes des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et celles des pays colonisés.

L'histoire de la colonisation gagnerait à être réécrite à travers les témoignages des nombreuses missionnaires qui trouvaient en émigrant en Afrique ou en Asie une liberté que leur subordination aux hiérarchies masculines ne leur donnait pas dans leur métropole d'origine¹.

Les initiatives en faveur des défavorisés, prises par les associations féminines du XIX^e siècle, permettent à un auteur d'écrire que « pendant un siècle, les femmes ont été en fait les monitrices des fonctionnaires civils masculins et des agents gouvernementaux en leur apprenant comment s'y prendre avec les problèmes de bien-être »². D'ailleurs, ces femmes innovatrices n'ont été acceptées qu'autant qu'elles étaient des volontaires non payées. Dès que les gouvernements créèrent de nouveaux services en faveur des déshérités, les hommes furent en priorité acceptés comme fonctionnaires rémunérés. Il faudra attendre la deuxième moitié du XX^e siècle pour que le personnel des services publics chargés de l'aide aux malades, aux chômeurs, aux vieux et aux sans-logis soit en partie féminisé.

Un autre rôle féminin innovateur apparaît au XIX^e siècle dans la défense des droits des minorités ethniques et de l'aspiration nationaliste des peuples opprimés. Annie Besant qui dirigea la grève des ouvrières

1. E. Boulding, *op. cit.*, p. 659 à 674.

2. *Ibid.*, p. 667.

d'une fabrique d'allumettes à Londres en 1888 fut aussi une ardente championne du mouvement nationaliste indien¹. Aux États-Unis, Laura Haviland, une intrépide femme quaker du Michigan, fut surnommée « la superintendante du chemin de fer clandestin », en raison de son rôle décisif dans l'organisation du passage clandestin au Canada des esclaves noirs, échappés des plantations du sud des États-Unis².

Les associations féminines lièrent leur activité internationale à la lutte pour la paix. C'est là un aspect répandu mais généralement ignoré de la lutte féminine dès le début du XIX^e siècle. Les premières sociétés pacifiques composées uniquement de femmes naquirent en Angleterre en 1820 et aux États-Unis en 1830. Le I^{er} Congrès international pour la paix fut tenu à Bruxelles en 1848 et en 1900 un Bureau international de la Paix fut créé à Berne : il était composé de 200 sociétés se recrutant dans différents pays ; dans la plupart, les femmes étaient très actives ; d'autres sociétés pour la paix étaient entièrement féminines. Il s'agit là d'une composante essentielle de l'activité féminine à travers les âges³.

III. — Le mouvement féministe au XIX^e siècle

Né en France dans la première moitié du XIX^e siècle, le féminisme populaire est principalement soutenu par les femmes des classes moyennes et par les ouvrières. Il réclamait les droits politiques et économiques des femmes, et reposait sur le postulat que ces droits seraient obtenus d'abord par la lutte des travailleurs pour une société socialiste. Ainsi, dans cette théorie, les femmes

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 636.

2. *Ibid.*, p. 665-666.

3. *Ibid.*, p. 674 et 675.

n'étaient pas les artisanes principales de leur propre libération. Certes la *praxis* de Flora Tristan, de Jeanne Deroin, de Pauline Roland et de leurs compagnes était très en avance sur leur théorie puisqu'elles luttaienent avec obstination pour l'obtention de leurs droits, rencontrant une opposition, parfois farouche, des socialistes de l'époque. Mais elles n'en avaient pas retiré la conclusion théorique qui s'impose : à savoir que l'émancipation des femmes ne pourrait venir que des femmes elles-mêmes.

C'est aux États-Unis que cette idée fut énoncée à la même époque par une Américaine, Margaret Fueller, une transcendentaliste vivant dans un phalanstère fouriériste. Fueller qui était une championne du féminisme avait visité la France en 1847, rencontré George Sand et souscrit aux idéaux de la Révolution de 1848. Son sentiment très vif que la femme doit lutter pour la conquête d'un moi indépendant, car « la soumission excessive de la femme à l'homme a refroidi l'amour, dégradé le mariage et empêché les sexes d'être ce qu'ils devraient être à leurs propres yeux », l'a conduite à penser que la libération des femmes ne peut se faire que par les femmes elles-mêmes¹. Idée essentielle qui annonce les mouvements féministes qui suivront et se maintiendront jusqu'en cette fin du XX^e siècle.

En Angleterre, le premier manifeste féministe pour les droits des femmes apparut en 1825 sous la signature de William Thompson bien que ce texte ait été écrit en collaboration et sous l'inspiration d'Anna Wheeler. On y dénonçait la fameuse théorie des « intérêts inclus », selon laquelle la protection des femmes mariées se fait par la médiation des pouvoirs du mari ; les coauteurs ajoutaient qu'au moins le quart de la population féminine n'a ni mari ni père pour la proté-

1. Sheila Rowbotham, *op. cit.*, p. 61.

ger. En 1851 et en 1867 furent créées en Angleterre des associations féministes qui militèrent pour les droits politiques des femmes et l'élection au Parlement de John Stuart Mill, grand champion de ces droits.

L'irritation des déléguées américaines au Congrès antiesclavagiste de Londres en 1840, après le refus de leur accorder un siège à ce Congrès, se solda par la création aux États-Unis en 1848 par Élisabeth Cady Stanton et Lucrecia Mott de la *Convention de Seneca Falls* qui lança la campagne pour le suffrage féminin dans ce pays.

En Angleterre, une femme courageuse, Joséphine Butler, lutta pendant plus de quinze ans pour obtenir la suppression du contrôle médical obligatoire qui pouvait atteindre n'importe quelle travailleuse pour enrayer les maladies vénériennes. La Chambre des Communes lui donna satisfaction en 1880. Butler décida alors de créer la Fédération abolitionniste internationale pour obtenir la suppression de la réglementation de la prostitution sur le continent¹. Il faudra attendre soixante-six ans plus tard pour obtenir la fermeture des maisons closes en France.

En Suède et en Allemagne, les femmes étaient moins sensibles à l'obtention de droits politiques qu'à une complète transformation de la condition des femmes dans la famille et le mariage. Les revendications des féministes concernaient surtout le changement ou l'abolition du mariage, le droit des femmes à avoir des enfants en dehors du mariage, l'obtention d'une législation sociale protectrice des femmes et des enfants en dehors du mariage, toutes revendications qui ne furent pas liées au début au mouvement des suffragettes anglo-américaines.

En France, la querelle des femmes opposa au milieu du siècle des féministes ardentes comme Jenny d'Héricourt et Juliette Lambert aux penseurs antiféministes

1. Charles Walter Clarke, *Taboo, the story of the pioneers of Social Hygiene*, Washington, Public Affairs Press, 1961.

de l'époque (Auguste Comte, Michelet, Girardin, Proudhon). Après que l'Empire eut accordé la liberté de réunion en 1868, les féministes se réunissent de nouveau pour exiger leurs droits : Maria Deraisme, Paule Minck, André Léo, Olympe Audouard, Noémie Reclus, Mme Jules Simon luttent énergiquement, ouvrent des clubs, fondent des journaux féministes. Beaucoup d'entre elles, on l'a vu, ont participé à l'établissement de la Commune.

C'est à travers la presse féminine que s'exprime le mieux au XIX^e siècle le féminisme des femmes des classes moyennes qui font appel aux femmes et non aux hommes pour leur libération. *La Gazette des femmes* (1836-1848) publia une Charte des droits et des devoirs des femmes : on y réclamait surtout l'ouverture aux femmes des emplois publics (enseignement, poste, etc.). En 1869, Léon Richer fonda la *Ligue du droit des femmes* et la revue *Le Droit des femmes*. Avec Maria Deraisme, des féministes y demandaient l'égalité des droits pour les femmes dans le travail, le mariage et la famille, mais, de crainte de l'influence des prêtres sur le vote féminin, elles ne réclamèrent pas le droit de vote avant 1904. Le journal *La Citoyenne*, fondé par Hubertine Auclert en 1881 plaidant pour les droits politiques des femmes, fut le premier organe des suffragettes. Enfin, en 1897, Marguerite Durand, qui siégea au syndicat des directeurs de journaux, fonda *La Fronde*, journal très féministe «jugé trop bourgeois par les socialistes, trop révolutionnaire par les bourgeois, trop sérieux pour les Parisiens, trop parisien pour la province»¹.

L'accès à l'éducation à tous les niveaux a été une grande conquête des féministes du XIX^e siècle. On l'a vu pour l'éducation primaire. En France les féministes menèrent une bataille très dure pour l'accès des filles aux écoles secondaires². L'accès des universités fut ouvert aux femmes à la fin du siècle non sans la résistance acharnée des hommes. Ainsi de l'émeute étu-

1. Cité par Évelyne Sullerot dans *La Presse féminine*, Paris, Armand Colin, 1963.

2. Madeleine Morey, Les origines de l'enseignement secondaire féminin, *Diplômées*, 1962, n° 43.

diante à l'Université d'Édimbourg quand quelques femmes furent admises à l'École de Médecine¹. En France, la première femme interne des hôpitaux, Mme Edwards-Pilliet, fut brûlée en effigie par les étudiants en signe de protestation. Aux États-Unis, les femmes ouvrirent leurs propres universités. Ainsi, en 1865, une École de médecine pour les femmes fut créée dans l'État de New York.

Au XIX^e siècle, de nombreuses femmes s'illustrèrent dans les arts (Rosa Bonheur en France, Edmonia Lewis aux États-Unis), dans la littérature (George Sand en France, Georges Eliot en Angleterre), dans les mathématiques (Sophie Germain, Mary Somerville et Sonya Kovalesky), dans l'astronomie (Caroline Herschel découvrit huit comètes et sept nébuleuses), dans les sciences où les femmes conduisirent des expéditions dangereuses pour la poursuite de leurs travaux (Eleanor Omerod devint un expert mondial de la peste), etc. En Amérique du Nord, les femmes triomphèrent dans les sciences humaines et dans l'innovation sociale. Harriet Martineau (1802-1876) est la première femme sociologue du siècle (*Society in America*, en 1868). Harriet Taylor (1807-1858) fut empêchée par son mari de cosigner *Les principes d'économie politique* dont elle fut l'auteur avec John Stuart Mill. Jane Addams (1860-1935) élargit le rôle des femmes à la prise en charge de la société humaine tout entière. Lillian Wald fonda le Bureau de l'Enfance; Florence Kelley, la Ligue nationale des Consommateurs; Alice Hamilton, la médecine industrielle; les deux Abbott, la profession d'assistante sociale. Avec Jane Addams, ces femmes lièrent la question des femmes à l'avènement de la paix mondiale².

Une autre idée centrale émergea dans le féminisme du XIX^e siècle: l'idée que les femmes de tous les pays devaient s'unir et s'entraider pour obtenir leurs droits. En 1884, la Française Hubertine Auclert écrit aux féministes américaines qui lui demandaient de participer à la création d'un Conseil international de Femmes

1. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 648.

2. *Ibid.*, p. 647. Voir aussi Lynn McDonald, *The women founders of the social sciences*, Ottawa, Carleton University Press, 1994.

(*International Council of Women : ICW*) : « Nous vous appelons à l'aide, comme vos compatriotes, il y a un siècle, demandèrent l'aide de la France pour les émanciper de la tyrannie anglaise. Ne viendrez-vous pas à notre aide comme Lafayette et ses légions sont accourues à vous ? »¹ C'est qu'en France, comme dans tous les pays latins, à l'hostilité générale des hommes à l'égard de l'émancipation des femmes, s'ajoutait pour la renforcer la résistance acharnée de l'Église catholique, résistance que ne connaissaient pas les femmes des pays plus libéraux anglo-américains.

Aussi la première convention fondatrice du ICW se réunit à Washington (DC) en 1888 : 66 Américaines et 8 Européennes y discutèrent les buts de la nouvelle organisation internationale. Toutes les revendications féministes qui s'étaient ébauchées au cours du XIX^e siècle s'ordonnèrent dans un plan d'action destiné à mettre une fin à l'oppression de la femme. En 1899, la seconde réunion internationale du ICW, tenue à Londres, regroupa 5 000 femmes représentant 600 000 féministes réparties en 11 conseils affiliés². Le siècle de l'avènement d'un féminisme de masse s'achevait avec la création d'un premier prototype de l'Internationale des femmes. En même temps, un thème développé par Flora Tristan et les féministes révolutionnaires du début du XIX^e siècle est repris par une Française, Mme Avril de Sainte-Croix, à la Conférence fondatrice de Washington : il faut montrer que l'émancipation des femmes est non seulement dans leur intérêt, mais aussi dans celui de toute l'humanité. L'émancipation des femmes sera aussi celle des hommes³. A la même Conférence, les féministes de l'ICW discutèrent de leurs activités dans les domaines de la paix, de la philanthropie, de l'aménagement du travail industriel et des professions, des luttes sociales et politiques, de la réforme des prisons des hôpitaux et des missions, de l'éducation des femmes au niveau primaire secondaire et universitaire, etc.⁴ : un programme très large que pourrait résumer la devise suivante : « Rien de ce qui est humain n'est étranger au féminisme. »

1. E. Hurwitz, The international sisterhood, in Bridenthall et Koonz, *Women in European History*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, p. 327.

2. *Ibid.*, p. 328 et s.

3. *Ibid.*, p. 331.

4. *Ibid.*

Chapitre VI

MOUVEMENTS FÉMINISTES ET SITUATION DES FEMMES AU XX^e SIÈCLE

Au début du XX^e siècle, de nombreux thèmes développés depuis le Moyen Âge se sont implantés dans la conscience féministe occidentale :

— L'idée exprimée en France au XIV^e siècle (Christine de Pisan), en Angleterre au XVII^e siècle (Marie Astell) et au XVIII^e siècle (Mary Wollstonecraft) que les différences entre hommes et femmes proviennent non pas de la nature, mais de l'éducation différente des deux sexes et que l'accès des filles à l'instruction doit les préparer à assumer tous les rôles interdits par la société.

— La protestation contre la « mort civile » de la femme dans la famille et son éviction des fonctions économiques et politiques, au XVI^e siècle en France (Louise Labbé et Marie de Gournay), au XVII^e siècle en Hollande avec Anna Marie Van Schurman et en Angleterre avec la duchesse de Newcastle, au XVIII^e siècle en France, avant et pendant la Révolution, par les femmes des classes aisées et des milieux populaires et au XIX^e siècle chez la plupart des féministes d'Occident.

— Le refus de la double morale sexuelle au XVII^e siècle par les Anglaises (Mary Tattle et Joan Hit-

Him-Home) et au XIX^e siècle par les saint-simoniennes et les féministes de l'ICW.

— L'idée de l'Anglaise Anna Wheeler et de l'Américaine Margaret Fuller que la libération des femmes ne pouvait être que l'œuvre des femmes.

— Le droit de la femme au plaisir en dehors du mariage, revendiqué au XIX^e siècle par Claire Demar et les saint-simoniennes.

— L'idée des Françaises du début du XIX^e siècle (Flora Tristan, Jeanne Deroin et leurs amies) selon laquelle la libération des femmes est inséparable de la libération de tous les travailleurs.

— La liaison établie dans les Associations philanthropiques et religieuses du début du XIX^e siècle et dans les Associations féministes de la fin du XIX^e siècle entre les luttes pour la promotion des femmes et les luttes pour la paix.

— La croyance des femmes révolutionnaires, énoncée par André Léo (en 1870), de l'échec de la démocratie « parce que les démocrates n'ont jamais tenu compte des femmes ».

— La nécessité pour les femmes d'élargir leurs luttes aux besoins de la société tout entière, idée formulée par Jane Addams et les féministes de l'ICW.

— L'idée, formulée par Hubertine Auclert, que les femmes de tous les pays doivent s'entraider pour obtenir leurs droits.

Ces idées se sont greffées sur les pratiques novatrices, les résistances et les révoltes d'innombrables reines, princesses, bourgeoises, roturières, paysannes ouvrières, écrivains, artistes, savantes qui, à travers les siècles ont surmonté, grâce à des qualités exceptionnelles de ténacité, les redoutables barrages opposés à leur sexe pour s'imposer dans la vie politique, économique, militaire, religieuse, artistique ou scientifique. Le silence le plus total entoure cette histoire des

femmes où les pratiques novatrices tantôt précédaient, tantôt suivaient les idées exprimées. Il est encore la règle pour les luttes des féministes d'Occident du début du XX^e siècle à nos jours. Encore aujourd'hui, quand le silence est brisé par la grande presse, qu'elle soit de droite ou de gauche, et par les medias, les féministes n'ont le plus souvent droit qu'à des invectives ou à une caricature grossière de leurs idées et de leurs pratiques. Ou alors d'hypocrites mises en garde par de prétendus féministes masquent mal le mépris des femmes et le secret désir de les maintenir dans la soumission.

I. — Mouvements féministes et situation des femmes dans la première moitié du XX^e siècle en Occident

1. La période précédant la première guerre mondiale. L'International Council of Women (ICW) continua à lutter pour l'obtention des droits économiques, familiaux et politiques des femmes. Des sections locales de l'ICW furent créées dans chaque pays. Des Congrès internationaux avaient lieu périodiquement. En France, le Conseil national des Femmes françaises (CNFF) (avril 1901) regroupa « une quarantaine d'associations et œuvres féminines ayant pour objet l'amélioration du sort de la femme du point de vue éducatif, social et moral »¹.

D'après Mme de Corlieu, les militantes de la section française du ICW se répartissaient en commissions spécialisées étudiant tous les problèmes des femmes dans la société. Des ouvrières comme Jeanne Bouvier et Coulmy y côtoyaient des aristocrates comme la duchesse d'Uzès ou des grandes bourgeoises comme

1. Mme de Corlieu, *Conférence sur le Conseil international des Femmes*, présentée à l'Association française des Femmes diplômées des Universités de Grenoble : le 7 mars 1959.

Avril de Sainte-Croix, Sara Monod, Cécile Brunswick, Maria Vérone, etc. Des catholiques y retrouvaient des protestantes, des israélites et des francs-maçonnnes. Elles obtinrent la libre disposition de ses gains pour la travailleuse mariée (1907), des lois et sanctions contre l'abandon de paternité (1912), l'interdiction du travail des enfants dans la verrerie, l'entrée des femmes dans les grands organismes administratifs (Conseils supérieurs de l'Assistance publique, des PTT, des prisons, Comité ministériel du travail féminin, etc.), elles réclamèrent sans relâche un salaire minimum pour la travailleuse à domicile, l'égalité de traitement des instituteurs et des institutrices, enfin l'abolition des maisons de prostitution¹.

Fortes de ce soutien, les institutrices obtinrent l'application de l'égalité des traitements avec leurs collègues masculins, après dix ans de luttes homériques².

A la même époque (1904), se créa aux États-Unis et en Angleterre une seconde organisation internationale : *The International Woman Suffrage Alliance (IAW)* qui s'opposa aux comités contre le suffrage féminin qui s'étaient formés dans ces deux pays et prit des positions internationalistes à une époque de nationalisme. Des sections nationales de l'IAW se formèrent dans les pays d'Occident pour promouvoir le suffrage des femmes. Une autre organisation, créée en Angleterre pour le même but par Emmeline Pankhurst et ses filles (*The Women's social and political union*), utilisa les tactiques extrémistes : bris de vitres, bombes, incendies, interruption de meetings parlementaires, grèves de la faim et même suicides³. En 1903, les Finlandaises obtinrent le droit de vote étendu à toutes les femmes.

L'ICW et l'IAW s'entendirent pour condamner la prostitution qu'au Congrès de 1913 de l'ICW la suffragette anglaise Millicent Garret Fawcett qualifia d'« esclavage obligatoire des femmes pour les bénéfices financiers des hommes⁴ ».

Pendant la première guerre mondiale, les femmes furent embauchées en très grand nombre dans les usines d'armements françaises, anglaises, etc., pour y

1. *Ibid.*

2. A. Michel et G. Texier, *La condition de la Française d'aujourd'hui*, Paris, Gonthier, 1964 (vol. 2).

3. Édith Hurwitz, art. cit.

4. Édith Hurwitz, art. cit.

remplacer les hommes appelés au combat. On oublia alors la distinction des rôles masculins et féminins et le principe de la mère au foyer ; la garderie des enfants fut facilitée pour permettre aux femmes de remplir leur rôle professionnel. Les femmes bourgeoises se mobilisèrent comme agents de renseignements, pour soigner les grands malades, rechercher les disparus et assister les prisonniers, etc. Elles firent passer au premier plan la lutte pour la paix. Ainsi le principal Comité de l'ICW, intitulé *Peace and International Relations*, créé en 1899, exigea la création d'une organisation internationale en vue de restaurer la paix¹. Pendant la première guerre mondiale, les féministes de l'ICW organisèrent une Conférence internationale à La Haye : « En dépit des tracasseries de la presse et de leurs gouvernements respectifs, les femmes allemandes, britanniques, austro-hongroises et italiennes se réunirent pour condamner les souffrances et l'oppression des femmes. En opposition avec l'agressivité de leurs pays respectifs, ces femmes se considéraient comme des sœurs, offrant leur entraide, leur sympathie et leurs propositions de paix. La Conférence envoya des déléguées des pays non belligérants comme les États-Unis et la Hollande en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Autriche-Hongrie pour présenter leur appel en faveur de la paix au nom du monde des femmes » (*ibid.*).

Mais les revendications des travailleuses ne furent pas pour autant négligées par les féministes. L'ICW réussit à faire inclure dans le traité de Versailles en 1918 et dans la Convention de la Société des Nations le principe « à travail égal, salaire égal » que les féministes défendaient depuis plusieurs générations (*ibid.*). Une Française, Mme Avril de Sainte-Croix, devint à la Société des Nations la déléguée permanente de toutes les associations féminines non gouvernementales dans le monde (les futures ONG).

1. *Ibid.*

Tandis que les féministes se battaient sur le front de la paix et des lois sociales¹, les ouvrières s'activaient : « Dès 1916, des grèves de femmes éclatent dans les usines de guerre : les ouvrières réclament des indemnités de vie chère et des augmentations de salaires... En juin, dans les usines de guerre, on compte 12 371 hommes et 29 965 femmes en grève pour la région parisienne, 5 425 hommes et 11 119 femmes en province. »² Le relèvement des salaires féminins fut la conséquence de ces luttes d'ouvrières.

2. L'entre deux-guerres. Après la première guerre mondiale, le droit de vote fut obtenu par les femmes de 21 pays (Autriche, Afrique britannique de l'Est, Canada, Crimée, Tchécoslovaquie, Danemark, Estonie, Allemagne, Grande-Bretagne, Hongrie, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hollande, Pologne, Rodhésie, Russie, Suède, Ukraine, États-Unis). Les grandes organisations féministes comme l'ICW et l'IAW se consacrèrent alors à la prévention de la guerre et à la défense des droits des travailleuses et des femmes : bien-être des ouvrières, allocations familiales, égalité des conditions de travail pour les deux sexes, défense des enfants illégitimes, droit de la femme mariée de garder son nom et sa nationalité. Ces deux associations se regroupèrent à Genève au sein du Comité uni des Organisations représentatives de Femmes ; celui-ci comprenait également la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, l'Union des femmes chrétiennes pour la tempérance, l'Association mondiale des Jeunes Femmes chrétiennes, le Comité international des Infirmières, l'Union mondiale des Femmes pour la Concorde international³. Ce Comité agit comme groupe de pression auprès de la Société

1. Hélène Brion, *La voie féministe*, présentée par H. Bouchardeau, Paris, Syros, 1978.

2. *Les femmes et le travail du Moyen Age à nos jours*, Paris, La Courtille, 1975.

3. Édith Hurwitz, art. cit.

des Nations et du BIT pour développer les relations internationales, promouvoir la paix, abolir la prostitution, améliorer la santé et le bien-être des enfants, l'éducation des jeunes et les conditions de travail et de salaires des travailleuses. Malgré leur dynamisme, les féministes ne réussirent pas à obtenir de la SDN que la femme mariée garde sa nationalité.

Les luttes des Françaises du CNFF illustrent le féminisme de l'époque. Un premier objectif du CNFF fut de prévenir la guerre en soutenant les initiatives ayant pour but d'éviter l'humiliation des Allemands, vaincus en 1918, car les féministes françaises comprenaient alors que celle-ci servirait de tremplin à une revanche armée dans le futur. Dans ce but, à part quelques exceptions, elles soutinrent la révision du traité de Versailles contre une opinion chauvine exacerbée. Elles avaient conscience que les valeurs à promouvoir dans les relations internationales devaient se différencier des valeurs traditionnelles (orgueil national, chauvinisme aveugle, etc.) qui avaient jusqu'ici triomphé dans la politique des hommes d'État.

Les féministes du CNFF obtinrent plus de succès dans le domaine de l'éducation des filles (droit de passer le baccalauréat, égalité des agrégations, etc.), elles militèrent pour le droit des femmes à l'emploi, de meilleures conditions de travail et l'égalité des salaires¹. Les femmes purent entrer dans les administrations centrales. Après deux ans de luttes, les employées des PTT obtinrent en 1927 l'égalité des salaires avec les hommes, suivies de peu par les employées de la Caisse des Dépôts et Consignations et des professeurs de l'enseignement secondaire². Par ailleurs, les femmes ouvrières et employées défendirent âprement leur droit à l'emploi à une époque où il était admis, devant la montée du chômage liée à la crise mondiale, de renvoyer les femmes au foyer et d'interdire légalement l'accès de la fonction publique aux femmes mariées.

Les féministes françaises furent moins heureuses dans le domaine des droits politiques car, en dépit d'un vote positif de la Chambre des députés en faveur du vote féminin, elles se heurtèrent à l'opposition conjuguée, dans le pays et au Sénat, des catholiques réactionnaires, des émules d'Hitler qui commençaient alors à s'organiser en France, et de la vieille garde maçon-

1. Mme de Corlieu, Conférence citée.

2. A. Michel et G. Texier, *op. cit.*

nique qui craignait que l'extension du droit de vote aux femmes favorise l'influence du confessionnal sur le vote¹. En 1936, Léon Blum accorda quatre sous-secrétariats d'État à des femmes mais leur refusa le droit de vote.

Dans le domaine du mariage, un premier succès fut obtenu quand, en 1932, on reconnut le droit de la femme mariée à un étranger de garder sa nationalité. La timide réforme du statut matrimonial de 1938 laissa les Françaises insatisfaites par suite des prérogatives encore exorbitantes maintenues au mari. Mais ce fut alors que les Françaises obtinrent le droit d'avoir une carte d'identité sans le consentement du mari² !

Dès 1920, Nelly Roussel, féministe française, avait plaidé pour la dissociation de la sexualité et de la procréation ; elle préconisa « la grève des ventres » au cours de la journée des mères de familles nombreuses. Sous la pression chauvine, le Parlement français vota la loi de 1920 qui interdisait le contrôle des naissances et augmentait les peines contre l'avortement provoqué. La Belgique, l'Italie, l'Allemagne allaient bientôt suivre la même voie³.

Le « personnalisme » était la philosophie qui impulsait la lutte des féministes de l'ICW pour les droits et la promotion des femmes. Il écartait les raisons instrumentales (la justification économique ou le rôle fonctionnel de mère et d'épouse) et invoquait la dignité de la personne, cette dignité ne consistant pas à réduire les femmes au rôle de procréatrices, mais à pouvoir jouir des droits politiques et économiques qu'on leur refusait. Le personnalisme impliquait pour les féministes de l'époque que « pour tout esprit honnête, la discrimination refusée entre l'homme et la femme exige le même refus vis-à-vis des êtres humains de différentes classes ou races, la discrimination refusée entre les hommes de différentes classes ou races suppose le même refus vis-à-vis des femmes »⁴.

1. Mme de Corlieu, *ibid*.

2. *Ibid*.

3. Conrad Van Emde Boas, La vie sexuelle en Europe, *Bulletin du Mouvement français pour le planning familial*, n° 18, septembre 1961.

4. Mme de Corlieu, *ibid*.

3. Les conquêtes des femmes en Union soviétique avant 1940. Alors que les féministes d'Occident se débattaient pour obtenir leurs droits économiques, politiques et civils, les femmes russes préparent activement avec les hommes la Révolution communiste de 1917 qui les fera accéder à ces droits. Mais faire croire que cette obtention fut un cadeau des nouveaux dirigeants de la Russie, c'est estomper délibérément la participation des femmes non seulement à l'avènement de la Révolution, mais aussi à leurs luttes pour l'égalité et pour les lois sociales dans les années précédant la Révolution.

Ainsi Alexandra Kollontaï forma en 1907 un club de 200 femmes à Saint-Petersbourg qui demandait la protection des travailleuses contre le travail trop dur, avant et après les maternités. Les premiers décrets sociaux de la Révolution bolchevique créèrent l'assurance-maladie, la gratuité des soins pendant seize semaines avant et après la naissance d'un enfant et l'interdiction de renvoyer une femme enceinte. La domination du mari fut supprimée dans le mariage et dans l'administration des biens du ménage, le divorce facilité et l'enfant illégitime devint l'égal de l'enfant légitime.

Dans le domaine des droits politiques, l'égalité fut proclamée mais les femmes russes, des grandes aristocrates aux plus humbles ouvrières, transformèrent les rôles masculins et féminins bien plus que ne le suggéra la formulation de ces lois égalitaires. Déjà, avant même cette proclamation, les ouvrières du textile déclenchèrent en février 1917 une grande grève de 90 000 travailleurs, au cours de laquelle, avec le secours des métallurgistes, elles se dirigèrent à la Douma de Saint-Petersbourg pour demander du pain. Ce fut le prélude de la Révolution.

La Révolution bolchevique établie, les femmes s'engagèrent dans l'armée, fournirent des cadres et des effectifs aux luttes de guérillas contre l'Armée blanche, formèrent un département de femmes au sein du Parti communiste (le *Genotdel*) qui mobilisa les femmes contre la famine, pour le soutien au nouveau gouvernement dans la guerre civile et pour les droits des femmes.

Les intellectuels et les politiques comme A. Kollontaï, Lénine et Trotsky comprirent très vite que l'égalité des droits accordée aux femmes dans la famille et le travail était impuissante à réaliser l'égalité sociologique des conditions entre les sexes tant que les femmes auraient en charge les tâches éducatives et domestiques... Aussi on s'efforça de créer des sortes de communes où les services collectifs étaient assurés. Mais au lieu de préserver l'intimité des couples en leur donnant un logement suffisant et d'améliorer le standing des équipements collectifs de ces communes, le pouvoir décida, après la fin de la guerre civile, de développer la productivité. Les dirigeants de l'époque étaient plus soucieux de rendement que de la condition des femmes. Peu à peu les conquêtes des femmes furent grignotées, voire supprimées. Les directeurs des usines refusèrent de développer les crèches et les garderies et de faciliter le travail des mères, aidés en cela par un antiféminisme virulent, vestige de l'oppression des femmes russes dans tous les milieux. Au lieu de mettre l'emphasis sur les besoins des femmes, la conception instrumentale des femmes et de la famille l'emporta. En 1929, le *Genotdel* fut dissous, prélude à la réhabilitation de la famille traditionnelle dans le Code de la famille de 1930. L'avortement légal fut aboli en 1936, ainsi que le droit de la mère célibataire de demander en justice l'aide financière du père de son enfant. Le divorce devint plus difficile et plus coûteux, l'homosexualité, un délit. La construction d'une société socialiste fut perçue par les stalinistes comme nécessitant le retour aux rôles masculins et féminins traditionnels dans la famille : les femmes étaient encouragées à avoir une nombreuse progéniture, à travailler durement pour remplir les exigences du Plan. Malgré les discours égalitaires, elles devaient se tenir à leur place dans la famille, au travail et dans la société : une place secon-

daire qui ne mettait plus en jeu la prépondérance des hommes dans les rôles économiques et politiques et la subordination des femmes dans les tâches domestiques. Toutefois cette conception instrumentale de la femme ne fut jamais l'objet d'une théorie fasciste : en dehors de la répression sexuelle par les limitations dont on vient de parler, des éloges de la maternité et des familles nombreuses, les femmes soviétiques ne se virent jamais interdire ni l'accès aux moyens d'acquérir l'autonomie économique par l'éducation et l'emploi salarié, ni la participation à la vie politique, culturelle et au sport.

4. Les femmes dans les pays fascistes. Au contraire, la conception instrumentale de la femme comme un être inférieur, destiné à servir le mari dans la famille et l'État national-socialiste en lui donnant beaucoup d'enfants, fut érigée en doctrine systématique dans les sociétés fascistes d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne. L'Allemagne nazie adopta le slogan des trois K (enfants, cuisine, église). Ce fut le premier pays à licencier par décret toutes les femmes mariées travaillant dans la fonction publique. De plus, « toute une série de mesures furent prises pour écarter les jeunes filles de la culture »¹, pour leur interdire l'entrée des lycées et des écoles mixtes et les préparer dans des écoles spéciales aux fonctions de bonnes ménagères. Un quota de 10 % de filles fut fixé pour l'admission au bac. L'exercice de la médecine fut interdit aux femmes. Dans la doctrine nazie : « La femme est une sorte d'animal. La famille est le seul lien naturel et une femme qui revendique sa liberté sexuelle est impure, tout autant que le Juif, le

1. Séminaire de Maria A. Macciocchi, *Éléments pour une analyse du fascisme*, vol. 1, p. 193, Paris, Union générale d'Édition, 1976 (« 10/18 »).

Noir et l'homosexuel. Le féminisme est une perversion bourgeoise, une violation de l'ordre naturel des choses. La communauté nazie est faite de frères homosexuels qui excluent la femme et valorisent la Mère.»¹ En Espagne, toutes les conquêtes des femmes obtenues sous la République (droit de vote en 1931, droit à l'avortement en Catalogne) furent abolies par le régime fasciste de Franco.

II. — La situation des femmes et les mouvements féministes dans la deuxième moitié du XX^e siècle

1. La résistance au fascisme. Les grands pays n'auraient jamais pu mettre fin à l'occupation fasciste en Europe sans le concours des femmes. Cette participation des femmes à la lutte antifasciste prit deux formes : engagement des femmes dans l'armée régulière ou les combats de guérillas, participation massive à la production de guerre.

La lutte des femmes soviétiques pour défendre leur territoire contre l'invasion nazie fut exemplaire, car elle combina étroitement les deux formes indiquées ci-dessus. Un seul exemple : l'action des femmes lors du siège de Léninegrad qui dura neuf cents jours (septembre 1941 à janvier 1944). Elles participèrent à toutes les activités les plus inusitées pour des femmes et pour des citadines : construction de 600 km de fossés antichars, de barbelés et de fortins autour de la ville, élévation de barricades en banlieue, participation à la défense antiaérienne et aux luttes de guérillas, extinction des incendies déclenchés par les bombardements intensifs, fabrication de munitions dans les usines de guerre, aménagement de potagers en plein centre de la

1. Maria A. Macciocchi, *op. cit.*, p. 195.

ville pour nourrir une population de 2 500 000 habitants qui n'avaient pas quitté la ville et que l'armée nazie plongeait dans la famine par suite du blocus et des bombardements¹.

Peu de temps après le début de la deuxième guerre mondiale fut créé en Union soviétique le Comité antifasciste des Femmes soviétiques qui, à son premier meeting du 7 septembre 1941, fit un appel aux femmes du monde entier pour combiner leurs efforts en vue de la bataille contre le fascisme. Des femmes de tous les pays (Grande-Bretagne, États-Unis, Inde, Autriche, etc.) exprimèrent leur solidarité avec la lutte des femmes soviétiques et leur désir de contribuer à la victoire contre le fascisme². Par ailleurs, « ce fut durant ces premiers jours que les premiers contacts s'établirent entre les femmes soviétiques et celles d'Europe centrale et du sud-est de l'Europe qui se joignirent à la bataille contre les fascistes occupant leur territoire, en travaillant avec la Résistance. Beaucoup de femmes bulgares, yougoslaves, polonaises, tchécoslovaques prirent part à la lutte armée soit en tant que membres de groupes de guérillas, soit en tant qu'unités de l'armée »³. Ainsi, en Yougoslavie, plus de 100 000 femmes s'engagèrent chez les Partisans et dans l'armée de libération de Tito, la seule armée régulière d'Europe continentale qui, avec celle de l'Union soviétique, ne déposa jamais les armes sur le territoire national dans le combat antifasciste pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale.

Dans toute l'Europe, des femmes sauvèrent par leur participation à la lutte antifasciste l'honneur de leur pays. En France, trois femmes mortes pour leur participation à la Résistance, la communiste Danièle Casanova, la chrétienne Berthie Albrecht, la socialiste Suzanne Buisson, symbolisent l'héroïsme dans la Résistance de milliers d'autres Françaises, appartenant à toutes les opinions politiques ou religieuses. Certaines créèrent des réseaux dans l'entreprise où elles travaillaient, d'autres servaient de boîtes aux lettres,

1. Le siège de Leningrad, *Bibliothèque de Travail*, 1^{er} janvier 1966, n° 617.

2. *Women Today*, Moscou, Progress Publishers, 1975, p. 97.

3. *Ibid.*, p. 97.

d'agents de renseignements ou de liaison¹. Déportées, elles organisèrent la lutte au sein des camps de concentration. Ainsi à Ravensbruck passèrent environ 7 000 Françaises dont les trois quarts étaient des prisonnières politiques².

En Italie, après une période de « consensus » à l'idéologie fasciste (de 1927 à 1943), les femmes furent aussi nombreuses à prendre le maquis contre le fascisme que dans les autres pays européens : « Il y eut en Italie 35 000 résistantes et 70 000 femmes firent partie des groupes de défense de la femme associés au corps des volontaires de la liberté. 4 653 femmes furent arrêtées, torturées et condamnées. 623 furent fusillées ou tombèrent au combat, 2 750 furent déportées en Allemagne et 15 furent décorées de la médaille d'or de la Résistance. »³

En Espagne, des milliers de femmes (dont Éva Forest et Lydia Falcone sont les plus connues) participèrent à la lutte contre le franquisme ; certaines d'entre elles subirent la torture et la prison ; d'autres organisèrent leur solidarité aux victimes du fascisme⁴. Même dans l'Allemagne nazie, il y eut des femmes courageuses comme Joan Kirchener, Éva Buch et ses compagnes qui s'engagèrent héroïquement dans le combat antinazi : traquées, dénoncées, elles furent pendues par les hitlériens.

En Angleterre et aux États-Unis, c'est grâce aux femmes mobilisées pour produire dans les usines d'armements que les hommes purent se battre sur les fronts les plus lointains.

1. *Mille visages, un seul combat*, témoignages recueillis par Simone Bertrand, Paris, Les Éditions français réunis, 1965, et Ania Francos, *Il était des femmes dans la Résistance*, Paris, Stock, 1978.

2. Germaine Tillion, *Ravensbruck*, Paris, Le Seuil, 1973.

3. M. A. Macciocchi, *Éléments pour une analyse du fascisme*, op. cit., p. 268 (« 10/18 »).

4. Éva Forest, *Témoignage de lutte et de résistance*, Paris, Éditions des Femmes, 1977.

Ainsi l'Angleterre représente « le seul cas connu d'une mobilisation féminine organisée dans une démocratie occidentale »¹. En effet, en mars 1941, après la défaite de la France, « le ministère du Travail fut chargé d'un véritable recrutement qui ressembla par bien des côtés au recrutement des hommes pour l'armée. Il se fit par classe d'âges en commençant par les femmes les plus jeunes. Les employeurs privés se virent interdire l'emploi des femmes de vingt à trente ans qui tombaient sous le contrôle des *Work Orders* (ordre de travail) »². Ceci afin de mobiliser les femmes dans les industries d'armement. En 1944, il y en avait 7 650 000 qui se trouvèrent engagées dans l'industrie et les services auxiliaires ou la défense civile, soit environ 2 000 000 de plus qu'auparavant³. En 1942, « la demande était telle qu'on en vint à restreindre l'entrée des jeunes filles dans les Universités »⁴. Un âge limite fut fixé pour celles qui continuaient les études. Des facilités exceptionnelles (travail à temps partiel, travail à domicile, crèches, garderies) furent offertes aux Anglaises en vue de cette mobilisation.

Aux États-Unis, en 1942, la commission de la main-d'œuvre de guerre demanda 4 000 000 de personnes supplémentaires ; on les trouva d'abord dans les chômeurs masculins, mais dès 1943 il fallut recourir aux femmes américaines en utilisant des campagnes de presse et de radio à travers le pays. De même qu'en Angleterre, des facilités leur furent accordées et, de 10 millions en mars 1941, les femmes américaines exerçant un emploi passent à 18 millions en août 1944 (16 dans les métiers non agricoles et 2 dans l'agriculture)⁵.

2. La situation des femmes dans l'après-guerre (1945-1965). La fin de la deuxième guerre mondiale voit le retour en masse des hommes et leur recyclage du militaire au civil. Dans les pays occidentaux, les hommages ne manquèrent pas d'être rendus aux femmes pour leur contribution à la résistance contre le fascisme et à la production. Ainsi le ministre anglais du Travail déclara en décembre 1945 « qu'elles avaient

1. Évelyne Sullerot, *Histoire et sociologie du travail féminin*, Paris. Gonthier, 1968.

2. *Ibid.*, p. 186, 187 et 188.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. É. Sullerot, *op. cit.*, p. 192 et 193.

fait un travail splendide pendant la guerre et que nous avons besoin autant de leur aide aujourd'hui »¹. Néanmoins on les renvoya au foyer pour faire place aux démobilisés : la main-d'œuvre féminine chuta, particulièrement dans la métallurgie, la chimie et l'agriculture. Les femmes étaient obligées d'accepter des salaires inférieurs aux hommes pour conserver leur emploi, alors que pendant la guerre l'écart s'était réduit. Les préjugés à l'égard des femmes mariées, qui s'étaient traduits par des interdictions de travailler au moment de la crise mondiale, reprirent de plus belle, ce qui n'empêcha pas les Anglaises mariées de faire face.

Aux États-Unis, une campagne fut déclenchée pour le retour des femmes au foyer, car il fallait réintégrer les démobilisés au marché du travail. Mais « la brutale déflation du nombre de femmes au travail ne se poursuivit pas aussi longtemps et aussi complètement qu'on aurait pu s'y attendre : les Américaines ne se détournèrent pas du monde du travail »². Sauf peut-être dans les classes moyennes où diminuèrent le pourcentage des femmes ayant le doctorat et celui des femmes exerçant des professions libérales. Plus tard, « un indéfinissable malaise » s'empara des femmes instruites des classes moyennes que le culte restauré de la mère au foyer limitait aux rôles étriqués d'épouse, de mère et de consommatrice³. En Angleterre, aux États-Unis, tous les équipements collectifs (crèches, garderies, cantines) qui avaient été créés pour faciliter le travail des femmes disparurent.

En Italie, « les femmes ne reçurent pas comme un don leur libération du fascisme, de même qu'on ne leur

1. É. Sullerot, *op. cit.*, p. 190.

2. É. Sullerot, *op. cit.*, p. 197.

3. Betty Freidan, *La femme mystifiée*, Paris, Gonthier, 1964, paru aux États-Unis en 1963 sous le titre *The feminine Mystique*.

a pas offert cet article sur l'égalité des sexes qui figure dans la Constitution italienne du 1^{er} juillet 1945 »¹. En France, le pouvoir fut contraint d'accorder leurs droits politiques aux femmes, mais il maintint la législation napoléonienne alors que les femmes de la plupart des pays occidentaux obtenaient des droits plus égalitaires dans la famille. La France s'embourba dans deux guerres coloniales pendant quinze ans (de 1945 à 1962, date de la fin de la guerre d'Algérie) plutôt que d'abolir les lois sexistes du mariage et de la famille. Il fallut attendre 1965 pour une réforme encore timide de la condition de la femme mariée dans l'administration des biens du ménage et 1970 pour le remplacement de la puissance paternelle par la puissance parentale.

En France, les femmes étaient trop absorbées par la lutte anti-colonialiste pour reconstituer les mouvements féministes d'avant-guerre. Dans tous les milieux sociaux, des femmes courageuses et intelligentes travaillèrent sans relâche à remplacer la guerre par la négociation avec ceux qui dirigeaient la résistance contre le colonialisme français en Indochine et en Algérie. Il y eut d'innombrables femmes des classes moyennes et des ouvrières pour organiser de grandes manifestations et des grèves pour la paix en Indochine et en Algérie, des intellectuelles et des journalistes de grande valeur qui firent connaître la vérité sur la condition faite au peuple d'Indochine (Andrée Viollis, Madeleine Riffaut) ou au peuple algérien (Germaine Tillion). De brillantes avocates (comme Madeleine Stibbe ou Gisèle Halimi) défendirent avec courage les nationalistes algériens devant les tribunaux. Madeleine Collas et Madeleine Rébérioux dénoncèrent la torture, firent connaître la condition du peuple algérien et organisèrent la lutte pour la paix dans des comités spécifiques. Micheline Pouteau et ses amies du réseau Jeanson organisèrent la solidarité en France avec la lutte nationaliste des Algériens. Une ethnologue éminente, Germaine Tillion, dénonça la torture, organisa la lutte contre le sous-développement algérien et assumait la très dangereuse mission demandée par le gouvernement français des premiers contacts avec les chefs de l'insurrection algérienne dans la casbah d'Alger. Un silence total entoure les actions multiples

1. M. A. Macciocchi, *op. cit.*, p. 271.

de ces femmes. Les médias ne sortirent de l'ombre que le rôle héroïque de Geneviève de Galard, assistant les blessés français de Diên Biên Phû, car il s'agissait là d'un rôle traditionnel féminin accepté par les hommes en vue d'atténuer les maux déclenchés par leur folie meurtrière. Mais on soustrait de l'information et de l'histoire les rôles constructifs des femmes en faveur de la vérité et de la négociation.

Cependant l'espoir que les femmes obtiendraient finalement leurs droits existait chez les Françaises depuis que Simone de Beauvoir avait écrit ce livre encore remarquablement jeune : *Le Deuxième Sexe* (1949). Dans cet ouvrage, Simone de Beauvoir affirmait avec force sa conviction que ce n'était pas la nature qui limitait les rôles féminins mais un ensemble de préjugés, de coutumes et de lois archaïques dont les femmes étaient plus ou moins complices. Elle faisait appel au sentiment de dignité des femmes pour qu'elles secouent une subordination dont elles étaient en fait victimes tout en croyant y trouver – grâce au mariage – leur confort et leur intégration sociale. Cet appel existentialiste à la dignité des femmes fut entendu des femmes de toutes les classes sociales et de tous les continents (États-Unis, Japon, etc.) où *Le Deuxième Sexe* fut traduit. Il se situe dans la lignée de la philosophie personnaliste qui inspira les premières féministes de l'ICW et du CNFF. Simone de Beauvoir insistait sur la nécessité pour les femmes d'exercer une profession afin de conquérir l'indépendance économique. Elle allait inspirer la lutte féministe des fondatrices américaines et françaises des mouvements de libération des femmes.

En Union soviétique, les déclarations officielles, les films, la littérature d'après-guerre rendirent hommage à l'action des femmes dans la lutte contre l'occupant nazi, mais si le droit à l'avortement fut rétabli en 1955 (sans doute pour pallier l'avortement clan-

destin), si l'on discuta des droits de la mère célibataire, les femmes étaient toujours perçues et glorifiées comme des mères et des productrices ; autrement dit, la conception instrumentale de la femme dominait encore dans le discours officiel. Mais, contrairement aux pays occidentaux, l'hécatombe tragique de millions d'hommes soviétiques contraignit à utiliser la main-d'œuvre féminine sans limitation de rôles. Le pourcentage de femmes dans la population active fut le plus élevé de tous les pays (47 % en 1960), et les femmes firent des percées spectaculaires dans des professions traditionnellement masculines : ainsi, en 1960, elles constituaient 80 % des médecins et le tiers des ingénieurs¹.

En résumé, au cours des vingt années qui suivirent la seconde guerre mondiale, les gouvernements des pays développés de l'Ouest comme de l'Est ne se départirent pas de leur conception instrumentale des femmes : la société n'existe pas pour développer les potentialités des femmes, mais celles-ci existent pour les besoins de production et de reproduction de la société. On les utilise en temps de guerre dans la production et dans l'armée, mais on les renvoie au foyer quand on n'a plus besoin d'elles.

3. La période de reconstruction du féminisme (1965-1980).

A) *La lutte pour la séparation de la sexualité et de la procréation en Occident.* Les progrès de la chimie et de la technique médicale avaient permis de mettre au point des contraceptifs efficaces et, grâce à eux, pour la première fois, les femmes pouvaient réaliser leurs tentatives millénaires de séparer sexualité et procréation.

1. *Women Today*, Moscou, Progress Publishers, 1975 (p. 37 et s.).

Simone de Beauvoir avait dit que « la libération des femmes commence au ventre ». Dès lors une grande lutte fut engagée par les femmes pour mettre ces moyens au service de toutes les femmes et que soient abolies les législations répressives encore en vigueur dans la plupart des pays.

Les premières pionnières de cette cause se recrutèrent dans les pays d'Europe du Nord et aux États-Unis. Les Pays-Bas avaient ouvert une clinique de contraception dès 1883. Née à la fin du XIX^e siècle dans une famille irlandaise des États-Unis, l'Américaine Margaret Sanger fut la pionnière infatigable du *birth control*, bravant les préjugés et les lois répressives de son pays, parcourant inlassablement l'Europe et l'Extrême-Orient jusqu'à ce que le mouvement en faveur du *birth control* se développe à l'échelle mondiale¹. En Angleterre, Mary Stopes, en Suède, Elise Ottesen-Jensen furent également des pionnières. En France, Mme Weill-Hallé livra une lutte acharnée pendant quatorze ans, aidée par de nombreuses femmes appartenant à toutes les professions (juristes, médecins, journalistes, sociologues, etc.), à toutes les classes sociales et à toutes les confessions politiques et religieuses. Finalement la loi Neuwirth (1967), en légalisant la contraception, vint couronner cette lutte difficile dans un pays où les idées accusaient un retard considérable et où l'opposition à la contraception féminine se recrutait à la fois dans les hiérarchies catholiques et communistes qui se rejoignaient dans leur conception instrumentale des femmes.

Aux États-Unis, la contraception était presque totalement acceptée et une majorité de couples en âge de procréer pratiquait une méthode contraceptive en 1973. Sept couples sur dix parmi les utilisateurs se servent des méthodes les plus efficaces². En France, environ deux couples sur trois pratiquent la contraception. Dans la mesure où il n'y a pas encore de méthode contraceptive efficace à 100 %, la dissociation de la sexualité et de la procréation ne pouvait s'effectuer entièrement sans que les femmes obtiennent également le droit à l'avortement. Les féministes d'Angleterre et des États-Unis furent ici encore parmi les premières à engager la bataille de l'avortement contre les champions de l'irrédentisme nataliste et de *Laissez-les vivre*. En 1967,

1. Mme Weill-Hallé, Hommage à Margaret Sanger, *Bulletin du Mouvement français pour le planning familial*, juin 1961, n° 17.

2. *Peuples*, 1976, vol. 3, n° 4, p. 34.

la liberté de l'avortement fut instaurée en Angleterre, les États-Unis suivirent en 1973, la France en 1975, l'Italie en 1978 et la Belgique en 1990. Dans d'autres pays (Espagne, RFA), la loi fut libéralisée mais aggravée pour les Allemandes de l'ex-RDA et inchangée pour les Irlandaises qui n'ont même pas droit à l'avortement après un viol. La libéralisation de l'avortement dans la loi ne donne pas pour autant aux femmes les informations et les moyens financiers nécessaires pour recourir à un avortement effectué dans de bonnes conditions. Il y a encore de nombreuses étapes à franchir pour que toutes les femmes et non seulement les privilégiées accèdent en fait à ce droit. Les adversaires des lois libérales ne désarment pas et un peu partout, comme en Angleterre, en France et aux États-Unis, menacent de les réviser ou de les abolir. Aux États-Unis, la violence physique allant jusqu'au meurtre est utilisée par les partisans du mouvement *Pro-Life* contre le personnel travaillant dans les cliniques pratiquant l'avortement. Entre 1981 et 1985, les piquets de grève et harcèlements de ces cliniques étaient passés de 2 à 123 et les menaces de bombes et de mort de 2 à 81¹. Ces méthodes, complétées par d'autres plus rudes (invasions des cliniques, incendies effectifs, vandalisme, etc.) font des adeptes en Europe, sans pour autant décourager la résistance des féministes à ce nouvel intégrisme occidental.

La bataille de l'avortement n'est pas encore gagnée tant que les gouvernements des pays développés maintiendront leur conception instrumentale des femmes, mais un premier pas fut fait vers la conception personnaliste quand la Cour suprême des États-Unis déclara inconstitutionnelle au nom de la liberté de l'individu le maintien des législations répressives interdisant l'avortement dans certains États américains.

B) *L'apparition des Mouvements de Libération des Femmes depuis 1965*. Vers la fin des années 60, aux États-Unis, en Angleterre, en France et dans de nombreux autres pays occidentaux, une nouvelle génération de femmes apparaissait qui était née entre 1935

1. Joni Seager et Ann Olson, *Women in the world. An international atlas*, Londres et Sidney, Pan Books, 1986.

et 1945, qui n'avaient pas été usées comme leurs aînées par les luttes antifascistes ou anticolonialistes, qui, dans l'ensemble, avaient un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs mères. Beaucoup avaient bénéficié de la mixité à l'école et suivi des cours à l'université. Durant leur adolescence, ces femmes avaient été influencées par les thèmes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit au nom duquel les meilleurs s'étaient battus partout dans le monde pour vaincre le fascisme ; les Noirs aux États-Unis et les colonisés avaient entrepris de grandes luttes pour la reconnaissance de leur dignité. Comment ces femmes jeunes et instruites auraient-elles alors accepté qu'on leur refusât les plus récentes conquêtes de la chimie ou de la technique médicale pour séparer sexualité et procréation, qu'on les traitât comme des objets sexuels dans la vie quotidienne où le viol n'était passible que d'une peine mineure, qu'on exigeât d'elles le rôle domestique dans la famille, alors qu'elles assumaient le rôle professionnel tout autant que les hommes, bref qu'on les traitât de « second sexe » ? C'est dans ce contexte que naquirent les mouvements de femmes (*Women Movements*) en Amérique du Nord et en Europe. Relater ici toutes les actions des nombreux groupes qui se créèrent dans les deux continents est impossible. Contentons-nous de rappeler uniquement ici quelques jalons aux États-Unis et en France de l'action et de la théorie des WM.

Aux États-Unis en 1966, Betty Friedan fonda NOW (*National Organization of Women*), après avoir, trois ans auparavant dans *Feminine Mystique*, réveillé les sentiments féministes des Américaines instruites en décrivant le « malaise indéfinissable » des femmes au foyer. NOW regroupa surtout des femmes mariées ayant des enfants. Composé de 10 000 membres en 1971, il se perçoit comme un groupe de pression politique en vue d'obtenir des buts précis : recyclage

des mères de famille par l'accès à la formation et au droit à l'emploi, égalité des salaires masculins et féminins et des droits dans la famille, abolition de la publicité sexiste, etc. Sa philosophie est personnaliste : « NOW se consacre à l'idée que les femmes d'abord et avant tout sont des êtres humains qui, comme les autres personnes de notre société, doivent avoir l'occasion de développer à fond leur potentiel humain. »¹ Il ne s'agit plus de se limiter aux rôles d'épouse, de mère, d'éducatrice, etc., les seuls modèles féminins présentés aux Américaines avec le rôle de vamp ou de prostituée par les mass media et dans la culture depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Des femmes célibataires et jeunes se séparèrent de NOW pour créer dès 1967 les premières cellules d'un mouvement plus radical, le *Women Liberation Movement*. « Le WLM se définit comme un mouvement et non pas comme une organisation, ce n'est pas un groupe structuré... Le petit groupe a été dès l'origine la base, le cadre, la philosophie, parfois même le but unique des militantes... Les origines de ces petits groupes sont diverses et expliquent la variété de leurs fonctions, l'absence de modèle particulier ou de but précis. On trouve là l'idée que l'union fait la force et que les opprimés ne peuvent prendre conscience de leur oppression et la transcender qu'en se réunissant. »²

Dans cette mouvance, Joe Freeman, Ti-Grace Atkinson, Roxane Dunbar et bien d'autres, apparaissent des initiatrices. En 1969 et 1970, « le mouvement va se développer de ville en ville avec lyrisme et enthousiasme, redonner vitalité à des organisations moribondes. Ce nouvel élan va alors concilier toutes les tendances dans un *Women's Movement* plus large qui, désormais, va agir comme un groupe de pression politique et se développer

1. Cité par Rolande Ballorin dans *Le nouveau féminisme américain*, Paris, Denoël-Gonthier, 1972, p. 72.

2. Rolande Ballorin, *op. cit.*, p. 132 et 133.

comme une tendance culturelle et philosophique»¹. En tant que groupe de pression, les WLM entreprirent des actions innombrables auprès des pouvoirs publics, du gouvernement fédéral ou des gouvernements locaux, des media, des chaînes de journaux et de télévision, des universités pour changer l'image sexiste des femmes, abolir les discriminations dans l'emploi et les salaires à l'égard des femmes, obtenir le droit à l'avortement, etc. Une des réussites les plus spectaculaires des actions de NOW et du WLM fut d'obtenir des rappels de plusieurs millions de dollars qui furent versés aux ouvrières et aux employées par les grandes compagnies comme ITT pour les dédommager des pertes qu'elles avaient subies dans le passé en raison des discriminations de salaires.

L'apparition d'une littérature féministe sous différentes formes (journaux, livres sur les rôles des sexes, *Newsletters* donnant des informations précises sur les mouvements de femmes aux États-Unis et dans le monde, etc.) est une forme de lutte destinée à encourager le combat féministe et à dénoncer le sexisme partout où il se trouve. L'essai de Kate Millett *Sexual Politics* est l'exemple le plus célèbre de cette littérature féministe. Par la suite, la recherche féministe en histoire, sociologie, psychologie, économie, anthropologie, littérature, linguistique, s'est développée à un rythme rapide, si bien qu'il n'existe pas actuellement aux États-Unis de grandes universités qui n'aient un enseignement sur les femmes (*les Women Studies*) dans l'un de ses départements, qui ne publient un nombre impressionnant d'articles ou d'ouvrages sur les femmes, qui n'organisent des centres de documentation et des colloques sur les rôles des sexes ou les femmes et le développement.

Doit-on imputer l'apparition du MLF et, d'une façon générale, des mouvements de libération en Europe occidentale à l'exemple des féministes américaines ? Il semble que cet exemple ait agi comme stimulant et révélateur pour les Européennes, mais il n'a pas créé les conditions socio-économiques, éducatives, psychologiques qui constituaient un terrain favorable en Europe comme aux États-Unis pour le mécontentement des femmes et leur désir d'abolir le sexisme dans les institutions et les mœurs.

1. *Ibid.*, p. 83.

Mai 1968 révéla une profonde révolte de la jeunesse universitaire française, mais les femmes jeunes avaient encore plus de raisons d'être insatisfaites que les hommes. La condition des Françaises était toujours désastreuse. Si la loi Neuwirth a été votée, l'avortement est toujours interdit et l'avortement clandestin est un mal redoutable ; les discriminations dans l'emploi, les salaires, l'accès aux responsabilités frappent encore les femmes malgré toutes les lois égalitaires obtenues par suite des luttes ; la répression sexuelle et les images sexistes des femmes dans les mass media sont durement ressenties, ainsi que le double rôle qui pèse toujours sur les femmes. Cette condition est identique en Europe et aux États-Unis. Les mêmes causes engendrent les mêmes effets malgré les variations locales. En mai 1968, Anne Tristan crée, avec des amies FMA (Féminin-Masculin-Avenir), un groupe officiel du MDF (Mouvement démocratique féminin), fondé par des militantes affiliées à la FGDS (Fédération de la Gauche démocratique et socialiste)¹. Elles s'en séparent bientôt et rédigent à plusieurs un numéro spécial de *Partisans : Libération des femme - Année zéro*², où apparaît l'essentiel de la philosophie du MLF : la dénonciation du travail domestique « invisible », l'analyse par Christine Delphy du système patriarcal qui repose sur ce travail effectué par les femmes dans la famille et en fait une classe opprimée et exploitée. Des gestes spectaculaires comme la tentative en août 1970 de déposer sur la tombe du soldat inconnu une gerbe « à la femme du soldat inconnu », attirèrent l'attention. Le Manifeste des 343 femmes (en avril 1971), où des vedettes de la littérature et de l'écran voisinaient avec

1. Toute cette chronologie est tirée de l'ouvrage d'Anne Tristan et d'Annie de Pisan, *Histoires du MLF*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

2. Paru chez Maspero, 1970.

des inconnues pour déclarer qu'elles avaient avorté, fit connaître le mouvement à la presse et eut un retentissement international.

En même temps, des défilés de plusieurs milliers de féministes parcouraient les vieux quartiers révolutionnaires de Paris avec des pancartes exigeant le droit à l'avortement. Les femmes de ces quartiers approuvaient ces défilés, mais la presse fit le silence sur ces manifestations révélant la vitalité du jeune MLF. Puis ce furent deux étonnantes manifestations : d'abord les journées de dénonciation des crimes contre les femmes à la Mutualité (1972), où affluèrent les témoignages de femmes anonymes de toutes les professions et de toutes les confessions ; ensuite les journées de la Foire du Trône (en juin 1973), où les féministes caricaturèrent avec beaucoup d'humour dans des sketches de leur composition l'oppression quotidienne des femmes ; enfin la fondation de la *Ligue du droit des femmes* (le 8 mars 1974), présidée par Simone de Beauvoir, et la publication de la revue *Questions féministes*.

Toutes ces initiatives servirent de stimulants à une vaste floraison de petits groupes féministes, quelquefois hostiles les uns aux autres, mais pour l'essentiel orientés vers l'émancipation des femmes. Toutefois, les réactions aux initiatives d'Anne Tristan, plus tard secondée par Annie Cohen et Annie de Pisan pour la création de la *Ligue du droit des femmes*, méritent d'être signalées, car elles sont typiques de ce que l'on peut attendre de certaines femmes en pays latins, où depuis l'Inquisition et le Code Napoléon, les femmes doivent se soumettre et subordonner leur réflexion et leur désir à ceux des hommes. On reprocha aux féministes de ne pas faire de politique, d'être des bourgeoises, de ne pas s'engager dans les mouvements révolutionnaires aux côtés des hommes, bref de ne pas être leurs éternelles servantes. Mais, comme l'écrit Anne Tristan, « *Pour nous, le mouvement était évidemment essentiellement politique*, parce qu'il remettait en cause l'exploitation à sa racine, dans la relation de l'homme à la femme, partout où elle se manifeste, et d'abord quotidiennement. Nous redonnions au mot politique son sens authentique : vie du groupe humain et réflexion sur toutes les relations de groupe.

Rien à voir avec la politique, telle qu'on l'entend : tractations de pouvoir entre les minorités d'hommes qui ont le pouvoir. Affaires d'hommes, disent justement les femmes. Une affaire d'hommes qui se fait sur leur dos. »¹

Trente ans après les premiers mouvements de libération des femmes, on peut tenter de faire un rapide bilan. Il est considérable. Les féministes se révélèrent être novatrices dans tous les domaines. Dans le domaine philosophique comme dans celui des violences, des discriminations et des pratiques à l'égard des femmes. *Dans le domaine idéologique et scientifique*, les féministes ont démasqué et poussé dans leurs retranchements les vieilles idéologies politiques qui, de droite ou de gauche, séparaient le public et le privé, donnant la primauté aux hommes dans le secteur public et refoulant les femmes dans le privé. Elles ont montré que cette distinction était politique, et qu'elle occultait la relation fondamentale d'exploitation et de dépendance des femmes à l'égard des hommes. Enfermées dans la famille, les femmes produisent et reproduisent la force de travail dont la société a besoin ; la société ne leur est absolument pas redevable de cette production, qui est considérée comme une « *caractéristique biologique des femmes* » et non pas comme une catégorie économique. Le système patriarcal, antérieur au système capitaliste, se base sur cette « production invisible » des femmes dans la famille. C'est donc à ce niveau que doit être portée la lutte féministe, en rendant les femmes conscientes que la première exploitation subie se trouve dans l'invisibilité de cette production domestique, facteur dominant de leur situation d'infériorité dans les autres domaines de l'économie, de la culture et de la politique. Le système patriarcal constitue un tout indissociable. L'émancipation des

1. Anne Tristan et Annie de Pisan, *op. cit.*, p. 73.

femmes ne pourra s'accomplir tant qu'elles accepteront cette soumission à l'économie domestique. De brillantes théoriciennes féministes exposèrent leurs idées dans de nombreux ouvrages et articles de revues. Les plus connues sont Isabel Largaia à Cuba, Margaret Benston, J. Gardiner, J. M. Bujra, S. Himmelweit et Sheila Rowbotham en Angleterre; Kate Millett et Gloria Steinman aux États-Unis; Lidia Falcone en Espagne; Mariarosa Dalla Costa en Italie; Christine Delphy en France¹. De très bonnes revues universitaires furent créées par les enseignantes et les chercheuses: au Canada, *Recherches féministes* et *The Canadian Woman Studies*; aux États-Unis, *Signs*, *Women's Studies International Forum* et *Feminist Studies*, etc.; en Angleterre, *Feminist Review* et *Women's History Review*; en France, *Bulletin de l'Association nationale des études féministes*, *Clio* et *Cahiers du GEDISST*; en Belgique, *Chronique féministe* et *Sextant*; en Espagne, *Duoda*, *Revista d'Estudios Feministas* et *Arenal*; en Italie, *Memoria*; en Scandinavie, *Nora*; en Corée du Sud, *Women's Studies Forum*; au Liban, *Al Raida*, etc. En outre, de nombreux réseaux d'études féministes se sont constitués à travers le monde qui informent les chercheuses et enseignantes sur les programmes d'études concernant les femmes dans les universités et les centres de recherches. *Wise (Women's International Studies Europe)* est le plus connu mais d'autres réseaux sont en formation en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les pays nordiques. De remarquables dossiers d'informations sur la situation des femmes des pays musulmans (*Women Living Under Muslim Law*) sont diffusés dans le monde entier et, à la IV^e Conférence mondiale des Femmes à Pékin

1. Christine Delphy, L'ennemi principal, in *Libération de la femme - Année zéro* (*Partisans*, numéro spécial), 1970, 54-55.

(en 1995), les chercheuses de tous les pays ont planifié la création d'une organisation mondiale des études sur les femmes (*World Wide Organization of Women's Studies*).

La contestation par les féministes de la science économique des hommes qui occulte complètement la production non marchande des femmes les incita à examiner d'un esprit critique l'ensemble des sciences humaines et des sciences sociales. Les postulats de l'anthropologie, de l'histoire, de la psychologie, de la psychanalyse, de la sociologie furent l'objet de la démystification des féministes qui reprochent à ces sciences de véhiculer sous un jargon pseudo-scientifique les préjugés les plus traditionnels à l'égard des femmes¹.

Dans le domaine de la « vie privée », les féministes furent également des novatrices en refusant dans leur vie quotidienne d'ériger une barrière entre vie privée et vie publique, entre engagement idéologique et pratique quotidienne. Les statistiques de tous les pays occidentaux accusent une baisse de la nuptialité et de la natalité, une hausse des divorces surtout demandés par les femmes, preuve qu'elles ne se précipitent plus dans le mariage comme leurs mères. Les statistiques révèlent que plus le niveau d'éducation des femmes s'élève, moins souvent elles se marient et plus souvent elles divorcent. Cette évolution ne signifie pas que ces femmes rejettent le mariage et la famille mais elle révèle qu'elles n'acceptent plus les relations d'inégalité à l'intérieur du couple, en particulier la charge exclusive des tâches domestiques. Le développement de l'union libre

1. Voir (sous la direction d'Andrée Michel), *Les femmes dans la société marchande*, Paris, PUF, 1978 ; et *Femmes, sexisme et société*, Paris, PUF, 1977.

et de la famille monoparentale, la recherche de la vie amoureuse ailleurs que dans l'hétérosexualité sont autant d'alternatives au mariage traditionnel que les féministes ont suggérées dans leurs écrits et dans leurs pratiques quotidiennes. La révolution des mœurs accompagne la révolution féministe des idées, mais elle n'a rien à voir pour les féministes avec la « révolution sexuelle » prônée par les hommes.

Dans le domaine de la culture, les femmes poursuivent avec acharnement le sexisme dans l'image et la présentation des femmes dans la littérature, les mass media, la publicité. En France, elles demandent que la loi anti-sexiste soit complétée par des dispositions permettant aux associations féministes de se porter partie civile contre toute atteinte (acte, discrimination, image) contraire à la dignité de la femme. Partout les femmes créent des maisons d'édition qui diffusent des idées féministes grâce à la publication d'innombrables ouvrages sur les femmes. Un peu partout, elles réécrivent les livres scolaires et les livres pour enfants afin de changer l'image des « rôles des genres ». Des magazines et revues féministes ont été publiés dans tous les pays : *La Gazette des Femmes* au Canada ; *MS Magazine* et *Off our Backs* aux États-Unis ; *Cahiers du féminisme*, *Ruptures*, *Clara* et *Projets féministes* en France ; *Crew Reports* en Belgique ; *WEP International Newsbulletin* en Hollande ; *Poder y Libertad*, *Mujeres*, *La mujer feminista* et *Emakunde* en Espagne ; *Minerva*, *Notizario CDP*, *Leggere Donna* et *Donna*, *Women*, *Femmes* en Italie ; *Emma* en Allemagne ; *Estudios Feministas* et *Noticias* au Portugal ; *Credif Info* en Tunisie, *Women's World* Isis Wicce en Ouganda ; *Mujer Fempress* au Chili, etc.

Une architecte américaine, Fran Hosken, lança en 1975 un indispensable instrument d'informations mondiales sur les femmes *WIN News* (*Women Interna-*

tional Network). Bien mieux, malgré la censure masculine, des magazines féminins ont dû, sous la pression féministe, publier de bons articles féministes (ainsi en France, *Femmes pratiques*, *Marie-Claire*, etc).

Au théâtre, au cinéma, dans les spectacles de variétés comme dans les cabarets, des femmes productrices mettent en cause avec beaucoup d'intelligence et d'humour les rôles traditionnels masculins et féminins. Désormais, la culture patriarcale sexiste coexiste avec une nouvelle culture antisexiste.

Dans le domaine de la participation à la vie politique, les femmes belges, allemandes, espagnoles, israéliennes, japonaises, yougoslaves et irlandaises ont créé des partis politiques de femmes (*Parti féministe unifié* en Belgique, *Partido Feminista de Espana*, *Women's Coalition* en Irlande, *Japan's Women's Party*, etc.). En France, aux élections législatives de 1978, l'Association Choisir présenta des candidates féministes, regroupées à partir d'une plate-forme publiée dans *Le Programme commun des Femmes* (Grasset). En 1995, les Françaises ont créé un *Parti démocratique des Femmes*. A défaut de partis féministes, de puissants groupes de pression pèsent de façon déterminante sur les instances politiques traditionnelles. Quel plus bel hommage à l'influence croissante des féministes dans la vie politique de ces dernières années que ces titres des journaux : « En Espagne, pour la première fois à Madrid, une manifestation de femmes est dispersée par la police » (17 janvier 1976) ; « En Italie, le débat sur l'avortement est en arrière-plan de la crise politique » (3 février 1976) ; « Aux Pays-Bas, la question de l'avortement compromet la formation du nouveau gouvernement » (21 août 1977) ; « En Irlande, la loi d'égalité des salaires met en danger la coalition gouvernementale » (23 janvier 1976), etc. ! Au début des années 90,

le droit des femmes à l'avortement est encore un enjeu politique et les féministes doivent lutter âprement pour conserver les acquis.

Dans le domaine de l'accès à l'emploi et à l'égalité des salaires, l'initiative des luttes appartient aux travailleuses, employées et manuelles, agissant comme groupes de pression à l'extérieur ou à l'intérieur des syndicats pour conserver leur droit à l'emploi menacé dans une période de crise, faire respecter les différentes lois égalitaires (salaire égal à travail de valeur égale), votées aux États-Unis et en Europe, sous la pression accrue des féministes. Aux États-Unis, les féministes ont mené une bataille acharnée pour que soit ratifié par 38 États l'*Equal Rights Amendment* (ERA) accordant aux deux sexes l'égalité dans tous les domaines.

Après la culture, c'est incontestablement dans le domaine de *la lutte contre la répression sexuelle et contre la violence à l'égard des femmes* que les mouvements de libération des femmes furent jusqu'ici les plus actifs et les plus efficaces. L'interdiction de l'avortement légal en France, en Italie, en Allemagne de l'Ouest et dans certains États américains donna lieu à des défilés et à des manifestations importantes, à des procès exemplaires dont celui de Marie-Claire Chevalier et de sa mère à Bobigny en automne 1972 fut le plus célèbre¹. Après la bataille de l'avortement, ce fut celle du viol, considéré comme un délit mineur dans la plupart des pays. Les féministes, aidées par des avocates, déposèrent des projets de lois pour que le viol soit considéré comme un crime majeur à l'égard des femmes, pour que la publicité des débats à un procès

1. Association Choisir présidée par Gisèle Halimi, *Avortement : une loi en procès, l'affaire de Bobigny*, préface de Simone de Beauvoir, Paris, Gallimard, 1973.

de viol soit autorisée avec le consentement de la victime et que celle-ci ne soit plus l'accusée comme il était d'usage. Des manifestations et de nombreux meetings, tenus de San Francisco à Bruxelles, témoignèrent de l'activité déployée par les féministes contre le viol. Des procès exemplaires furent intentés aux violeurs, comme celui d'Aix-en-Provence au printemps 1978 qui regroupa plusieurs milliers de féministes après que celles-ci eurent obtenu que la cour d'assises se saisisse du procès des violeurs d'Anne Tonglet et d'Arcelli. L'agressivité physique et les menaces de mort que subirent les avocates, dont Gisèle Halimi, et les féministes, révèlent que le chemin sera encore long avant d'arriver à la victoire finale¹.

En exigeant la séparation de la sexualité et de la procréation grâce au droit à la contraception et à l'avortement, en refusant que les femmes soient violées, c'est aussi le droit au plaisir pour les femmes que réclamaient les féministes. Mais il fallait aussi pour cela démystifier l'image tronquée que les hommes avaient donnée de la sexualité féminine, montrer qu'il y avait une alternative à l'hétérosexualité ou à l'orgasme vaginal érigés en critère de la sexualité féminine² et que la répression à l'égard de l'homosexualité devait être abolie pour les deux sexes.

Dans le monde entier, il existe encore des milliers de femmes battues par leurs époux qui n'osent pas se plaindre et ne trouvent aucun recours auprès des pouvoirs publics. La générosité des féministes fut de ne pas laisser ces femmes à l'abandon, de les héberger dans des « maisons de femmes battues », où elles échappe-

1. Gisèle Halimi (Association Choisir), *Viol, le procès d'Aix*, Gallimard, 1978 (coll. « Idées »).

2. Voir Alice Schwarzer, *La petite différence et ses grandes conséquences*, Paris, Les Éditions des Femmes, 1977 (trad. de l'allemand, 1975).

raient aux coups et réapprendraient la confiance en elles-mêmes, grâce au soutien et à l'amitié. Un peu partout, aux États-Unis, en Angleterre, en France, en République fédérale allemande, se constituèrent des réseaux téléphoniques de solidarité (en France : *SOS Femmes battues*), s'ouvrirent des maisons pour les accueillir. Les féministes prouvaient ainsi leur sollicitude à l'égard des femmes les plus démunies moralement et physiquement.

Le terrorisme des intellectuels masculins qui invoquent la liberté d'expression et le refus de la censure empêche généralement les femmes de protester contre les images dégradantes d'elles-mêmes que véhiculent la pornographie et bien des publicités. Car cette fameuse « liberté d'expression » n'existe que dans un système de pouvoir où les hommes, seuls détenteurs du *leadership* dans les mass media, ont le droit de censurer impunément les discours et les révoltes féministes, où la violence répressive intervient chaque jour de la part des hommes à l'égard des femmes et non l'inverse. On comprend donc que des féministes ne se soient pas laissés intimider par le chantage des hommes à la « liberté d'expression ». En France, les féministes de la *Ligue du droit des femmes* manifestèrent contre un film de grande diffusion où l'héroïne se soumet sans résistance aux caprices les plus sadiques de son partenaire. Elles partagent ce point de vue d'un journaliste : « Glorifier par de belles phrases ou de belles images la jouissance du bourreau qui abuse de sa victime, ou du maître qui torture son esclave, c'est ouvrir la voie à tous les racismes, à tous les fascismes, à toutes les horreurs dont un seul principe peut nous défendre : le respect des autres et de soi-même. »¹ En Allemagne de l'Ouest avec A. Schwartz, aux États-Unis, les féministes ont engagé des procès contre les éditeurs d'images pornographiques. En agissant ainsi, elles se conforment aux désirs des femmes. En France, un sondage de *Femmes pratiques* a en effet montré que 63 % des femmes pensent que « la pornographie est une mauvaise chose pour la libération de la femme »².

Le dénominateur commun aux efforts des féministes de tous les pays, dans les différents domaines de leurs

1. Jean-Louis Tallenay, cité dans *Histoires du MLF*, op. cit., p. 186.

2. *Femmes pratiques*, octobre 1978.

activités, est constitué par leur conception personnaliste – le plus souvent implicite – de la dignité de la femme, et ce sera là peut-être, en dehors des réussites ou des échecs inévitables, l'apport le plus positif des luttes féministes depuis trente ans. Que les femmes se perçoivent en tant qu'êtres humains ayant le droit de développer toutes leurs potentialités (sexuelles, affectives, morales, politiques, intellectuelles), sans accepter les limitations imposées traditionnellement par les hommes, c'est là une conception révolutionnaire pour les femmes qui, pendant des siècles, sous la pression des mœurs, des lois, des Églises et des philosophies masculines, ont été perçues dans leur ensemble comme des rôles traditionnels (d'épouses, de procréatrices, de productrices de biens, etc.), mais jamais comme des êtres libres et créatifs. Ce qui ne veut pas dire que les femmes n'ont pas le droit d'être épouses et mères, mais qu'elles ne sauraient se limiter à ces rôles et s'en interdire d'autres sous prétexte d'images imposées de « la féminité ». Jamais cette conception personnaliste n'a connu une aussi grande diffusion auprès des femmes de tous les pays et de tous les milieux grâce aux efforts des mouvements de libération des femmes. Et c'est parce que cette conception personnaliste de la femme est commune aux féministes de tous les pays qu'il leur est si facile de s'entendre au-dessus des frontières, de constituer des réseaux de solidarité et d'entraide qui se manifestent à l'occasion des grands combats engagés ici ou là pour le droit à l'avortement, contre le viol et contre la violence en général à l'égard des femmes. Ainsi, en 1976, des féministes de tous les pays se sont rencontrées à Bruxelles dans le cadre du *Tribunal international de dénonciation des crimes contre les femmes*. Quinze ans plus tard, dès que furent connues l'horreur et l'étendue des crimes systématiquement commis contre les femmes en Yougoslavie par les fascistes

tchetniks et *oustachis* (viols, prostitution, tortures et assassinats, etc.), on assista à une mobilisation sans précédent des Européennes exigeant la création d'un tribunal international pour juger les auteurs de ces crimes. Formulée au cours de nombreux forums de femmes, organisés dans les villes d'Europe, en particulier par les *Archives internationales des Femmes pour la paix* à Oberhausen (RFA) en novembre 1992, à Zagreb par *Perspektive Berlin*, cette initiative sans précédent fut décisive pour la création du *Tribunal pénal international (TPI)* de La Haye pour l'ex-Yougoslavie, chargé de juger les criminels de guerre.

4. Situation des femmes dans les pays de l'Europe de l'Est depuis 1945. Dans les pays à économie planifiée de l'est de l'Europe (URSS et démocraties populaires), les femmes avaient une situation relativement avantageuse sur le plan de l'accès à l'emploi et aux services sociaux. Ainsi leur taux d'activité était plus élevé qu'en Occident et elles bénéficiaient de congés de maternité rémunérés et de services de garde des enfants, gratuits ou à bas prix. Par suite de la très faible productivité du travail, le chômage était quasi inconnu. La prostitution et pornographie n'avaient pas été élevées à la hauteur d'une institution. En outre, la dichotomie des postes de travail en fonction du genre était moins accusée. Ainsi en URSS, en 1980, un ingénieur sur deux était une femme et, dans l'agriculture, 40 % des zootechniciennes, agronomes et vétérinaires étaient des femmes¹. Cependant de grandes disparités existaient d'un pays à l'autre. Ainsi tandis qu'en République démocratique allemande (RDA), 57 % des enfants âgés de 0 à 3 ans étaient accueillis dans les crèches, en URSS, en 1976,

1. Document Unesco, 27/I/1981 (ED-80, Conf. 708/4).

seul un tiers de cette classe d'âge en bénéficiait¹. Les avantages acquis ne masquaient pas l'existence d'inégalités entre hommes et femmes. Ainsi une recherche comparative, effectuée entre 1980 et 1985 dans 14 pays européens, a révélé qu'à l'Est comme à l'Ouest² :

- les taux d'activité des femmes, inférieurs à ceux des hommes, diminuaient avec le nombre d'enfants alors qu'ils restaient stables pour les hommes ;
- les femmes gagnaient moins que les hommes, même quand elles travaillaient dans la même sphère d'activité ;
- les femmes consacraient beaucoup plus d'heures que les hommes aux tâches domestiques non payées ; par suite, elles avaient beaucoup moins de temps libre par jour que les hommes.

En outre, les femmes des pays de l'Est étaient défavorisées sur certains points par rapport aux Occidentales. Elles disposaient de moins de temps libre qu'en Occident. Ainsi, en France, chaque jour, les femmes disposaient d'une heure de moins de temps libre que les hommes alors que les Polonaises et les Allemandes de la RDA avaient une heure et vingt minutes en moins et les femmes soviétiques trois heures en moins. En outre, les moyens contraceptifs étaient plus difficiles à obtenir et, en 1971, en URSS, l'avortement était une méthode dominante de planification familiale³.

Depuis l'effondrement de l'économie planifiée, la situation des femmes de la Russie et des pays de l'Est européen s'est énormément aggravée. Le chômage les frappe massivement, les services de garde des enfants

1. *La femme dans le socialisme*, RDA, Panorama, DDR, 1977.

2. Katia Boh et al. (édit.), *Changing Patterns of Europe and Family Life*, Londres et New York, Routledge, 1989.

3. I. P. Katkova, *Birth Rate in Young Families*, Moscou, Izdatilstvo Medicina, 1971.

sont devenus payants et les prestations sociales relatives aux congés de maternité ou parentaux ont été supprimées ou diminuées pour faire place à une économie de concurrence sauvage qui pénalise fortement les femmes. La prostitution et la pornographie ont droit de cité. En Pologne, le droit des femmes à l'avortement a été aboli¹.

Sur ces décombres, émergent de nouveaux mouvements féministes dans cette région du monde tandis que, dans les pays dits du « Tiers Monde », la lutte pour la dignité des femmes se développe rapidement.

1. Jacqueline Heinen et Anna Matuchniak-Krasuska, *L'avortement en Pologne : la croix et la bannière*, Paris, L'Harmattan, 1992.

CONCLUSION

L'histoire des femmes est d'abord celle de la mise en place de leur répression et de l'occultation de celle-ci. Car l'occultation fait partie de la répression : il n'y a pas de hasard et pas de science neutre. C'est pourquoi l'histoire des femmes ne commence à émerger que depuis que les féministes d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, rejointes aujourd'hui par les féministes du Tiers Monde, essayent de briser le silence dont cette histoire a fait l'objet et d'explorer un passé qui n'a pas fini de nous étonner.

La répression des femmes se développa il y a environ 8 000 ans quand, au début du Néolithique moyen, l'agriculture à la charrue remplaça l'agriculture à la houe, la chasse et la cueillette comme modes principaux de production¹. Cette répression se poursuit aujourd'hui dans les pratiques des sociétés contemporaines toujours bâties sur les mêmes impératifs que les sociétés du Néolithique moyen : expansion à outrance, recherche de l'accumulation sans fin (de pouvoir, de profit, de prestige, etc.), grâce à une concurrence et une compétition acharnées. Si la guerre économique et la conquête de nouveaux marchés par les puissantes multinationales et les États remplacent aujourd'hui l'expansion territoriale, les valeurs dominantes et les pratiques d'agressivité restent encore les mêmes à

1. A. Testart pense que les inégalités sociales sont nées avec les facilités de stockage (donc d'accumulation), soit au Mésolithique.

l'égard des grandes vaincues du Néolithique moyen : les femmes.

C'est pourquoi les femmes d'aujourd'hui sont encore immergées dans le système patriarcal et en subissent les conséquences désastreuses. L'idéologie de la femme au foyer et la conception instrumentale des femmes accompagnent et justifient un ensemble de pratiques visant à limiter les rôles féminins, comme dans le passé, aux rôles de génitrices ou de « main-d'œuvre de réserve », la dernière à être embauchée, la première à être renvoyée en cas de crise. Dans tous les pays occidentaux d'aujourd'hui, les pourcentages de femmes chômeuses déclarées vont de 52 à 57 % de tous les chômeurs (selon les classes d'âge), alors que les femmes ne constituent que 35 à 40 % de la population active.

L'Association des Femmes chefs d'Entreprises moyennes (FCEM) a dénoncé les multinationales comme causes de chômage et de faillites des petites et moyennes entreprises, par suite de la concurrence accrue. Il y a une étrange ressemblance entre cette situation et celle des femmes artisanes, qui dès le XIV^e siècle avaient dû affronter la concurrence des gros marchands et subir leur élimination de certains métiers traditionnellement exercés par les femmes (tissage, fabrication de chandelles, de bière, etc.). Aujourd'hui comme hier, dans une économie de marché fondée sur la concurrence et la compétition, dont le but final est l'accumulation (d'argent, de pouvoir, de puissance, etc.), les femmes sont encore l'élément le plus vulnérable.

L'histoire des femmes est non seulement celle de leur répression mais aussi celle, non moins occultée jusqu'ici, de leur résistance au cours des siècles à cette répression et à leur enfermement. Une protestation qui va s'accélérer dès que les idéaux d'émancipation de l'individu, formulés dès la Renaissance, gagnèrent peu à peu de nouvelles couches sociologiques. La contestation culmine aujourd'hui dans les mouvements de libération des femmes, quelle que soit leur appellation. Alors que, dans les pays du Nord, ces mouvements,

nés au début des années 70, ont connu une intense activité, aujourd'hui ce dynamisme est relayé par les associations féministes des pays du Sud. Celles-ci se révèlent extrêmement combatives pour exiger le respect de la dignité des femmes et une alternative à un mode de développement qui aggrave leur pauvreté. Depuis vingt ans, de grands changements ont marqué le mouvement féministe à travers le monde :

- alors que le néo-féminisme occidental des années 70 mettait l'accent sur les droits sexuels et reproductifs des femmes, les conquêtes des femmes dans ce domaine ont permis aux jeunes générations d'accorder plus d'importance aux autres aspects du sexisme qui hypothèquent l'émancipation des femmes ;
- alors qu'un fossé séparait les féministes radicales et les femmes exerçant des responsabilités officielles au sein des États ou des organisations internationales, aujourd'hui les unes et les autres acceptent de coopérer pour faire avancer la cause des femmes ;
- la barrière d'incompréhension, quand ce n'est pas d'agressivité, qui, dans le passé, séparait féministes du Nord et femmes du Sud, fait place aujourd'hui à de multiples convergences. Ainsi il y a vingt ans, des Africaines admettaient difficilement que des féministes occidentales dénoncent l'excision comme une atteinte au droit des femmes à la santé ; aujourd'hui, ce sont des Africaines qui, à la tête d'associations, mènent une lutte énergique contre cette mutilation des femmes. Inversement, les féministes des pays du Centre perçoivent aujourd'hui le lien entre le système patriarcal et un mode de développement économique pervers, ce qu'elles avaient négligé de faire vingt ans auparavant. Aujourd'hui,

bien rares sont celles qui, dans le Nord, ignorent les conséquences, pour les femmes, des programmes d'ajustement structurel, imposés aux États, par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Au-delà des divergences, un consensus émerge. Il porte à la fois sur la condamnation de toutes les violences à l'égard des femmes et sur la nécessité d'une alternative au modèle économique dominant. Si le premier consensus est partagé par les féministes du Nord et du Sud, qu'elles appartiennent à des organisations gouvernementales ou non gouvernementales (ONG), le second postulat ne prévaut que chez les féministes des ONG.

Enfin, bien que la résistance à la militarisation des sociétés contemporaines ne soit pas le monopole des féministes, elles y tiennent une place éminente.

Un consensus sur la condamnation des violences à l'égard des femmes et le droit des femmes aux droits humains. — Le premier consensus part de la notion de l'éminente dignité de la personne de sexe féminin et sur le respect qui lui est dû. Il implique le rejet de toutes les formes de violences qui sont exercées à l'égard des femmes : coups et blessures de la part des conjoints, viols, incestes, harcèlement sexuel, prostitution, pornographie, excision, polygamie, etc. La condamnation frappe aussi bien les violences privées au sein de la famille que celles qui font l'objet d'un traitement public, comme les viols en temps de guerre. Alors que la solidarité féministe aux femmes objets de violences privées fait l'objet de multiples associations (comme *SOS-Sexisme* en France ou en Europe, *l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail*), la solidarité des féministes aux femmes victimes

de violences de la guerre s'est déployée de façon unanime lors de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Elle a eu un impact remarquable sur le droit international. Ainsi, alors que le Tribunal militaire international (TMI) de Nuremberg, chargé de juger les criminels nazis au lendemain de la deuxième guerre mondiale, n'avait pas considéré le viol comme un crime en tant que tel, à la demande des féministes, le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye pour l'ex-Yougoslavie a déclaré *crime contre l'humanité* les viols commis en temps de guerre à l'égard d'une population civile, c'est-à-dire dans 99 % des cas à l'égard des femmes.

Certes, le consensus des féministes sur les violences ne résulte pas toujours d'une formulation philosophique utilisant un concept élaboré de la personne. De même, il n'est pas évident que toutes les féministes du Nord et du Sud attribuent ces violences à l'existence d'un système patriarcal autonome, qui ne se confond pas, malgré ses interconnexions, avec le système des classes sociales et le système des relations internationales. Il reste que la condamnation des violences à l'égard des femmes fonctionne comme facteur unificateur au sein des féministes du monde entier.

Les luttes des femmes du monde arabo-musulman, victimes des violences des intégristes religieux, représentent un exemple remarquable de cette résistance à la violence. L'intégrisme religieux qui utilise la religion à des fins politiques n'a rien à voir avec l'Islam. Une politique de la haine est prônée comme solution à la crise mondiale. Il fait des femmes du monde arabo-musulman les boucs-émissaires d'une situation économique désastreuse dont souffre la population tout entière. Contre cette oppression qui va jusqu'à l'appel au meurtre et à l'assassinat des femmes, celles-ci se sont levées, se recrutant dans toutes les classes sociales et tous les pays de la région. A l'avant-garde de ce

front de résistance à la haine, on trouve, de l'Indonésie à l'Algérie, en passant par le Bangladesh et l'Égypte, des femmes écrivaines, artistes, journalistes, chercheuses, professeures d'universités (*Taslima Nasreen* au Bangladesh, *Naoual el Saadaoui* en Égypte, *Khalida Messaoudi* en Algérie, etc.). Dans leurs écrits et leurs actions, elles plaident inlassablement pour la démocratie, la laïcité et l'émancipation des femmes malgré les menaces de mort proférées à leur encontre par les intégristes. En Algérie, les femmes de tous les horizons politiques et milieux sociaux n'hésitent pas, au péril de leur vie, à descendre dans la rue pour manifester leur réprobation d'une violence intégriste qui les frappe en premier. Ce faisant, elles agissent comme un élément catalyseur pour mobiliser une population traumatisée et réveiller des démocrates, incapables jusqu'ici de s'unir pour faire face au désastre.

Dans le cadre de cette résistance mondiale des femmes à la violence, la *Conférence sur les Droits humains*, réunie par l'ONU à Vienne en juin 1993, s'est achevée par une Déclaration commune, signée à la fois par les États et les ONG. On y souligne que « *les droits humains des femmes et de la petite fille font partie des droits humains universels ; ils sont inaliénables, intégraux et indivisibles* », affirmation qui fut reprise à la *Conférence mondiale des femmes de Pékin*. De retour de Pékin, l'*Association camerounaise de Lutte contre les violences faites aux femmes* constate que « *la violence est en train d'émerger à l'échelle mondiale comme une question sociale et de santé publique majeure* ». Elle observe avec satisfaction qu'au sein du *Groupe des 77* qui coalise de nombreux représentants des États du Tiers Monde, personne n'a contesté la disposition de l'article 125 de la plate-forme invitant les États « *à prendre des mesures afin de prévenir et d'éliminer la violence à l'égard des femmes* ».

Un consensus sur la critique du mode dominant de développement et la nécessité de trouver des alternatives.

— Le second consensus, partagé par les féministes des ONG, du Nord et du Sud, rejette un mode de développement économique, érigé en credo par les maîtres du monde à la tête des grands États industriels et des organisations internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, etc.). Ce modèle est basé sur la concurrence acharnée des producteurs de biens et de services dans le cadre d'une « globalisation » et d'une « mondialisation » de l'économie où l'ouverture des frontières favorise le développement du commerce mondial. Ce dernier est censé entraîner la croissance, laquelle est censée résoudre les problèmes du sous-développement, du chômage, de la misère, de la crise urbaine et des grands maux qui accablent encore de nombreuses régions du monde. Des pionnières ont exprimé leur refus de ce modèle, ce dont témoignent les écrits de Susan George dénonçant l'asphyxie des pays les plus pauvres sous le poids de la dette et de Vandana Shiva s'élevant contre les pratiques des multinationales susceptibles de détruire la sécurité alimentaire.

Depuis vingt ans, date de la première *Conférence mondiale des Femmes à Mexico* en 1975 dont les résolutions insistaient sur les besoins des femmes les plus pauvres, les féministes des pays du Sud, rejointes plus tard par celles du Nord, n'ont cessé d'afficher leur résistance à ce modèle pervers. En 1980, lors de la seconde *Conférence mondiale des Femmes à Copenhague*, elles ont diffusé des statistiques montrant que si les femmes effectuent 66 % des heures de travail payées et non payées, elles ne touchent en réalité que 10 % du revenu mondial et ne possèdent que 1 % de la propriété des terres.

Lors de la troisième *Conférence mondiale des Femmes à Nairobi* en 1985, la dénonciation du modèle écono-

mique dominant a été particulièrement virulente de la part des féministes africaines. Réunies au Forum des ONG de cette Conférence, elles ont dénoncé la domination néo-coloniale de leur continent par les puissances étrangères qui leur imposent des priorités de développement ne prenant pas en compte les besoins fondamentaux des femmes et des populations. L'apartheid, la dépendance du continent africain des finances, des technologies et des stratégies des pays du centre, ont contribué à la crise sociale et économique de l'Afrique, à la famine, à la dette, au chômage massif, à l'émergence de l'intégrisme et à une allocation disproportionnée des budgets nationaux en faveur des dépenses militaires. Ce sont les femmes qui sont les plus affectées par ces stratégies de développement. Aussi sont-elles à l'avant-garde d'une définition d'un nouveau mode de développement basé sur l'autonomie et la prise en compte de leurs besoins fondamentaux : « *cette stratégie nouvelle devra reconnaître et se bâtir sur leur potentiel créatif et en faire des participantes égales et actives* »¹. Cette stratégie alternative présuppose l'annulation de la dette car ceux qui ont emprunté ne sont pas la majorité des populations d'Afrique et le poids de la dette pèse d'abord sur la vie quotidienne des femmes. Elle appelle aussi la réduction des inégalités sociales internes qui concentrent les ressources dans les mains d'une minorité². Dix ans après la Conférence de Nairobi, le Rapport officiel de la *IV^e Conférence mondiale des Femmes à Pékin* (1995) évalue à plus d'un milliard le nombre de personnes dans le monde qui vivent dans une situation de « *pauvreté inacceptable* ».

L'économie de marché débridée, qui est devenue le

1. The Nairobi 85 Manifesto on women and the crisis in Africa, *Fondation internationale pour un autre développement*, nov.-déc. 1985.

2. *Ibid.*

dogme de l'économie mondiale, est condamnée par ce constat du *Rapport* : « *La pauvreté a augmenté en termes absolus comme en termes relatifs et le nombre de femmes vivant dans la pauvreté s'est accru dans la plupart des régions... Dans les pays en développement, même lorsque les indicateurs nationaux se sont améliorés, la majorité des femmes rurales continuent de vivre dans des conditions de sous-développement économique et de marginalisation sociale.* »

A l'instar des femmes africaines et indiennes, les femmes du Sud ont créé pour survivre des coopératives féminines de production, de commercialisation et de crédit qui sont comme autant d'alternatives à l'intégrisme du modèle économique dominant. Bien que 3 % seulement des femmes soient à la tête des coopératives, elles constituent 65 % des 100 millions de personnes qui, à travers le monde, composent les coopératives. Cette présence massive des femmes signifie qu'elles envisagent leur avenir économique sur le mode coopératif et non pas sur le mode de la concurrence acharnée qui préside à la mondialisation de l'économie.

Les féministes et la militarisation des sociétés contemporaines. — Il est dans la logique de la résistance des femmes à la violence de s'opposer à la militarisation des sociétés contemporaines, soit à titre individuel, soit au sein d'une ONG, comme la *Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*. Elles s'élèvent contre le niveau excessif des dépenses militaires dans le monde, pour la défense de l'environnement et pour que la diplomatie et la négociation l'emportent sur la violence armée dans le traitement des conflits. D'après l'ONU, les femmes constituent 64 % des forces de paix dans le monde. Le rôle des femmes pour la paix comporte plusieurs dimensions touchant à la démythification, à la prévention et à la négociation.

Mieux que les hommes, les féministes ont décrypté l'antagonisme entre le développement des femmes et le surarmement et dénoncé la fausse équation qui fait de la militarisation d'une nation la garantie de sa sécurité et de la paix. A la conférence internationale des femmes à Copenhague (1980), elles ont affirmé que la paix n'existe pas sans la justice. Elles ont compris que la puissance militaire constitue le bras armé des détenteurs du pouvoir politique et de la richesse, qu'ils soient des États nationaux, des grands groupes privés ou des organisations internationales (multinationales, organismes supranationaux comme l'ONU, l'Alliance atlantique, etc.) et qu'elle n'existe que pour conforter les privilèges dans des sociétés fondées sur le droit des plus forts, où les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Aux États-Unis, Marion Anderson a montré que le coût de la croissance des dépenses militaires en termes de suppression d'emplois civils est supporté par les femmes plus que par les hommes tandis que, l'Unicef révèle que, depuis dix ans, les victimes des guerres sont dans 90 % des cas des civils et donc une majorité de femmes.

Le rôle des femmes dans la prévention de la guerre est illustré par leurs luttes antimilitaristes et antinucléaires visant à arrêter non seulement le commerce des armes mais aussi leur production dans les grands pays industriels vendeurs. Dans les pays du Nord, les femmes constituent l'élément le plus dynamique des mouvements antinucléaires qui, des États-Unis au Japon en passant par la Russie, s'opposent aux tests nucléaires, à la construction de nouvelles centrales, au retraitement et à l'enfouissement des déchets, bref à toutes les opérations liées au nucléaire qui aggravent la pollution de la planète ou favorisent la dissémination des matériaux fissiles en vue de la fabrication des bombes. Plus souvent que les hommes, elles deman-

dent l'abandon du nucléaire, tant civil que militaire. Dans cette lutte, elles s'affirment tout autant par la valeur pédagogique de leurs écrits antinucléaires que par leurs responsabilités à la tête ou au sein des mouvements antinucléaires et écologiques en général. Par leurs écrits dans ce domaine, se distinguent Rosalie Bertell, Helen Caldicott, Ruth Leger Sivard et Elise Boulding au Canada et aux États-Unis, Petra Kelly en Allemagne, Solange Fernex et Marie-Thérèse Danielsson en France, et bien d'autres encore. La résistance à la fois la plus concrète et la plus symbolique au nucléaire militaire est venue des femmes anglaises qui, organisées dans le camp de *Greenham Commun*, ont, pendant des années, souffert de la faim, du froid et de la répression militaire dans le but d'empêcher l'implantation des missiles nucléaires dans ce pays. Plus récemment, en Russie, les femmes de la ville d'Angarsk ont constitué un « Parlement » de cent femmes qui se consacrent à la lutte contre la pollution du lac Baïkal et de la région environnante et à l'éducation des adultes et des écoliers aux problèmes de l'écologie. La résistance des femmes à la production du nucléaire ne les empêche pas de s'opposer à la production et au commerce d'armes moins sophistiquées mais tout aussi meurtrières pour les humains et désastreuses pour l'environnement. Ainsi, l'action d'une jeune députée féministe a permis au Parlement suisse de voter une loi interdisant la production et le commerce des mines dans ce pays.

Le rôle que les femmes exercent pour arrêter ou trouver par la négociation une alternative non violente à un conflit qui éclate lorsque la prévention a échoué, est également remarquable. Des recherches américaines et françaises ont conclu à l'existence d'un très grand fossé entre hommes et femmes (*gender gap*) sur la nécessité de recourir à la violence militaire pour

trancher un conflit, les femmes s'y opposant deux ou trois fois plus souvent que les hommes¹. Il en découle que, partout dans le monde, les femmes sont à l'avant-garde des manifestations pour négocier. En Irlande où les femmes ont érigé la *Women's Coalition* en parti politique pour arrêter la guerre civile, hier au Liban, aujourd'hui en Sicile et en Corse où elles manifestent contre la folie de la guerre civile, en Israël et à Belgrade où des « *femmes en noir* » bravent l'opinion en s'affichant dans les rues pour réclamer la paix avec des femmes du camp opposé qu'elles refusent de considérer comme leurs ennemies, en Russie où les mères de soldats se rendent sur le front tchéchène pour exiger le retour de leurs fils, partout elles s'opposent au déferlement de violence armée que génèrent la militarisation des sociétés contemporaines et le commerce des armes. En Colombie, les femmes font montre d'étonnantes capacités d'invention pour dénoncer et contrer la violence militaire émanant tant de l'armée fédérale que des milices privées. Elles savent aussi lutter avec énergie et persévérance à l'avancée de l'intolérance intégriste et de la barbarie fasciste, comme le révèlent la résistance des femmes d'Algérie et de Bosnie-Herzégovine tandis qu'en Birmanie, une femme héroïque (Mme San Suu Kyi) tient pacifiquement tête à la junte militaire qui gouverne le pays. L'alternative démocratique non violente qui caractérise la lutte des femmes peut se résumer dans cette devise des femmes corses : « *Non à la loi des armes. Pour la justice et pour la vie.* » Une devise qui devrait être celle de toutes les femmes du monde à la veille du XXI^e siècle et qui n'empêche pas une personne ou un pays attaqué d'user de son

1. Pour plus d'informations sur ce point, voir « Résistance féminine et féministe à l'économie politique de la bombe », in Andrée Michel, *Surarmement, Pouvoirs, Démocratie*, L'Harmattan, 1995.

droit d'autodéfense, comme le reconnaissent toutes les lois et chartes internationales.

Depuis plus de trente ans de révolution néo-féministe, on constate donc une avancée considérable de la prise de conscience et des initiatives des femmes. Tout s'est passé comme si, sous l'impact des féministes, les femmes avaient ébranlé les certitudes et le fondement du modèle dominant du système patriarcal et de la mondialisation d'une économie de marché, que garantit la menace militaire. Ce modèle, qui utilise les stratifications traditionnelles basées sur le genre, sur les classes sociales ou sur l'ethnie pour garantir la croissance et la loi du plus fort, qui repose sur le mépris des besoins fondamentaux de la personne et des peuples, a conduit à la montée de l'intégrisme et du fascisme. En exigeant le respect des droits humains de toutes les femmes de la planète, en proposant des alternatives aux modèles traditionnels de hiérarchie dans la famille, l'entreprise, la nation ou la société internationale, en créant des réseaux d'informations et de solidarité entre femmes qui débordent les frontières, les féministes contribuent à préparer un monde alternatif de paix, basé sur la justice entre les genres, les classes sociales et les nations, dont l'émergence est sans doute la seule chance de survie de l'humanité.

TABLE DES MATIÈRES

Préface à la sixième édition	3
Introduction	5
Chapitre I — La situation des femmes du Paléolithique à la deuxième révolution néolithique	11
I. Sociétés de chasse au Paléolithique, 11 — II. La première révolution néolithique, 16.	
Chapitre II — La situation des femmes depuis la deuxième révolution néolithique et dans l'Antiquité	18
I. La situation des femmes au Néolithique moyen, 18 — II. La situation des femmes dans les tribus de pasteurs nomades, 21 — III. L'enfermement des femmes dans les cités antiques, 23 — IV. Les grandes religions patriarcales et la situation des femmes, 24.	
Chapitre III — La situation des femmes de la chute de l'Empire romain à la fin de la Renaissance	26
I. La période préféodale, 26 — II. L'ascension des femmes au début de l'époque féodale, 29 — III. La situation des femmes à Byzance et dans le monde musulman, 30 — IV. La période du XII ^e siècle à la Renaissance, 31 — V. Les femmes sous la Renaissance, 38.	
Chapitre IV — La situation des femmes au XVII^e et au XVIII^e siècle	43
I. La résistance des femmes à l'enfermement au XVII ^e siècle, 46 — II. La résistance des femmes à l'enfermement au XVIII ^e siècle, 49.	

Chapitre V — La situation des femmes au XIX^e siècle	57
I. Les femmes dans les mouvements sociaux du XIX ^e siècle, 60 — II. Les femmes dans les mouvements philanthropiques et religieux du XIX ^e siècle, 68 — III. Le mouvement féministe au XIX ^e siècle, 70.	
Chapitre VI — Mouvements féministes et situation des femmes au XX^e siècle	76
I. Mouvements féministes et situation des femmes dans la première moitié du XX ^e siècle en Occident, 78 — II. La situation des femmes et les mouvements féministes dans la deuxième moitié du XX ^e siècle, 87.	
Conclusion	114

BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE

« QUE SAIS-JE ? »

La femme dans la société française, n° 2856
La famille, n° 1995
Sociologie du couple, n° 2787
La paternité, n° 3229
Les droits de la femme des origines à nos jours, n° 1842

Imprimé en France
 Imprimerie des Presses Universitaires de France
 73, avenue Ronsard, 41100 Vendôme
 Avril 1998 — N° 45 034

Que sais-je ?

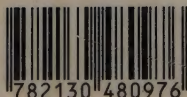
COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

fondée par Paul Angoulvent

dirigée par Anne-Laure Angoulvent-Michel

Derniers titres parus

- | | | | |
|------|--|------|--|
| 3316 | La bioastronomie
F. RAULIN, F. RAULIN-CERCEAU
et J. SCHNEIDER | 3327 | Milieux financiers et communi-
cation
F. de TEYSSIER |
| 3317 | L'Afrique de la colonisation
à l'indépendance
A. STAMM | 3328 | Textes de droit hospitalier
M. GODFRYD |
| 3318 | Taylor et le taylorisme
M. POUGET | 3329 | Les représentations sociales
P. MANNONI |
| 3319 | Le droit international
des télécommunications
B. TCHIKAYA | 3330 | Le tragique
F. CHIRPAZ |
| 3320 | Le réalisme socialiste
M. AUCOUTURIER | 3331 | La philosophie en France
au XIX ^e siècle
J. LEFRANC |
| 3321 | L'échange de données informatisé
(EDI)
C. CHARMOT | 3332 | La Tchétchénie
P. BRUNOT et V. AVIOUTSKII |
| 3322 | Les sciences du parfum
P. LASZLO et S. RIVIÈRE | 3333 | La psychogériatrie
J.-C. MONFORT |
| 3323 | La nouvelle macroéconomie
keynésienne
H. LAMOTTE et J.-P. VINCEN | 3334 | Le contentieux électoral
F. DELPÉRÉE |
| 3324 | Les salons professionnels
J.-P. VIART | 3335 | Les politiques forestières
G. BUTTOUD |
| 3325 | Les industries de l'emballage
M. HENRY | 3336 | Littérature et musique
au XVIII ^e siècle
B. CANNONE |
| 3326 | Le droit de l'expropriation
J. LEMASURIER | 3337 | Pourcentages et tableaux
statistiques
M. NOVI |
| | | 3338 | Pétrarque et le pétrarquisme
J.-N. NARDONE |
| | | 3339 | La mort et le droit
B. PY |
| | | 3340 | L'Andorre
A. DEGAGE et A. DURO I A |



9 782130 480976

